

CAHIERS DE RECHERCHE
ÉLECTORALE ET PARLEMENTAIRE

NUMÉRO 11 - AVRIL 2016

« ÇA ME TENTAIT PAS » :
EXPLORATION DES MOTS DES JEUNES
ABSTENTIONNISTES AU QUÉBEC
UNE ANALYSE QUALITATIVE DE L'ABSTENTIONNISME
CHEZ LES JEUNES ÉLECTEURS QUÉBÉCOIS

JOËLLE STEBEN-CHABOT



Chaire de recherche
sur la démocratie et les institutions
parlementaires



UNIVERSITÉ
LAVAL

Chaire de recherche sur la démocratie
et les institutions parlementaires

« Ça me tentait pas » : exploration des mots des jeunes abstentionnistes au Québec

**Une analyse qualitative de l'abstentionnisme
chez les jeunes électeurs québécois**

Auteure :

Joëlle Steben-Chabot

Coordonnées

Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires
Département de science politique
Université Laval
Québec (Québec)
G1V 0A6
CANADA

1^{er} avril 2016

Table des matières

Liste des tableaux	v
Introduction	1
1. Les éléments méthodologiques	2
1.1. Un aperçu des connaissances en matière de participation électorale	2
1.2. Le choix de la technique de collecte des données (groupes de discussion)	6
1.3. La description de la technique et du guide d'entrevue	7
1.4. Les limites aux groupes de discussion	8
1.5. La description de l'échantillon	10
2. Les perceptions de l'univers politique	12
2.1. La politique	12
2.1.1. Des perceptions et définitions	12
2.1.2. Des doléances	13
2.2. La démocratie	13
2.2.1. Des perceptions et définitions	13
2.2.2. Une tension entre l'insatisfaction et l'importance de la démocratie	14
2.3. Les élections	15
2.3.1. Les élections produisent des résultats « partiels »	16
2.3.2. Une importance inégale des élections selon le palier	17
2.3.3. Personne ou parti ? : La confusion liée au système électoral	18
2.3.4. Des inquiétudes et incompréhensions face au processus électoral	18
2.4. La classe politique	19
2.4.1. Un déficit de confiance	19
2.4.2. La perception de l'intérêt des politiciens pour les jeunes	20
2.4.3. Un contact avec les citoyens difficile à maintenir	22
2.5. Les partis politiques	22
2.5.1. Le manque et la complexité des informations	22
2.5.2. La critique du manque de diversité	23
Conclusion	23
3. La politique : (dés)intérêt, complexité et apprentissage	25
3.1. Les pratiques informationnelles	25
3.1.1. Les médias privilégiés	25
3.1.2. Une information limitée ou absente	27
3.1.3. La perception de la disponibilité et de la qualité de l'information	27
3.1.4. La perception de leurs propres « compétences civiques »	29
3.2. La socialisation et la pression sociale	30
3.2.1. Les discussions politiques	30
3.2.2. La participation politique de la famille et des proches	33
3.2.3. La pression sociale	33

3.3. L'intérêt et la complexité	34
3.3.1. La politique : quel intérêt ?	34
3.3.2. Le nœud	36
Conclusion	36
<hr/>	
4. Les participations civique et politique alternatives	38
4.1. Les manifestations	38
4.1.1. Une action réservée au centre urbain ?	39
4.1.2. Les possibilités d'impact	39
4.2. Les pétitions	40
4.2.1. Les possibilités d'impact	40
4.3. Les boycottages et buycotts	41
4.4. Le bénévolat	42
4.4.1. Les possibilités d'impact	43
Conclusion	43
<hr/>	
5. Le vote	44
5.1. Les motifs d'abstention et les motifs de participation	44
5.1.1. Les motifs d'abstention	44
5.1.2. Les motifs de participation	46
5.2. Le(s) sens du vote	47
5.2.1. Droit ou devoir ?	47
5.3. Le(s) sens de l'abstention	49
5.3.1. Le (non-)message de l'abstention	49
5.3.2. Et le vote blanc ?	50
5.4. Les modifications à apporter pour favoriser la participation électorale	51
5.4.1. Des changements structurels	51
5.4.2. Des changements concernant la classe politique	55
5.4.3. Des changements techniques	56
5.4.4. Les éléments conjoncturels	57
Conclusion	58
<hr/>	
Conclusion générale	61
<hr/>	
Annexes	65
<hr/>	
Bibliographie	75
<hr/>	

Liste des tableaux

Tableau 1.	Sommaire des groupes de discussion	8
Tableau 2.	Niveau de scolarité des participants	10
Tableau 3.	Participation électorale des participants lors des six scrutins précédents (tous paliers confondus)	10
Tableau 4.	Les médias privilégiés par les répondants	25
Tableau 5.	Les motifs d'abstention et de participation soulevés par les participants	59
Tableau 6.	Les modifications à apporter pour favoriser la participation électorale selon les répondants	60

Introduction

L'abstentionnisme n'est pas une réalité politique récente. Toutefois, en raison du déclin de la participation électorale dans la plupart des démocraties établies, le sujet interpelle de plus en plus, tant les classes politique, académique, que médiatique. Cette thématique a été traitée par de nombreux chercheurs et par plusieurs administrations électorales, tant dans des contextes nationaux que comparés. La chute des taux de participation inquiète, que ce soit en substance ou pour sa remise en question de la légitimité des institutions des démocraties libérales.

En ce sens, il a été question de produire une étude qui vise à offrir un regard complémentaire, par l'usage d'une approche qualitative, sur les différentes recherches déjà produites sur l'abstentionnisme, et ce, en se concentrant sur un groupe peu prompt à aller voter : les électeurs de 18 à 35 ans n'ayant pas fréquenté l'université. Pour ce faire, nous avons rencontré des jeunes citoyens de 18 à 35 ans, n'ayant pas voté aux élections provinciales du 7 avril 2014, dans quatre groupes de discussion. Ce rapport vise à présenter l'échantillon de citoyens rencontrés ainsi que les premiers résultats en termes descriptifs des groupes de discussion. Suite au rappel des différents éléments de revue de littérature et autres éléments méthodologiques, les résultats seront regroupés sous quatre thématiques différentes : la perception de l'univers politique, les expériences personnelles concernant la politique en termes d'intérêt et de connaissances, les formes de participation civique ou politique dite alternative et finalement le rapport au vote.

1. Les éléments méthodologiques

1.1. Un aperçu des connaissances en matière de participation électorale

Les recherches concernant la participation électorale ont largement démontré que la propension à se rendre aux urnes est liée à différents déterminants socio-économiques. En effet, les recherches sur la participation électorale se concentrent particulièrement sur une compréhension dite « sociologique » de l'abstentionnisme, c'est-à-dire une exploration du phénomène par certains déterminants tels que l'âge, le revenu, la scolarité, etc. (Subileau, 2001 : 2). Ainsi, il a été observé que l'âge est positivement lié à la participation (Blais et al., 2002 ; 2004 ; Rubenson et al., 2004 ; Pammett et Leduc, 2003), à l'instar du revenu et de la scolarité (Wolfinger et Rosenstone, 1980 ; Blais et al., 2004 ; Rubenson et al., 2004 ; Gidengil et al., 2003). Concernant l'âge, plusieurs ont documenté un effet du cycle de vie, c'est-à-dire que le vieillissement modifie la propension à voter : les jeunes sont moins prompts à voter *car* ils sont jeunes. À cet égard, Bhatti et Hansen (2012), dans une recherche menée au Danemark, soulignent cependant que la corrélation entre l'âge et le vote est moins linéaire que ce que plusieurs recherches observent. Ces derniers constatent plutôt que les plus jeunes électeurs, âgés de 18 et 19 ans, affichent un taux de participation plus élevé que ceux de 20 à 24 ans (Bhatti et Hansen, 2012 : 383). Ce phénomène s'expliquerait par l'influence des parents, qui se joue sur deux fronts. Tout d'abord, les parents sont des agents de socialisation incontournables : les jeunes électeurs dont les parents votent sont plus prompts à se rendre aux urnes. Ensuite, les chercheurs ont découvert que cette influence se renforçait quand les jeunes habitent toujours dans la demeure familiale. Si les parents votent, le jeune électeur aura une plus forte propension à se rendre aux urnes, et inversement (Bhatti et Hansen, 2010 : 22). Ainsi, lorsque le jeune citoyen quitte le nid familial, il s'éloigne de ce vecteur d'influence. Concernant la scolarité, en plus de la corrélation entre les études postsecondaires et une plus forte participation électorale, le fait de fréquenter un établissement scolaire serait également lié à une plus forte participation électorale (Gélineau, 2013 ; Blais et Loewen, 2011).

D'autres déterminants ont été explorés tels que le sexe, la religiosité, l'état matrimonial et l'immigration récente. En ce qui a trait au sexe, on aura observé historiquement une plus faible participation des femmes (Gélineau et Teyssier, 2011). Toutefois, cet écart tend présentement à diminuer, voire à disparaître (Rubenson et al., 2004) ou même à se renverser, dans le cas québécois (Gélineau et Teyssier, 2011). Concernant la religiosité, il semble que plus une personne considère la religion comme importante dans sa vie, plus celle-ci serait susceptible de voter (Blais et al., 2001 ; Rubenson et al., 2004). Être marié est également positivement lié à la participation électorale (Rubenson et al., 2004). On peut supposer que le mariage est garant d'une certaine stabilité et de liens forts avec la communauté. Aussi, le mariage, ou le fait de vivre avec un partenaire, peut faciliter l'adoption d'un comportement normé. Quant à la question de l'immigration, les immigrants arrivés depuis dix ans ou moins auraient une plus faible propension à se rendre aux urnes (Gidengil et al., 2004 ; Pammett et LeDuc, 2003)¹. Pour résumer, les principaux déterminants favorisant la participation électorale sont fortement liés à l'intégration de l'individu au sein de la société. Par le fait même, l'abstention serait le produit de cette insuffisante intégration politique liée à une faible insertion sociale (Subileau, 1997 : 247).

Notons également que ces déterminants ont une influence variable dans le temps. Par exemple, tel que mentionné plus haut, le sexe n'est plus un prédicteur significatif en ce qui a trait à la participation électorale dans plusieurs États, notamment au Canada ou même au Québec (Rubenson et al., 2004 ; Gélineau et Teyssier, 2012 : 20-21). Franklin soutient que le remplacement générationnel et la socialisation électorale tardive sont

1. Rubenson et ses collègues (2004) obtiennent toutefois des résultats discordants, indiquant que les personnes ayant immigrés au Québec dix ans et moins avant le scrutin voteraient dans une plus grande proportion. Notons toutefois que si le coefficient observé est significatif, il demeure relativement faible.

des clefs pour comprendre l'amenuisement du *gender gap*. Les femmes qui ont obtenu le droit de vote à un âge plus avancé ont eu une plus forte propension à s'abstenir puisqu'elles n'avaient jamais fait « l'apprentissage » des scrutins. Celles ayant obtenu le droit de vote dès leurs 18 ans se sont plus facilement intégrées à cette pratique. Ainsi, le remplacement générationnel aura d'emblée augmenté le taux de participation des femmes. Une autre variable ayant un impact différencié est celle de l'âge. Si un effet de cycle de vie est largement documenté chez ces derniers, c'est-à-dire que les jeunes de toutes cohortes se sont toujours démarqués par un plus faible taux de participation en raison de leur plus jeune âge (Blais et al, 2004 ; Pammet et Leduc, 2003), les nouvelles générations s'abstiennent désormais dans une plus grande proportion que les précédentes (Gidengil et al., 2003 : 10).

Concernant les jeunes Canadiens, Blais et Loewen (2011) tentent de dresser un portrait statistique des jeunes abstentionnistes en les comparant aux jeunes votants à partir des données de l'Enquête électorale canadienne. À l'aide d'une analyse multivariée des déterminants socio-économiques, ces derniers observent que le niveau d'instruction et le lieu de naissance (c'est-à-dire le fait d'être né au Canada ou à l'extérieur) sont les deux facteurs offrant le plus grand potentiel prédictif. Les facteurs âge, revenu, sexe et lieu de résidence (c'est-à-dire habiter un milieu rural par rapport à un milieu urbain) ont une incidence moyenne. Toutefois, si des facteurs attitudinaux sont également considérés (l'intérêt et les connaissances politiques), le niveau de scolarité perd toute signification statistique. Il s'agit d'un constat similaire à celui de Gélinau et Morin-Chassé (2009), soulignant que la scolarité a en fait un effet indirect notamment sur l'intérêt pour la politique. Pour Blais et Loewen, les facteurs jouant le plus largement sur le vote des jeunes sont l'intérêt et les connaissances. Aussi, le sexe perd également de sa signification : si les femmes votent moins, c'est également qu'elles s'intéressent moins à la politique. Les facteurs du lieu de naissance et du revenu se maintiennent quant à eux. Ainsi, le jeune votant moyen s'intéresserait et s'informerait davantage sur la politique, serait né au Canada et proviendrait d'un foyer plus aisé. À l'opposé, le jeune abstentionniste moyen ne serait ni informé, ni intéressé par la politique. Il y a également de plus grandes probabilités qu'il soit né à l'extérieur du Canada et que sa famille soit moins nantie. Pour les auteurs, ces constats viennent « appuyer l'hypothèse selon laquelle le fait de voter constitue, pour une personne, une façon d'exprimer son appartenance sociale et psychologique à la société » (13).

Plus récemment, Gélinau (2013) a tenté un exercice similaire à partir des données de l'*Enquête nationale auprès des jeunes* qui a suivi les élections canadiennes de mai 2011. Mettant au cœur de l'analyse l'hétérogénéité du groupe des « jeunes », ce dernier observe qu'en confrontant les facteurs attitudinaux, comportementaux et socio-économiques, les facteurs socio-économiques perdent leur significativité, à l'exception du statut d'étudiant et du sexe (25). Ainsi, les déterminants-clefs de la participation électorale se trouveraient plutôt du côté attitudinal et comportemental, c'est-à-dire les connaissances concernant la politique en général et le processus électoral et l'intérêt pour la politique ainsi que pour l'élection en cours. De plus, le chercheur souligne que les jeunes électeurs se comportent peu différemment des autres citoyens, dans la mesure où on observe les mêmes relations entre la participation et certains facteurs socio-économiques, attitudinaux et comportementaux dans le reste de la population.

Une large étude sur la participation électorale (Gélinau et Morin-Chassé, 2009 ; Gélinau et Teyssier, 2012) a permis d'actualiser différentes hypothèses sur la participation électorale au Québec. Contrairement à l'étude précédemment citée, celles-ci concernent la population entière, et non les jeunes uniquement. Gélinau et Morin-Chassé (2009) confirment que le taux de participation augmente en fonction du niveau de scolarité. Une différence de dix points de pourcentage est observée entre les électeurs détenant un diplôme universitaire et ceux sans diplôme secondaire. Cependant, cet écart serait moins important que ceux observés par d'autres chercheurs (Blais et al., 2002 ; Gidengil et al., 2004). En ce qui a trait au revenu familial, aucune relation linéaire n'est observée. Toutefois, ceux possédant un revenu inférieur à 20 000 \$ votent

significativement moins que les autres. Pour ce qui est de l'âge, en plus de confirmer l'effet du cycle de vie (Blais et al., 2002 ; Nevitte et al., 1999), on observe un effet générationnel important : un écart important est identifié entre la participation des électeurs âgés de moins de 45 ans et de celle des électeurs de plus de 45 ans (Gélineau et Teyssier, 2012). En plus d'examiner les déterminants socio-économiques du vote, ces derniers ont également pu mesurer certains facteurs attitudinaux, dont l'intérêt et le cynisme, ce dernier ayant un effet négatif sur la participation alors que l'intérêt a un effet positif. Ils notent toutefois que le cynisme est corrélé avec l'âge ; ainsi, selon leur conclusion, le cynisme ne peut expliquer le désengagement électoral des jeunes. Toutefois, à l'issue d'un sondage sur les jeunes Canadiens et la participation électorale, Gélineau observe que le cynisme a en effet un rôle à jouer sur la décision de participer ou non au scrutin (2013 : 25). En ce qui a trait à l'intérêt, étant corrélé avec l'âge, on peut observer une piste d'explication de l'abstentionnisme des jeunes. En somme, les chercheurs observent que l'âge, suivi du cynisme, ont les impacts les plus importants sur le vote (Gélineau et Morin-Chassé, 2009 : 33). L'âge offre également deux formes d'effets indirects sur le vote, en agissant tant sur l'intérêt que sur le cynisme (35). Enfin, ces derniers soulignent que la scolarité aurait également un effet indirect sur le vote, par l'intermédiaire de ces mêmes facteurs (37).

Selon Blais et Loewen (2011 : 16-20), la chute du taux de participation chez les nouvelles générations pourrait s'expliquer par des transformations dans le paysage électoral ou par des changements chez les électeurs eux-mêmes. Faisant le constat que le paysage électoral canadien ne s'est pas substantiellement modifié, ces derniers nous orientent plutôt vers les changements tant d'attitudes, de valeurs ou de croyances des nouvelles générations comme pistes d'explication des modifications du comportement électoral. Ils font le pari d'une modification dans la perception du vote, liée à un sens du devoir perdu. Du côté de Gélineau et Morin-Chassé (2009), la question de l'ancrage du vote est également posée : si pour les électeurs plus âgés on lie le vote à un certain sens du devoir, chez les jeunes il serait plutôt tributaire de pressions sociales (40). De même, ces derniers rappellent que le faible taux de participation pourrait également être lié à l'appréciation des institutions démocratiques et acteurs politiques, tel que mesuré par un indice du cynisme.

En somme, un constat partagé par ces différentes études est la centralité de certaines variables attitudinales (l'intérêt pour la politique et les connaissances concernant le monde politique) dans le choix de se rendre aux urnes ou non. En effet, tel que décrit précédemment, Gélineau (2013) observe que l'impact des variables sociodémographiques tend à disparaître au profit de ces variables attitudinales. Blais et ses collègues (2002), dans la même optique, constatent que les deux plus importants facteurs explicatifs de la participation électorale sont le niveau d'intérêt pour la politique ainsi que le degré d'information.

Dostie-Goulet (2009) s'est penchée sur la question de l'intérêt pour la politique chez les jeunes. Sommairement, d'un côté elle soulève que certains (Blais et al., 2002) observent un plus faible niveau d'intérêt pour la politique de la part des jeunes comparativement à leurs aînés. À l'opposé, d'autres chercheurs (Henn, Weinstein et Wring, 2002) observent plutôt que ceux-ci ont un intérêt pour la politique, mais possèdent une conception différente de celle-ci. Devant des constats aussi divergents, elle pointe un problème essentiel : la difficulté de définir le concept même d'intérêt. Si la plupart des analystes le définissent comme quelque chose d'actif, notamment par le fait de porter attention aux médias (Jennings et Niemi, 1981) ou aux phénomènes politiques (Lupia et Philpot, 2005), Dostie-Goulet (2009 : 8) mentionne à son tour que « l'absence d'action n'implique pas nécessairement un manque d'intérêt [...] et que] le niveau d'intérêt politique d'une personne est un jugement subjectif, posé par la personne elle-même ».

Dans une perspective plus large encore, plusieurs chercheurs ont remis en question le fait de définir la participation politique uniquement en terme électoral. Pour ces derniers, exclure les autres formes d'engagement civique et politique offre un portrait réducteur de l'engagement des jeunes (O'Neill, 2007). Mahéo et ses

collègues (2012 : 407) évoquent également la nécessité d'utiliser une définition élargie de la participation politique pour y inclure la participation non-électorale. Dalton (2007) offre, par exemple, une vision assez enthousiaste de la participation politique des jeunes (cité par Dostie-Goulet, 2009 : 5-6), traçant le portrait de deux types de citoyens : celui orienté vers le devoir à accomplir et celui engagé. Le premier type préfère occuper un faible rôle participatif, alors que le second s'inscrit plutôt dans une forme de confrontation des élites. Ainsi, si l'un est plus apte à aller voter, l'autre préfère d'autres activités moins conventionnelles (manifestations, boycottage, etc.). Selon Dalton, les jeunes s'inscriraient plus particulièrement dans cette dernière catégorie. Pour O'Neill (2007), si le constat d'une défection des jeunes Canadiens de la politique partisane et institutionnelle est évident (diminution du taux de participation des jeunes électeurs, diminution de l'implication au sein des partis politiques), elle souligne que ces derniers ne sont pas pour autant indifférents à la politique. Ceux-ci afficheraient des niveaux d'engagement dans des activités politiques non-traditionnelles (pétitions, boycottage, buycott) similaires aux autres Canadiens, et des niveaux plus élevés d'engagement dans d'autres activités telles que les manifestations ou le bénévolat. En résumé, elle constate que les jeunes citoyens semblent apathiques ou indifférents si on s'arrête aux arènes traditionnelles de la politique, alors que leur participation est simplement différente. Notons que cette vision ne fait toutefois pas l'unanimité. Fournier et ses collègues (2007) font le constat que peu de jeunes s'engagent dans l'un ou l'autre des types d'activités politiques. De plus, ceux qui participent aux activités « non-traditionnelles » sont également ceux qui votent. Ainsi, pour ces derniers, peu importe le type d'activités auxquelles ils s'adonnent, ils le font dans une moindre mesure que leurs aînés (cité par Dostie-Goulet, 2009 : 6). Il demeure que l'articulation entre ces différents modes de participation politique reste floue.

Par ailleurs, concernant l'abstention plus strictement, on peut également se questionner sur le sens qui lui est accordé. Comme le propose la sociologue française Anne Muxel (2007), l'abstentionnisme n'est peut-être pas le signe d'un déficit démocratique. Rappelant l'hétérogénéité du groupe des abstentionnistes, elle pose que l'abstention pourrait être considérée comme une nouvelle forme d'expression politique dans la mesure où les citoyens ne remettent pas en cause les institutions politiques, ni même le vote. De plus, elle observe que ceux-ci ne sont pas marqués par un abstentionnisme constant, mais par des abstentions intermittentes, c'est-à-dire que les citoyens boudent *parfois* les bureaux de scrutin. En outre, si « l'impératif moral et social » du vote est moins fort qu'avant, le droit de ne pas voter gagne en légitimité. Ainsi, elle trace deux catégories d'abstentionnistes : les abstentionnistes « hors-jeu » et ceux « dans le jeu ». Les premiers sont liés au groupe « classique » d'abstentionnistes : faible niveau d'instruction, peu inséré socialement. Les seconds, à l'opposé, sont plutôt diplômés, mieux insérés socialement et proviennent des nouvelles générations. Si les premiers sont fort peu politisés et éloignés de toutes les formes d'implication, les seconds portent un intérêt pour la politique. Pour Muxel, le sens de l'abstention d'une catégorie à l'autre se distingue : si les « hors-jeu » témoigneraient de leur détachement de la scène politique, les « dans le jeu » exprimeraient plutôt une sanction à l'égard des candidats et partis en lice.

Dans la même veine, Mahéo, Dejaeghere et Stolle (2012) constatent que les jeunes non-engagés sont marqués par une grande diversité. Ils dressent une typologie présentant quatre portraits de jeunes non-engagés : les « critiques », marqués par un bon bagage de connaissances et un faible intérêt pour la politique, les « démunis », caractérisés par un faible intérêt et une faible connaissance de la politique, les « occupés », possédant certaines ressources pour l'engagement, un peu informés et un peu intéressés et les « attentistes », également informés et intéressés, mais pour qui aucune occasion de participation ne s'est encore présentée à eux. Malgré le trait commun du désengagement politique, chaque groupe se situe dans des positions différentes sur le spectre de l'action politique. Si les deux premiers groupes ont de faibles chances de déposer leur bulletin dans les urnes un jour, les deux derniers sont plutôt ouverts à la possibilité de participer d'une façon ou d'une autre à la vie politique.

Si l'ensemble de ces études nous offrent un portrait clair des profils des abstentionnistes et des tendances l'animent, elles peinent toujours à répondre à certaines interrogations, notamment en ce qui a trait à l'exploration des motivations et du sens donné au (non)-vote par les jeunes abstentionnistes, ainsi que de l'articulation entre l'abstention, les autres formes de participation politique et la perception de la politique en général. Henn, Weinstein et Wring (2002), qui ont étudié la participation politique des jeunes Britanniques, observent que si les études quantitatives arrivent à mesurer le désillusionnement politique des jeunes à l'aide d'indicateurs tels que l'appartenance aux partis politiques, les attitudes politiques ou le comportement électoral, celles-ci font défaut lorsqu'on doit comprendre la politique dans une acception plus large. Bhavnani (1994) soutient que les études sur le comportement électoral des jeunes, marquées par les devis quantitatifs, contribuent à donner un sens trop étroit à la politique. Son travail souligne plutôt que les jeunes électeurs prennent part à des activités qui sont de nature politique, mais qui ne sont pas nommées comme tel tant par la science politique traditionnelle que par les jeunes eux-mêmes (cité par Henn, Weinstein et Wring, 2002 : 168). Plus précisément, les techniques telles que l'enquête par sondage présupposent une compréhension commune entre les chercheurs et les participants du sens de la politique. Toutefois, Henn et ses collègues (2002 : 168-169) soutiennent qu'une telle acception commune n'existerait peut-être pas, et que les études reposant sur ces techniques pourraient faillir à prendre en considération la perception de la politique propre aux jeunes électeurs. Dans le même esprit, devant le constat de Dostie-Goulet (2009) sur la difficulté de concevoir l'intérêt, une approche de nature qualitative permettrait de mieux saisir ce que les électeurs marginalisés conçoivent comme intérêt pour la politique et comment cet intérêt s'actualise dans leur vie. Dans un autre ordre d'idée, comme le souligne O'Neill (2007), les recherches quantitatives à large déploiement tendent à homogénéiser le groupe des abstentionnistes alors que celui-ci semble au contraire marqué par une large diversité.

Ainsi, à la lumière des conclusions précédemment citées, nous essaierons de comprendre de façon plus substantielle la trajectoire des groupes peu prompts à aller voter (au sens des déterminants socio-économiques), soit des jeunes de 18 à 35 ans moins scolarisés de milieux tant ruraux qu'urbains². Il s'agira de questionner ces derniers tant sur leur désengagement électoral, le cynisme, leurs critiques des systèmes politique, électoral et partisan, leur participation civique ou politique « alternative » que sur la perception qu'ils ont du rôle qu'ils jouent dans la sphère politique. À partir de ces données, il sera également question d'examiner comment s'ancrent les attitudes abstentionnistes, notamment en ce qui a trait à l'apprentissage du vote ou de l'abstentionnisme par les parents, et de prendre compte de la possible hétérogénéité des trajectoires abstentionnistes.

1.2. Le choix de la technique de collecte des données (groupes de discussion)

De tels questionnements nécessitent la mobilisation d'outils de collecte de données qualitatives. L'utilisation de groupes de discussion permet d'obtenir des données plus nuancées et « riches » que celles produites par voie de sondages d'opinion (Baribeau et Germain, 2010). En l'absence de choix de réponse, les participants sont en mesure de transmettre leurs perceptions et leurs opinions dans leurs propres mots, sans se limiter à des catégories élaborées à l'extérieur de leur réalité. Aussi, Geoffrion (2003) souligne que les groupes de discussion sont particulièrement utiles pour documenter les comportements sociaux, notamment ceux concernant des sujets délicats. À notre sens, malgré l'augmentation du taux d'abstention, l'abstentionnisme semble

2. Blais et Loewen (2011 : 8) observent une tendance contradictoire quant au milieu de résidence. Les électeurs de 18 à 24 ans habitant dans un milieu rural ont une propension supérieure à voter (+ 7 points de pourcentage). Les électeurs de 25-30 ans du même milieu sont quant à eux moins prompts à aller voter (-12 points de pourcentage).

demeurer une question délicate pour plusieurs. En effet, les sondages d'opinion surévaluent régulièrement la participation électorale, tant en raison d'une tendance à offrir des réponses socialement souhaitables qu'en considération de la faible prédisposition des abstentionnistes à répondre à de tels sondages (Brehm, 1993). De plus, selon Delli Carpini et Williams, les groupes de discussion sont particulièrement efficaces pour interroger un groupe de personnes qui partagent une spécificité démographique ou une caractéristique attitudinale (Delli Carpini et Williams, 2012).

La particularité des groupes de discussion repose également sur leur capacité à créer une synergie entre les participants, en ce sens où chaque répondant participe à interroger les autres, tout en devant s'expliquer devant ces mêmes personnes (Morgan, 1996). De plus, le groupe permet d'emmener les participants à comparer leurs expériences entre eux. Les groupes de discussion ont été utilisés dans quelques recherches concernant la participation politique (Sheerin, 2007 ; Henn, Weinstein et Wring, 2002 ; Print, Saha et Edwards, 2004). Henn et ses collègues soulignent que ces derniers sont pertinents pour rendre visibles les perceptions et significations que les jeunes électeurs accolent à la politique et aux activités politiques (2002 : 173). Johnson (1996) indique que les groupes de discussion permettent un accès tant à l'opinion des participants qu'au sens qu'ils accordent aux différentes thématiques, aidant à comprendre la contextualisation et la catégorisation faites par les individus d'un phénomène.

Comme le rappelle Morgan, les groupes de discussion sont la plupart du temps utilisés en combinaison avec d'autres méthodes. Dans la même veine, Geoffrion écrit que les groupes de discussion permettent de donner une certaine profondeur à la suite d'une étude de nature quantitative. Ces derniers permettent « d'établir les causes ou les sentiments sous-jacents à certaines réponses obtenues ou, carrément, d'expliquer certains résultats » (2003 : 340). À ce titre, les résultats obtenus dans de plus vastes enquêtes quantitatives (Blais et Loewen, 2011 ; Gélinau et Morin-Chassé, 2009 ; Gélinau, 2013) seront utilisés pour guider les groupes de discussion : « Studies following this research design typically use the broad but 'thin' data from surveys to assist in selecting samples for focus groups or topics for details analysis » (Morgan, 1996 : 135).

1.3. La description de la technique et du guide d'entrevue

Pour le bien de cette recherche, quatre différents groupes de discussions ont été tenus, voir le tableau 1. Ces derniers devaient rassembler entre huit et douze participants, n'ayant pas voté aux élections du 7 avril 2014, étant âgés de 35 ans et moins au moment du scrutin et n'ayant pas fait d'études universitaires. Deux groupes ont été planifiés à Montréal, un à Québec et un dernier à Jonquière. Aussi, ces groupes ont été constitués de façon à atteindre une représentation minimalement paritaire de chaque sexe, c'est-à-dire que chaque sexe devait être représenté dans une proportion d'au moins 40 %. En somme, la recherche devait permettre de rejoindre entre 32 et 40 personnes. Le recrutement de ces groupes de discussion a été confié à une firme, *Addenda Marketing*, puisqu'il s'agissait d'une population difficile à rejoindre. Malgré tout, ces derniers ne sont pas parvenus à recruter le nombre prévu de participants dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean : seulement quatre personnes se sont présentées au groupe de discussion. Pour ce qui est des autres groupes, neuf personnes se sont réunies à Québec, et les deux groupes de discussion de Montréal ont respectivement compté huit et neuf participants³. En échange de leur participation, les répondants recevaient une allocation de 65 \$ à la fin de la séance, compensant le temps de déplacement et de présence aux groupes de discussion.

3. Pour plus d'informations, voire **Annexe I**.

TABEAU 1.
Sommaire des groupes de discussion

	Québec	Jonquière	Montréal	
Date	1 ^{er} mai 2014	3 mai 2014	8 mai 2014	
Lieu	Université Laval	Cégep de Jonquière	UQAM	
Nombre de participants	9 participants 6 femmes 4 hommes	4 participants 2 femmes 2 hommes	9 participants 5 femmes 4 hommes	8 participants 5 femmes 3 hommes

Sur place, avant la tenue des groupes de discussion, un feuillet a été distribué aux participants, comprenant l'explication du projet de recherches, un formulaire de consentement et un questionnaire de préentrevue⁴. Ce dernier, en plus de recueillir quelques éléments de leur profil sociodémographique, tel que l'âge, le sexe, le lieu de naissance et le niveau scolaire complété, il visait à obtenir plus d'informations sur la confiance envers les institutions politiques. De plus, les participants étaient questionnés sur leur participation aux six élections ayant précédé celles du 7 avril 2014 et ayant eu lieu au Québec (tant fédérales, provinciales que municipales).

Les discussions de groupe se sont articulées autour de trois thématiques⁵ : la place accordée à la politique dans leur quotidien, leurs perceptions de la politique en général et leurs perceptions de la participation politique, et plus particulièrement du vote. La première thématique, en plus de permettre de briser la glace, concernait différentes dimensions telles que la socialisation politique et son impact, visant à brosser un portrait de la trajectoire des abstentionnistes rencontrés. Ainsi, les participants étaient invités à parler de leur intérêt pour l'actualité politique, de leur consommation d'informations politiques et de la place de la politique dans leur quotidien, notamment au sein de leurs réseaux amical ou familial. Par la suite, les participants étaient invités à discuter de leurs perceptions de la politique, permettant ainsi de tracer la carte de leur univers politique. Ils se sont prononcés sur différents sujets : la politique en général, la démocratie, les élections, les politiciens et politiciennes et les partis politiques. Finalement, un segment concernant la participation politique était proposé aux répondants. Ces derniers ont donc discuté de leurs expériences en termes de participation politique, que celles-ci soient traditionnelles (tel le vote) ou alternatives (manifestation, pétition ou boycottage). Sur la question plus spécifique du vote, les abstentionnistes présents étaient appelés à discuter de leur rapport au vote, que ce soit en termes de stabilité de leur comportement abstentionniste qu'en termes de facteurs l'expliquant. Tout au long de la discussion, les personnes présentes étaient également amenées à discuter de la perception qu'ils ont de leur propre capacité à agir sur le système politique.

1.4. Les limites aux groupes de discussion

Certaines limites ont été rencontrées tant dans l'usage des groupes de discussion, qu'en ce qui concerne la population choisie. Tout d'abord, rappelons qu'un nombre limité de participants ne permet évidemment pas de généraliser ses résultats à l'ensemble de la catégorie des non-votants de 18 à 35 ans n'ayant pas fréquenté l'université. L'idée est plutôt de dresser un éventail des possibles.

En ce qui a trait aux difficultés concernant l'échantillon de cette recherche, notons que le recrutement a été plutôt ardu. Bien que celui-ci ait été confié à une firme spécialisée en la matière, il a été difficile, voire parfois impossible, de compter le nombre de personnes prévues dans chaque groupe de discussion. En effet, si les groupes de discussion de Montréal et celui de Québec ont réuni entre huit et neuf personnes, celui de

4. Le questionnaire de préentrevue se trouve en **Annexe II**.

5. Le questionnaire se trouve en **Annexe III**.

Jonquière n'en a réuni que quatre⁶. Rappelons que l'abstentionnisme demeure un sujet toujours controversé en raison de la forte pression sociale liée au vote, où le discours public peut en venir à décrier, voire à culpabiliser largement, les abstentionnistes. On peut donc croire que certains individus ne souhaitaient donc pas partager cet écart à la norme en groupe dans le cadre d'une recherche universitaire. De plus, comme on le verra plus loin, l'abstentionnisme est lié avec un désintérêt quant à la politique en général. Ainsi, il n'est pas étonnant que peu de personnes se soient senties concernées par cet appel. Si le travail d'une firme spécialisée notamment dans ce type de recrutement et une allocation de 65 \$ n'ont pas été suffisants pour mobiliser le nombre de participants espérés, il est difficile de songer à une façon alternative plus efficace de les recruter.

Concernant la formule des groupes de discussion, si ces derniers parviennent à rassembler un plus grand nombre de personnes en peu de temps, ils comportent tout de même certaines limites : l'effet d'entraînement, la participation inégale des individus et le traitement inégal des thématiques. Tout d'abord, au cours des discussions, on observe une forme d'effet d'entraînement entre certains individus, dans la mesure où certains participants vont s'accorder à ce que les autres autour d'eux peuvent énoncer. Puisque les connaissances sur la politique et même la capacité à parler en public varient grandement d'une personne à l'autre, on a observé que certains répondants se contentaient d'appuyer ou de répéter les propos émis avant eux, et ce de façon presque systématique.

D'autre part, pour des raisons similaires, il est assez difficile de s'assurer d'une participation équilibrée des individus questionnés. Souvent, quelques personnes vont arriver à s'extirper entièrement de la conversation alors que d'autres la monopoliseront. La participation de l'intégralité du groupe repose notamment sur la capacité de l'animateur à les relancer. Dans le cas présent, une faible expérience dans l'animation de groupes de discussion a altéré une potentialité de réponses intéressantes dans la mesure où certains répondants ont offert une participation plus que limitée, qui aurait pu être amplifiée.

On observe également une certaine disparité entre les sujets traités d'un groupe de discussion à l'autre. Selon la volubilité des participants, plus ou moins de sujets peuvent être traités. Qu'il s'agisse d'entrevues ou de groupes de discussion, ce type d'outils de collecte a l'avantage de pouvoir aborder des sujets variés, qui comptent pour les répondants, et obtenir des informations plus variées que par des questions fermées. Toutefois, cela complexifie la possibilité de comparer les données d'un groupe à un autre, puisque l'éventail de thématiques traitées peut varier d'un groupe à un autre. Par le fait même, dans l'analyse, il a été difficile de comparer les réponses d'un groupe à l'autre. Ainsi, les données sont traitées comme collaborant à dresser un portrait global des jeunes abstentionnistes, et non en tentant de les comparer une à l'autre. Par le fait même, la faible participation du groupe de discussion de Jonquière n'entre pas en ligne de compte puisque les réponses des quatre répondants participent autant à la construction de ce portrait général.

Par ailleurs, pour certains sujets traités, des entrevues en profondeur auraient été plus adéquates pour obtenir la substance nécessaire à une analyse plus complexe. C'est notamment le cas de la section concernant la socialisation politique. Il est beaucoup plus difficile d'emmener les gens à réfléchir à la place de la politique dans leur vie depuis leur enfance en groupe. Non seulement il s'agit d'un sujet plus intime, mais faire le tour de cette question nécessite beaucoup plus de temps. À notre sens, les informations très limitées à ce sujet ont rendu difficile voire impossible de rendre compte avec justesse de l'articulation entre la socialisation politique et les perceptions et pratiques de la politique.

Finalement, puisque l'aspect des connaissances concernant la politique a été largement traité au sein des groupes, il aurait été intéressant de confronter les résultats à une mesure objective des connaissances par un

6. Huit personnes ont été recrutées pour le groupe de discussion de Jonquière, mais seulement quatre se sont présentées.

court questionnaire de culture politique. Cependant en raison de la thématique et de l'échantillon plutôt délicat, il a été préféré d'omettre de telles questions afin d'éviter un sentiment « d'examen » chez les répondants qui aurait pu mener à une attitude de confrontation des répondants envers l'animatrice.

1.5. La description de l'échantillon

Tel que mentionné plus haut, les groupes de discussion ont regroupé un total de 30 personnes, dont 18 femmes et 12 hommes, respectant la zone paritaire. Les participants étaient âgés de 18 à 34 ans et la moyenne de leur âge était de 25,3 ans. Un seul répondant est né à l'extérieur du Canada, soit au Maroc, et l'ensemble des répondants avait le français pour langue maternelle. Trois répondants avaient une seconde langue maternelle : l'anglais pour deux personnes et l'arabe pour la troisième.

Concernant le plus haut niveau scolaire complété, voir le tableau 2, neuf d'entre eux n'avaient pas complété leur diplôme d'études secondaire ou professionnel, dix possédaient un diplôme d'études secondaire ou un diplôme d'études professionnelles, sept n'avaient pas complété un diplôme d'études collégiales et trois en possédaient un.

TABLEAU 2.
Niveau de scolarité des participants

Niveau scolaire complété	Nombres de participants ¹
Cours secondaire ou DEP (sans diplôme)	9
Cours secondaire ou DEP (avec diplôme)	10
Cours technique ou cégep (sans diplôme)	7
Cours technique ou cégep (avec diplôme)	3

1. Une personne répondante n'a pas répondu à cette question.

En ce qui a trait à leur participation électorale, voir tableau 3, 19 personnes n'avaient voté à aucune des occasions qui leur a été présentée. Même si cette participation demeure minoritaire, 11 personnes indiquent avoir déjà voté. Pour deux répondants, le scrutin de 2014 était leur première expérience d'abstention.

TABLEAU 3.
Participation électorale des participants lors des six scrutins précédents
(tous paliers confondus)

Élections	Ont voté	N'ont pas voté	N'étaient pas éligible au vote	N'ont pas répondu
Élections municipales du 3 novembre 2013	5	25	0	
Élections provinciales du 4 septembre 2012	4	22	3	1
Élections fédérales du 2 mai 2011	2	22	5	1
Élections municipales du 1 ^{er} novembre 2009	0	19	10	1
Élections fédérales du 14 octobre 2008	2	15	12	1
Élections provinciales du 8 décembre 2008	5	12	12	1

Dix participants indiquaient se sentir proche d'un parti politique sur la scène provinciale. Parmi eux, une seule personne a déjà voté à quelques reprises. Chez les 22 personnes disant ne se sentir proche d'aucun parti provincial, sept avaient déjà voté dans un scrutin provincial. Du côté fédéral, cinq personnes ont mentionné se sentir proche d'un parti politique. Parmi eux, une seule personne avait déjà voté aux élections fédérales.

Afin de situer la satisfaction et la confiance des citoyens quant à leurs institutions politiques, la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires, en collaboration avec la firme CROP, publie l'indice citoyen des institutions. Ce dernier est composé de cinq questions posées à des citoyennes et citoyens québécois ayant le droit de vote au Québec. Les questions retenues mesurent la perception qu'ont les répondants de leurs institutions politiques. Les questions traitent de l'appréciation du fonctionnement général de la démocratie québécoise, la perception de l'offre politique, l'influence des citoyens sur les actions gouvernementales et le rôle des élections pour rendre responsable un gouvernement (Chaire et CROP, 2013 : 2). De façon absolue, un score de 0 indiquerait une très faible confiance et appréciation des institutions politiques alors qu'un score de 1 montrerait une très grande confiance et appréciation. L'indice était de 0,49 en 2013 et de 0,48 en 2015 pour les répondants de 18-34 ans (Chaire et CROP, 2013 : 11-12). Celui pour la population en général était également de 0,49 en 2013 et en 2015. Les mêmes questions ont été reprises dans le questionnaire de pré-entrevue afin de situer l'échantillon en comparaison avec la population. Celui-ci présente un indice moyen de 0,47 et la valeur médiane est 0,46. Ainsi on observe que l'échantillon est marqué par une insatisfaction légèrement plus élevée.

2. Les perceptions de l'univers politique

Il sera tout d'abord question de présenter comment les répondantes et répondants perçoivent leur univers politique. Les thématiques retenues pour cerner cet univers sont la politique elle-même, la démocratie, les élections et la classe politique, incluant les partis politiques.

2.1. La politique

2.1.1. Des perceptions et définitions

Les personnes présentes étaient invitées à discuter de ce que représentait la politique pour eux, que ce soit en termes de définition, ou plus largement à quoi cela référait pour eux⁷. Parmi les éléments de réponses, on observe que douze répondants ont mentionné des éléments neutres (des débats, les droits de la personne, des personnalités politiques connues, la gestion, la réglementation, l'argent, l'économie, les taxes, la pluralité).

En ce qui a trait aux termes connotés, trois ont relevé des aspects positifs, alors que onze ont relevé des aspects plus négatifs. Parmi les aspects positifs, ce sont des éléments plus circonstanciels qui ont été nommés, ou des éléments liés au régime politique, plutôt qu'à la politique dans un sens très large. Ainsi, une répondante a mentionné son appréciation pour une personnalité politique en particulier ou pour certaines thématiques parfois traitées dans l'arène politique, alors qu'une autre évoque la notion de choix, indiquant que pour elle, la politique « c'est choisir le monde qui nous gouverne » (Q-L).

Du côté des éléments négatifs, une seule répondante a formulé d'emblée des critiques adressées au système. Celle-ci souligne les lacunes du système électoral en discutant de bipartisme, et déplore le peu, voire l'absence, de pouvoir citoyen en dehors des périodes électorales : « Je pourrais ajouter aussi que... un coup qu'on a voté ou pas voté, que les personnes sont élues, là on a pu rien à dire pendant quatre ans, en général. (M1-V). »

Quelques personnes ont par ailleurs souligné des éléments liés à la médiatisation de la politique. Deux d'entre elles ont mentionné que la politique leur faisait penser aux scandales : « ben c'est sûr que des affaires comme la Commission Charbonneau. Moi je trouve que ça sonne tellement... je vais loin, mais ça sonne le peuple est pas au courant de ce qui se passe dans le fond » (M2-M). Deux autres répondantes ont plutôt insisté sur l'aspect agressif de l'arène politique. Une indique qu'elle « trouve que maintenant la politique, c'est un peu du lynchage » (M1-C), alors qu'une autre mentionne que la politique lui fait « pense[r] à des chicanes sur des sujets différents » (M1-V). L'idée que le monde politique n'offre que des mensonges a été évoquée par quatre répondants :

Crosseurs. C'est ça que j'allais dire... Menteur. (M2-Jo)

Le premier mot auquel on pense ? Bullshit. (M2-M)

Ils font pas plus ce qu'ils disent pareil. (J-B)

Ben moi j'ai l'impression que c'est un grand téléroman. En fait, un soap américain. Mettons pas un bon téléroman québécois là, mais un grand soap américain, comme Les Feux de l'amour. La politique pour moi c'est ça. Y'a toujours des affaires qui vont nous ressortir à quelque part, des grandes menteries de l'autre bord. C'est rare qu'on en retire des choses positives... Y'en ressort, mais c'est toujours plus petit que les choses négatives qui en ressort. (Q-Kr)

7. Il s'agit du second bloc de questions, voir Annexe III.

D'autres ont évoqué que la politique rimait avec un manque de diversité, ou autrement dit, qu'elle était teintée par le « pareil au même » : « La politique ça m'intéresse, mais comment je pourrais dire ça, pas que j'y crois pas, mais d'après moi c'est toute la même affaire » (J-B). Dans la même veine, une autre indique que la politique l'« intéresserait si [elle] sentai[t] que oui, on peut changer de quoi ». Finalement, trois répondants ont mentionné qu'ils avaient un sentiment généralement négatif à l'égard de la politique :

Quand on parle de politique, y'a tu vraiment des affaires positives qui sont associées à ça ? (M2-JF)

C'est plate la plupart du temps, un gros 90 % du temps. On s'entend. Y'a pas grand-chose là-dedans. (M2-Je)

La plupart du temps c'est déprimant un peu. (M2-S)

En somme, la plupart des participants ont usé d'éléments neutres ou négatifs pour décrire leur conception de la politique. Ceux-ci sont marqués par une large diversité : on retrouve en effet des éléments tant de nature circonstancielle (par exemple, un débat à la mode ou une personnalité politique bien précise), que de nature institutionnelle (notamment les taxes, la gestion, les droits de la personne, etc.), ou même relevant du commentaire éditorial (« y'a-tu vraiment des affaires positives qui sont associées à ça ? » (M2-JF) ou « c'est plate la plupart du temps » (M2-Je)).

2.1.2. Des doléances

Outre les éléments mentionnés plus tôt, tels que les lacunes du système électoral (bipartisme et manque de pouvoir citoyen à l'extérieur des périodes électorales), deux éléments ont été plus largement évoqués dans les groupes de discussion : le manque de changement ainsi que la difficulté à rendre la politique concrète.

Concernant le manque de changements politiques, cet aspect semble s'inscrire à la jonction de la perception d'un faible pouvoir sur les choses politiques et la faible confiance envers les élus. Un répondant déclare, dans ce sens, « mais même si tu la donnes, ton opinion, ça change rien de ce qu'ils ont déjà fait » (M1-Sb). Dans un autre groupe de discussion, plus orienté sur l'aspect des capacités citoyennes à pouvoir modifier les choses, une répondante se questionne : « On est beaucoup plus dans la classe moyenne, tout le monde. Pourquoi y'a rien qui bouge alors ? » (Q-SJ). Dans ce même groupe de discussion, un participant déplore « qu'une fois rendu au pouvoir, ça revient pas mal tout au même ». Il ajoute qu'« ils essaient de se différencier pendant la campagne électorale, mais au bout du compte, c'est pas mal tout le temps la même chose » (Q-T).

Quelques répondants ont critiqué la difficulté à rendre la politique concrète à leurs yeux. Une répondante déplore que les politiciens soient « trop vagues » (J-P), un autre regrette que les problèmes politiques ne soient pas traités en termes de solutions concrètes (J-A). Notons qu'une telle critique est à lier avec la question des connaissances et de l'intérêt chez les citoyens rencontrés.

2.2. La démocratie

2.2.1. Des perceptions et définitions

Après avoir amené les participants à discuter de leur perception de la politique, ces derniers étaient invités à se prononcer au propos de la démocratie. Tout d'abord, notons que parmi les éléments relevés, on n'en retrouve aucun strictement négatif. Pour les répondants, la démocratie leur évoque tant des modalités que des grands principes. Du côté des modalités, on retrouve l'idée de majorité, les droits en général, la représentation, le droit de vote ou encore la variété des options. Parmi les principes plus larges, certains ont parlé d'égalité, de liberté ou de pouvoir des citoyens. L'idée qu'il s'agisse du « moins pire des régimes » a été apportée par quelques-uns : « Si on regarde, comparée à d'autres, la démocratie je trouve ça plus positif que d'autres dictatures, mettons. Mais t'sais, en tant que tel, c'est sûr que quand on en entend parler c'est plus négatif. Mais c'est sûr que ça doit avoir ses points positifs si on vit bien » (J-P).

On observe également que dans la compréhension de la démocratie, l'idée de peuple décidant reste centrale. Parmi les treize répondants qui se sont exprimés sur ce à quoi leur faisait penser la démocratie, six ont mentionné des objets relatifs à la représentation ou la souveraineté des citoyens, que ce soit en termes de choix de leurs représentants, de majorité ou de pouvoir citoyen :

La majorité. Tout le monde a le droit de voter. (J-P)

C'est ça, c'est d'avoir, de pouvoir apporter quelque chose. (Q-Kv)

Pouvoir choisir par qui on va être représenté, qu'est-ce qui est important pour nous dans la société... (Q-T)

Ben c'est que t'as le droit d'élire ton président, là. C'est ça. (Q-Y)

De façon plus large, en se prononçant sur l'état de la démocratie aujourd'hui, que ce soit sur les paliers municipal, provincial ou fédéral, certains ont mentionné des éléments dépassant cette question de la représentation ou de la conduite des affaires politiques. Comme précédemment souligné, une répondante observe que, même si on parle négativement de politique ou de la démocratie, il demeure « que ça doit avoir ses points positifs si on vit bien » (J-P). Pour trois autres répondantes, si notre démocratie n'est pas parfaite, il demeure que, pour elles, la démocratie comporte des avantages extérieurs à l'idée de souveraineté populaire, que ce soit en termes de présence de programmes sociaux ou de garantie d'une certaine qualité de vie. Concernant les programmes sociaux, le système de santé publique a été soulevé par deux répondantes, avec une certaine réserve pour une d'entre elles :

Alors oui on a des libertés, on a quand même des politiques sociales qui aident, les garderies, la santé. Si je compare avec les États-Unis, nous autres on a la santé. C'est peut-être pas parfait, mais on a quand même un bon système de santé comparé aux États-Unis. (M1-V)

En termes de qualité de vie, une répondante observe que là où on a le droit de vote, les conditions de vie sont meilleures : « si on avait pas le droit de vote, ça serait... il y a des pays où ils ont pas le droit de vote et c'est pas drôle. Tout le monde gagne le même salaire, t'sais, les pays communistes, c'est pas super » (M2-C). Une autre souligne qu'en l'absence de démocratie « les femmes ont moins, y'a pas d'équité salariale » (M2-M).

On peut observer une certaine confusion entre les termes politique, État et démocratie : ceux-ci sont utilisés de façon pratiquement interchangeable par quelques-uns.

2.2.2. Une tension entre l'insatisfaction et l'importance de la démocratie

Malgré que les répondants aient majoritairement référé à des éléments neutres ou positifs pour parler de la démocratie, lorsque ces derniers se prononcent sur leur satisfaction à l'égard du système, plusieurs font valoir une certaine déception. L'idée que cette démocratie ne peut mener au changement, ou que celle-ci est travestie au profit d'une classe politique est assez présente.

L'idée que les citoyens n'ont pas de pouvoir en réalité – également mentionnée par des répondants lors des discussions sur la politique plus en général – est explicitée par une des répondantes :

J'veux dire, on a un système démocratique qui fonctionne, parce que le système de vote donne l'impression aux gens qu'ils ont leur mot à dire. Mais dans le fond, on n'a pas notre mot à dire. Que ça soit un ou un ou un qui soit élu au bout de la ligne... Il va changer ses plans une fois qu'il aura été élu, et ce qu'il avait promis, il le fera et il fera d'autres trucs à la place. (M1-A)

Au sein d'un autre groupe de discussion, un participant déplore qu'« un coup qu'ils ont le pouvoir, ils se foutent ben de mon opinion à moi » et qu'« ils ont l'air à se foutre pas mal de ce qu'on pense pareil » (J-B).

Parmi les griefs énoncés à l'égard de la démocratie telle qu'on la vit aujourd'hui sur les plans municipal, provincial et fédéral, une seule répondante a souligné la nécessité de multiplier les lieux de consultation des citoyens :

Je pourrais ajouter aussi que... un coup qu'on a voté ou pas voté, que les personnes sont élues. Là on n'a plus rien à dire pendant quatre ans, en général. Y'a pas assez de petits référendums, ou de sondages qui pourrait y avoir sur Internet. 'Est-ce que vous voulez qu'on vote pour ... je sais pas... le... les... des politiques du genre l'injection... l'euthanasie'. Ou on pourrait peut-être voter, à part le vote, sur Internet, pour dire notre opinion. Mais un coup qu'on a voté pour un député, on a pu de... (M1-V)

Toutefois, à cette proposition, un participant a par la suite répliqué que, quant à lui, « si y'en avait plein de sondages en ligne, que j'aurais l'occasion de pouvoir aller, j'irais pas plus. Parce que je m'en fous là. » (M1-D). Dans le même ordre d'idée, dans un autre groupe de discussion, une répondante a émis l'idée qu'il serait intéressant que soit inclus un bulletin – lors des scrutins – permettant aux citoyennes d'inscrire des propositions ou leur priorité. Une autre participante a, à son tour, souligné qu'il doit être possible de faire parvenir de telles demandes aux dirigeants, mais que pour leur part, ils ne sont tout simplement pas informés à ce sujet : « Ça doit être demandé ça, mais c'est parce que nous on n'est pas informés ! Les partis politiques doivent bien poser ses questions » et elle poursuit « Y'en a des soupers spaghettis pis des affaires de mêmes, partout dans les régions [...]. Nous autres, on n'y va pas là... T'sais. C'est ça » (Q-Kr). D'autres ont ajouté que les consultations citoyennes comportaient certaines limites. Pour une des participantes, ces forums citoyens sont mal utilisés : « Moi je pense que les gens qui font ça, souvent, c'est pour dire des stupidités et pour insulter. C'est pas tout le monde qui utilise ça à bon escient » (Q-ME). Sur un ton plus cynique, un participant d'un autre groupe déplore que « même si tu la donnes ton opinion, ça changera rien de ce qu'ils ont déjà fait » (M1-Sb).

En dépit de ces critiques, quelques répondants mentionnent tout de même que la démocratie est importante pour eux, notamment par opposition à des régimes dictatoriaux ou en termes de stabilité de la vie politique :

Ben je pense que c'est important de le [le droit de vote] garder car c'est pire avoir une dictature. (Q-SJ)

Ben c'est super important, on est pas dans un pays que... c'est la dictature, ni religieuse, ni militaire. (M1-V)

Ben... d'un certain sens, oui. Pour pas que ça mène au chaos quand même. (M1-C)

À ce titre, la démocratie est considérée comme importante en raison du droit de vote qu'elle implique. Une autre participante ajoute qu'« on le néglige, mais c'est assez important » (Q-Me). Ainsi, c'est entre autres à titre d'expression que la démocratie revêt son importance : « Ben... oui. Que chacun ait le droit de parler, c'est important » (J-P). Toutefois, il apparaît dans le discours de certains participants que cette expression se doit d'être libre : « c'est important, mais le droit d'y aller ou pas est important aussi » (Q-Kr).

Une seule répondante évoque plus directement que la démocratie l'importe relativement peu : « Ben ça peut être important pour quelques personnes. Mais en tant que tel, moi je suis pas attachée. Mais y'en a pour qui c'est important » (M2-P).

2.3. Les élections

Après avoir discuté de démocratie, où l'idée de l'élection et du vote semblait centrale pour plusieurs participants, nous avons abordé la thématique des élections. Les répondants ont été assez peu loquaces sur la fonction des élections pour eux. Il leur a été demandé s'ils percevaient qu'ils avaient un certain pouvoir, une possibilité « d'avoir [leur] mot à dire » et si ces élections leur permettaient de rendre les dirigeants imputables.

Concernant la possibilité d'« avoir son mot à dire » sur les affaires de l'État, les participants se sont surtout exprimés sur leur manque de confiance envers la classe politique. Une répondante a pour sa part exposé que le fonctionnement de la démocratie reposait sur le fait que « le système de vote donne l'impression aux gens qu'ils ont leur mot à dire », mais que « dans le fond, on a pas notre mot à dire ». En termes d'imputabilité, c'est-à-dire de permettre aux électeurs de punir ou féliciter les actions du gouvernement sortant, peu de répondants se sont exprimés directement sur la question. Un participant formule que selon lui, les élections peuvent en effet servir à, par exemple, punir le parti sortant : « Je pense que oui. Ben j'ai pas été voté, mais j pense que le monde a été capable de dire [que ce gouvernement] n'a pas fait ce qu'elle avait promis. Fait qu'ils lui ont montré la porte » (Q-Y. Dans le même sens, une autre participante insiste sur le fait que si ce pouvoir existe, c'est plutôt pour punir que féliciter : « Pour féliciter, il faudrait vraiment qu'il y ait quelque chose, de vraiment hot, que tout le monde, wow. Que tout le monde dise qu'ils vont voter. Alors que là, quand c'est négatif, ben là, tout le monde veut qu'il s'en aille. On souligne plus le négatif je trouve » (Q-SJ).

2.3.1. Les élections produisent des résultats « partiels »

Concernant les résultats électoraux, il a été souligné au sein de plusieurs groupes de discussions que les élections produisent des résultats partiels, et ce, principalement pour deux raisons. La première abordée concerne les abstentions, et la seconde le système électoral.

Deux répondantes ont soulevé que les résultats produits par les élections ne pouvaient qu'être incomplets en raison de l'abstentionnisme : « Mais c'est [les résultats] déjà faussé en ayant autant de monde qui n'y vont pas » (M1-A).

D'autre part, la question de la représentation des voix minoritaires a été relevée par quelques participants. Une répondante a tout d'abord soulevé qu'il était difficile d'être représenté lorsqu'on élit un député de l'opposition dans sa circonscription. La même répondante a également critiqué le mode de scrutin, soulignant que son principal problème réside dans son effet de bipartisme :

Moi j'irais plus voter, si je sentais que le bipartisme va s'effacer un peu. Là on vote, au Québec, on vote libéral ou on vote Parti québécois. Au fédéral, on vote libéral ou on vote conservateur. Et c'est que ça, c'est soit un, soit l'autre, depuis 20 ans, 30 ans ? Je sais pas. C'est long. Donc, je saurais pas... moi un parti pour lequel je voterais là, ben y'est trop minoritaire pour... alors tant que je peux pas sentir qu'il va ressortir de la masse, qu'il a des chances d'être élu, que ses idées soient entendues... Ben ça m'intéresse pas » (M1-V).

Le bipartisme est également critiqué par un autre participant : « C'est comme si tu disais au Québec, tu votes soit pour Walmart, soit pour Target. T'as pas le petit magasin local sur le bord, que lui, si tu lui donnes ton vote, pfff. Pis t'as comme les deux espèces de gros magasins bleus et rouges, pis t'sais comme, c'est là-dedans que ça se joue » (M1-JP).

De façon connexe, trois répondants se sont prononcés sur la nécessité d'insérer des éléments de proportionnalité dans le mode de scrutin pour diminuer les distorsions du système actuel. Cette même participante, critiquant le bipartisme, ajoute qu'il serait intéressant d'obtenir une plus grande proportionnalité afin de se sentir « beaucoup plus entendue » (M1-V). Un participant du même groupe acquiesce : « Moi aussi, je suis d'accord avec toi. J'aimerais ça qu'on ait... peut-être plus de poids » (M1-D). Dans un autre groupe de discussion, un répondant s'exprime dans le même sens : « Aussi ajouter de la proportionnalité dans les votes. Comme, admettons Québec solidaire a eu 2 %, pis juste 4 sièges⁸ [sic], alors que y'a plus de personnes qui ont voté, par rapport à la population. Juste réajuster ça, comme ça il y aurait plus d'opposition, pis dans le fond, il y aurait plus de valeurs représentées » (Q-T).

8. Québec solidaire a en fait récolté 7,63 % des voix et trois sièges lors de l'élection du 7 avril 2014.

2.3.2. Une importance inégale des élections selon le palier

L'abstentionnisme étant réparti de façon inégale entre les élections des différents paliers de gouvernement, les participants ont été invités à se prononcer sur l'importance qu'ils accordent aux différents types de scrutin. Notons que peu de répondants ont commenté cette question. Cela nous semble lié à une certaine méconnaissance du système politique, allant de pair avec un faible intérêt.

Les élections municipales

Tout d'abord, trois répondantes sont d'avis que les élections municipales sont plus importantes. Deux d'entre elles indiquent cependant n'avoir jamais voté aux élections municipales. Toutes trois abordent la notion d'impact sur les politiques publiques, puisqu'il s'agit de plus petites unités :

Moi j'ai jamais voté [aux élections municipales], mais peut-être municipal, car tu vas plus voir l'impact que ça va avoir, vu que c'est ta ville, et non ta province, c'est tellement grand. (Q-SJ)

Ça change, dans une municipalité, les changements à faire se voient tout de suite. Y'a pas de temps d'adaptation, ou ben je pense que oui, mais c'est moins grand qu'au provincial. (Q-ME)

Une d'entre elles souligne que plusieurs problématiques vécues au quotidien concernent le palier municipal, par exemple les nids de poule : « Ben municipale, moi, quand je vois les nids de poule, je me dis que ce serait important d'aller voter [...] Il faudrait qu'il y ait quelque chose qui bouge. Moi le déneigement en hiver, c'est toute des sujets que personnellement j'aimerais faire de quoi, faire en sorte que ça bouge » (M2-M). Elle ajoute : « les élections québécoises, ça va toucher nos taxes, les hausses de prix tout ça, mais la ville, c'est là là, tu vis dedans » (M2-M).

À l'opposé, selon quatre répondants, les élections municipales sont moins importantes que les élections provinciales ou fédérales. Une répondante explique que les compétences gérées au niveau municipal la touchent moins : « Par exemple, aux élections municipales, ils font pas beaucoup de choses pour ma santé, pour mon éducation... Ils s'occupent de ma ville, ok, mais plus que ça [...] Je trouve que c'est beaucoup moins important. C'est important quand même, ça reste une élection. Mais j'ai l'impression que c'est pas tel ou tel maire qui va changer ma vie, dans ma ville » (Q-F). Dans une optique connexe, une autre répondante considère qu'on retrouvera assez peu de différences d'un maire à l'autre : « Moi j pense que les municipales c'est moins important. Car j trouve que gérer la ville, en tout cas, pas pas mal tout le monde est capable, mais t'sais, ça va se ressembler... » (J-P). Deux répondants du même groupe ont d'ailleurs acquiescé à ses propos. Enfin, deux répondants ont plutôt déclaré que les élections municipales les intéressaient moins ou pas (M2-JF et Q-Kr).

Les élections provinciales

Peu de répondants se sont exprimés sur les élections provinciales. Une seule répondante a indiqué qu'il s'agissait selon elle des élections les plus importantes « car ils ont plus les enjeux économiques et sociaux [et qu'] ils sont plus ressentis » (Q-F). Elle continue « si les promesses sont respectées et qu'ils font un peu ce qu'ils disent, ça nous fait avancer beaucoup plus, ou reculer évidemment, mais ça a plus d'importances » (Q-F).

Un seul répondant exprime à l'opposé que les élections provinciales l'intéressent moins (M2-JF).

Les élections fédérales

Finalement les élections fédérales sont vues comme plus importantes par trois répondants. Une seule répondante a évoqué que les compétences du fédéral sont plus fondamentales : « les élections fédérales, c'est plus le pays, distribuer l'argent dans les provinces, ça a plus d'importance pour moi » (J-P). Les deux autres

répondants à avoir mentionné que les élections canadiennes étaient plus importantes l'ont fait en raison de leur opposition aux discours indépendantistes : « C'est plus le fédéral que je trouve un peu plus important, vu que c'est ce qui concerne le Canada quand même. Car veux veux pas, on est Canadiens, même si on est au Québec. Moi je trouve que c'est ça le plus important. » (M2-JF). Dans la même veine, lorsqu'on a demandé à un des participants ce qu'il en pensait puisqu'il hochait la tête aux propos du participant précédent, ce dernier répondit : « Ouain. Je suis canadien. Je suis pas québécois » (M2-S). À l'opposé, une seule répondante a indiqué que les élections fédérales l'intéressaient moins car il s'agissait de lieux de pouvoir trop éloignés : « Veux veux pas, le Québec c'est pas encore un pays. On est au Canada, mais encore là, on en entend moins parler. Et je suis encore moins intéressée, mais c'est sûr que ça a de l'importance, car les boss en haut en haut, c'est eux pareil, c'est le gouvernement fédéral qui a toujours le dernier mot » (Q-F).

Ainsi, les élections municipales, suivies des élections fédérales, ont entraîné plus de discussions que les élections provinciales. En somme, on peut considérer que trois logiques s'affrontent. D'une part, certains vont considérer que le palier le plus près d'eux est le plus important car ils ont une plus grande préhension sur celui-ci. De plus, les effets d'un changement de politique sont, selon eux, plus aisés à concevoir, en raison de cette proximité. D'autre part, certains vont considérer que les paliers provinciaux et fédéraux sont plus importants car on y gère des choses qui ont une plus grande incidence sur les citoyens : les services publics, l'économie, l'armée, etc. Finalement, une troisième logique se dresse, quoique marginale, se fondant sur la ligne de clivage entre les partisans de l'unité canadienne et ceux de l'indépendance du Québec. Les raisonnements basés sur cette division ont toutefois été mobilisés particulièrement par des tenants du fédéralisme canadien.

2.3.3. Personne ou parti ? : La confusion liée au système électoral

Outre les questions plus strictes de représentation, deux participants, au sein de deux groupes différents, ont souligné une problématique concernant une confusion entre le système électoral et le système politique. D'une part, notre système électoral nous permet d'élire un individu qui représentera une unité territoriale donnée. Toutefois, notre système politique commande que le pouvoir soit accordé au parti qui obtiendra le plus grand nombre de sièges, dont le chef deviendra chef du gouvernement. De leur côté, les élus de ce parti seront tenus à la discipline partisane. Ainsi, un décalage se dresse entre le fait d'élire une personne et le fait d'élire un parti politique. Une répondante à Jonquière explique que, pour elle, il s'agit d'un système complexe :

Moi je trouve que c'est compliqué un peu à cause que, t'sais, t'as comme le parti pis là t'as la personne, pis là t'as des personnes dans les comtés. Alors ça fait en sorte que, des fois, les gens votent plus pour la personne du comté que pour le parti. Pis là je trouve que c'est pas tant représentatif. T'sais, quand moi ma mère me dit j'ai voté parce que lui je l'aime bien. Ben t'sais, elle a pas voté pour le parti pis les convictions du parti. Ça a pas rapport. (J-P)

Pour cette répondante, il devient complexe de faire un choix entre l'individu qui la représentera, les orientations politiques d'un parti ainsi que la personnalité des chefs de parti. Le même problème est critiqué à l'opposé par un autre répondant : « comme je sais que ma grand-mère va voter libéral. Peu importe ce qui se passe, peu importe qui se présente, c'est souvent de même pour la plupart du monde. Ils connaissent même pas le gars, mais c'est pas grave ils vont voter pour lui » (M2-JF). Si la première critiquait le fait qu'on puisse voter pour un candidat dans une circonscription en raison de sa personnalité, le second considère à son tour qu'il est problématique de voter pour un individu sans même le connaître.

2.3.4. Des inquiétudes et incompréhensions face au processus électoral

Pour terminer, notons que trois répondantes ont exprimé des doutes ou des incompréhensions importantes concernant le processus électoral. Une seule a exprimé un manque de confiance envers le processus :

On n'a pas de preuve de rien. Tu vas voter, tu vas te cacher derrière l'affaire et tu mets ça dans le trou après. Mais après ça tu fais quoi avec mon vote ? Le soir quand ils les défont, est-ce qu'ils ont des témoins de ça ? (M2-P)

Sur les incompréhensions, quelques participants ont évoqué que les bulletins de vote inutilisés étaient distribués d'une façon ou d'une autre aux partis. Dans un premier groupe de discussion, une répondante dit : « Moi j'ai entendu que quand t'allais pas voter, ils prenaient tous les votes des personnes qui sont pas allées voter pis ils les mettaient dans le parti majoritaire, ou je sais pas quoi. Dans le fond, je me sens mal de pas aller voter car crime, ils vont donner mon vote à quelqu'un » (M1-Sn). Deux autres participants lui ont répondu qu'une telle éventualité était impossible. Dans un second groupe, une des participantes a demandé s'il était vrai que « les votes qui ont pas été pris, ils les prennent et se les séparent ? » (M2-V). Cette fois-ci, un coparticipant a plutôt confirmé ses inquiétudes : « Si tu vas pas voter, ils mettent ton vote où ils veulent » (M2-Jo). À notre compréhension, il s'agit là d'une confusion liée aux sondages concernant les intentions de vote publiés dans les médias où est effectuée une répartition des indécis. Somme toute, force est d'admettre que persistent des incompréhensions majeures sur le système électoral, incluant sur ses bases mêmes.

2.4. La classe politique

À travers les thématiques précédentes, que ce soit celles de la politique en général ou des élections, plusieurs ont également abordé leur perception de la classe politique. Un des principaux éléments abordés dans ces discussions est le manque de confiance. Aussi, les participants perçoivent que les politiciens s'intéressent peu à eux et qu'il est difficile d'avoir un contact avec eux.

2.4.1. Un déficit de confiance

Une dizaine de répondants ont exprimé un manque de confiance envers la classe politique dans la mesure où ils considèrent que les élus ne font pas ce qu'ils promettent. Les commentaires à ce sujet sont multiples et sans équivoque :

La moitié du temps ils font pas ce qu'ils disent. (J-B)

Est-ce qu'ils vont tenir leur promesse ? (J-K)

[...] quand tu y vas plus globalement, avec les ministres, t'sais. On dirait que tu penses qu'ils t'écoutent. Et là t'arrives à un point où la réalité arrive pis les choses qui ont été dites ont pas été faites. Puis là, c'est comme « tu ris-tu de ma gueule ? » (M1-JP)

C'est ça que je disais ! Ils disent des choses, ils le font jamais, ils font d'autres choses. Pis c'est tout le temps les contribuables qui payent. C'est toujours nous autres qui payent. (M2-JO)

Moi non plus je sais pas vraiment pour qui voter, pis qu'est-ce qu'ils disent, ben ça se passe pas. Mettons qu'ils promettent de quoi, ça marche pas ! (Q-Kv)

Ils promettent plein de choses, on se dit « ah, ça c'est bon, ça c'est bon ! », on vote pour eux. [...] Pis on se dit que finalement, on aurait dû voter pour l'autre. (Q-ME)

Ou ils essaient de faire des affaires, t'sais comme la charte. Mais t'sais, personne avait voté pour ça, je pense. [...] Pis elle a comme parti ça. T'sais, je trouve qu'une fois qu'ils ont le pouvoir, ils s'organisent pour tourner ça comme ils veulent. (J-P)

Une répondante lie le manque de confiance à son désintéressement de la sphère politique : « Je pense qu'il y a vraiment un manque de confiance qui fait que j'en ai un désintéressement. Je saurais pas à qui donner mon vote de toute façon, j'ai pas confiance » (Q-Kr). Dans la mesure où la plupart des répondants ne

nourrissent pas un intérêt particulier pour la politique, il y aurait lieu de se questionner si un tel raisonnement peut s'étendre à d'autres participants.

La perception de cette classe politique est également teintée par la médiatisation de certains scandales. Deux personnes ont mentionné la Commission Charbonneau, qui faisait encore les manchettes à cette période. Deux autres déplorent la gestion des finances publiques, soulignant leur perception d'un décalage entre les difficultés financières d'une partie de la population québécoise et les dépenses effectuées pour les élus :

Ouais, c'est ça que j'allais dire, la corruption. Je trouve que, c'est... sont corrompus. Dernièrement, c'est qui qui est allé en voyage rencontrer je-sais-pas-qui dans un autre pays. Y'a emmené son équipe, ça a coûté 500 000 piastres pour, écoute, les gardes du corps, les soupers, les... t'sais dans le fond on paye un paquet de taxes. La société, ça nous coûte cher pour tout, le gaz, vivre, juste l'épicerie, acheter une livre de beurre ça coûte quasiment quatre piastres. T'sais, tout est cher. Pendant qu'eux autres juste pour aller dans un voyage vont dépenser un demi-million. (M1-C)

Y'en a un qui s'était acheté une plante à 2000 piastres. T'sais... (M1-A)

Dans ce sens, un participant semble associer son désintérêt pour la politique à un sentiment de désabusement :

Pis m'a te dire de quoi, la manière que je vis aujourd'hui, en arracher comme j'en arrache, est les taxes qu'ils mettent d'un bord pis de l'autre... Ils ont l'air à se foutre totalement... j'vais pas dire des pauvres, de la classe moyenne. Moi tout ce qu'ils font, moi tout ce que je fais dans la vie, c'est survivre. Moi je survise. Pis une petite sortie de temps en temps, je vais me gâter. Mais à part ça, je fais juste survivre. Y'a pas de fun à vivre de même. En tout cas. Juste ça, ça fait que ça m'intéresse vraiment pas. (M1-Sb)

La perception qu'ont certains de voir évoluer les politiciens dans un univers déconnecté du leur engendre un sentiment d'amertume pour certains.

Notons toutefois que quelques répondants ont déclaré que certaines personnalités politiques sont parvenues à les conquérir. Dans certains cas, un politicien ou une politicienne a su les convaincre de se rendre aux urnes de par leur façon d'incarner le changement. Pour d'autres, s'ils parviennent à nommer des personnalités qui les ont marqués ou séduits, cela n'a toutefois pas été gage de participation électorale. On remarque toutefois que cet intérêt pour certaines personnalités vient soulever une dimension émotive au vote.

2.4.2. La perception de l'intérêt des politiciens pour les jeunes

Étant faiblement représentés en termes de catégorie d'âge au sein des instances politiques, les participants aux groupes de discussion ont été appelés à discuter de la perception qu'ils avaient de l'intérêt que leur portent les politiciens, en tant que jeunes citoyens (soit de la catégorie d'âge de 18 à 35 ans). Les réponses se posent sur deux aspects, celui de l'écoute des politiciens et celui de la représentation par des élus qui leur ressemblent.

Tout d'abord, aucun participant n'a déclaré se sentir écouté, en tant que « jeune électeur ». Au mieux, un participant a dit qu'il se sentait « peut-être un semblant d'avoir été écouté » (M1-JP), alors qu'une autre croit que « peut-être qu'ils écoutent, mais pas nécessairement qu'ils mettent en procédures ce qu'ils disent » (M2-M). De plus, la volonté des politiciens de rejoindre les jeunes peut être perçue comme une tentative de les instrumentaliser, notamment en temps de campagne électorale :

Ben ils font l'effort quand ça les arrange. T'sais, comme par exemple... [...] parce que c'est quand même une grosse partie de personnes qui peuvent voter. Pis t'sais quand y'a un événement ou quelque chose, ils s'en servent pour aller chercher le vote de ces personnes-là... (J-P)

Une répondante d'un autre groupe de discussion explicite son point : « juste un exemple, [...] en tout cas, je sais pas c'est qui, mais les frais de scolarité ont augmenté, c'est pas pour nous aider ça » (Q-ME).

Autrement, le désintérêt de certains participants les laisse sans opinion. Un répondant exprime bien cette optique :

Je peux pas dire que je me sens vraiment écouté si j'écoute pas vraiment ce qui se passe... mais j'ai des amis qui s'intéressent quand même beaucoup à la politique, pis de ce que j'entends, eux ne se sentent pas écoutés. Alors j'imagine que je suis pas écouté non plus ! (M1-D)

Deux répondantes expliquent que ce désintérêt de la part des élus va de pair avec le désintérêt qu'en ont les jeunes :

Non, parce qu'ils disent qu'on vote pas. [...] C'est un cercle vicieux, s'il y avait plus de jeunes qui votaient aussi... Parce que le discours que j'entends souvent de la part du monde qui sont plus vieux, c'est que de toute façon on s'en fout de votre opinion car vous votez pas. Y'a 40 ou 50 % des jeunes qui votent pas, je sais pas, ou plus... Alors ils s'en foutent dans le fond, de ce qu'on dit après. Y'aurait fallu voter pour avoir un mot à dire. (M1-A)

Pas vraiment car on a pas envie d'aller voter, alors ils peuvent pas nous écouter... Même s'ils voulaient, y'en a pas assez. (M2-Je)

Ainsi, pour celles-ci, le désintérêt de la classe politique pour les jeunes et le désintérêt des jeunes pour la politique se construisent mutuellement.

Une seconde dimension a été soulevée, celle de la représentation par des jeunes élus. Une répondante a exprimé qu'elle ne se sentait pas représentée (J-K). Quelques répondants ont souligné qu'une plus grande présence de jeunes élus dans les instances politiques favoriserait une meilleure représentation :

Du nouveau monde. Des nouveaux, plus jeunes, plus vivants un peu. Pas des vieilles personnes qui t'sais, veux veux pas. Comment j'peux t'expliquer ça, ils pensent pas juste aux jeunes. Tout le temps les vieux, les vieux. Avec leur pension pis toute. C'est correct, y'en faut, ça en prend. Mais faut penser plus un peu à nous autres aussi. En mettant du monde plus jeune, j'pense ben. (J-B)

À ce titre, une participante considère que le fait qu'il y ait « de plus en plus de jeunes disons dans la trentaine qui se présentent comme député » (M1-C) permet une meilleure représentation. Une autre se réjouissait de la présence de [jeunes députés] à l'Assemblée nationale afin d'offrir une meilleure représentation des jeunes : « Avec l'avènement de [ces deux jeunes députés]. Ben, on est plus représenté dans notre groupe d'âge, est-ce qu'on est plus écouté, c'est une autre question » (M1-V)⁹.

Deux répondants ont par ailleurs déploré que les candidatures des jeunes soient mal reçues dans la sphère médiatique. D'une part, un participant souligne que ces candidatures ne sont tout simplement pas médiatisées : « c'est une bonne chose [qu'il y ait plus de jeunes qui se présentent], mais on n'en entend pas parler. C'est pas un vétéran, alors on le voit pas » (J-A). Une autre participante critique quant à elle le mauvais accueil offert à ces jeunes candidats : « Pis à chaque fois qu'il y a un jeune qui arrive en politique, ben c'est « ah il est trop jeune, il comprend pas les défis politiques ». Alors on rabâche tout le temps sur son âge. Alors qu'il a un intérêt quand même à être en politique » (M1-V). Ici, la répondante semble vexée de l'incohérence entre la perception d'un discours qui critique le désintérêt des jeunes pour la politique, mais qui n'appuie pas ceux qui nourrissent cet intérêt jusque dans le désir de briguer des postes électifs.

9. Celle-ci semblait toutefois ignorer qu'aucun des deux n'avait été élu au scrutin de 2014.

2.4.3. Un contact avec les citoyens difficile à maintenir

Les participants étaient invités à commenter leur capacité à entrer en contact avec leur député. Le principal constat soulevé par les participants est que les contacts entre les élus et les citoyens sont réservés à la période électorale : « Ben en fait le contact que tu vas avoir avec ces personnes-là, j' pense que c'est ça, c'est les élections, c'est là qu'on choisit » (M1-D). Une participante commente ces propos : « Tu parles d'un contact, entre ton crayon pis sa face sur le bout de carton quand tu votes... » (M1-A). Dans un autre groupe de discussion, deux répondantes se plaignent du même phénomène, alors qu'on leur a demandé s'il avait l'impression que le lien avec les politiciens était plus facile pendant la campagne électorale :

Oui, c'est sûr. (M2-M et M2-C)

C'est sûr, sont en train d'emballer à l'épicerie... (M2-M)

Sont super médiatisés, les caméras... T'entends juste parler de ça pendant un mois... [...] Tu vois juste quand ils font des annonces officielles... (M2-C)

La possibilité de contacter son député par courrier hors de la période électorale ne semble pas perçue comme efficace : « Tu peux écrire une lettre au parti, au représentant. Mais il va te répondre « Merci de votre commentaire » » (M1-A).

2.5. Les partis politiques

Les partis politiques formant une des faces les plus visibles de la politique parlementaire, les participants se sont prononcés sur leur perception des partis politiques. Malgré un faible intérêt pour la politique, notons que onze répondants ont dit se sentir proches d'un parti politique dans le questionnaire de préentrevue. Dix ont indiqué se sentir près d'un parti provincial. Six d'entre eux ne se sentent proches d'aucun parti fédéral tandis que cinq participants ont indiqué se sentir proches d'un parti de ce palier. Parmi eux, un seul ne se sentait proche d'aucun parti provincial.

Les éléments soulevés par les participants s'articulent autour de deux thèmes : le manque et la complexité des informations concernant les partis politiques et la critique de la faible diversité de l'offre électorale.

2.5.1. Le manque et la complexité des informations

Plusieurs répondants ont mentionné avoir une très faible connaissance des partis politiques (M2-V, M2-M, M2-P, Q-ME et Q-L). Une répondante explique qu'elle trouve difficile d'avoir un portrait complet des partis, rendant plus difficile la possibilité de faire un choix. Du même souffle, ce choix est complexifié par l'impossibilité d'embrasser l'entièreté du programme d'un parti.

Cette difficulté de saisir l'ensemble des orientations politiques d'un parti est d'autant plus importante lorsqu'il s'agit de tiers partis, moins représentés dans les médias. Une répondante déplore le fait que ces derniers « n'ont jamais le temps de montrer ce qu'ils peuvent faire, ce qu'ils pourraient faire » (M1-C). Pour d'autres, les informations au sujet des partis politiques sont perçues trop complexes :

Moi je pense que c'est complexe. Parce que t'as plusieurs partis... ce sont des informations... Moi je trouve ça complexe. J'ai beaucoup d'informations, faut que tu t'intéresses beaucoup à ça pour tout comprendre, toutes les complexités de tous les partis, de toutes les affaires. Moi je trouve ça compliqué. (Q-Kr)

Cette répondante souligne qu'il est nécessaire d'avoir un grand intérêt pour les partis politiques pour arriver à tout comprendre. Dans la même optique, une autre participante explique que son manque d'information est en effet lié à son faible intérêt :

Je sais pas si c'est parce que je sais pas pour quel parti vraiment voter, je sais pas vraiment les grosses différences entre... probablement parce que je m'intéresse pas tant à ça, je m'informe pas là-dessus. (Q-L)

2.5.2. La critique du manque de diversité

Le second constat le plus relevé dans les groupes de discussion se rapporte à la faible diversité partisane. Trois répondants rapportent que les partis politiques se ressemblent trop :

Moi je trouve que ça se ressemble, les partis se ressemblent à peu près tous. [...] Sinon, dans le fond, c'est toute des affaires « ok moi je vais faire ça, je vais donner plus d'argent là ». Mais ça revient tous pas mal à la même chose, d'après moi. (M2-C)

Moi j'ai plus l'impression qu'une fois rendu au pouvoir ça revient pas mal toute au même. Ils essaient de se différencier pendant la campagne électorale, mais au bout du compte, c'est pas mal tout le temps la même chose. On voit pas vraiment de changement. (Q-T)

Tel que mentionné plus haut, une participante souligne que le bipartisme empêche une réelle diversification de l'offre partisane :

En général... ben au fédéral aussi, il y a deux partis. Tu votes pour un, t'es bleu ou t'es rouge dans la vie. Alors qu'il y a d'autres alternatives qui sont intéressantes, mais avec notre façon de voter, avec les députés plutôt qu'au pourcentage. Ça fait qu'il faut voter pour un ou pour l'autre, sinon notre vote est comme annulé si les gens votent pour [un tiers parti] (M1-V)

Un participant rappelle que la scène politique provinciale propose tout de même un « petit éventail de choix » : « Moi je pense qu'il y a comme les deux extrêmes. [...] Pis t'as tout le temps l'entre-deux aussi. Moi je vois ça comme ça... » (Q-Y).

Devant certaines critiques, notamment dans la difficulté de diversifier l'offre partisane ou l'impossibilité d'adopter l'entièreté d'un programme politique, d'autres considèrent qu'il est en fait impossible de satisfaire l'électorat dans son ensemble :

Moi j pense pas que tout le monde peut être satisfait de toute façon. J'veux dire, moi je me sens pas représentée, peut-être que mon voisin se sent représenté pis qu'il est ben content. Pis ça aurait pu être l'inverse. C'est pas pour rien qu'il y a autant de choix de vote, c'est qu'il y a autant de personnes qui sont prêts à voter pour autant de trucs différents. Fait que je pense que rendu là, il y en aura un, ou deux, ou dix qui seront pas contents. Que ce sera pas leur personne, qui aura été élue. (M1-A)

Ben moi j'ai l'impression que c'est pour avoir le plus de monde possible de leur bord, mais là pour remplir toutes les demandes de tout le monde. Je pense que peu importe le parti, c'est pas nécessairement faisable. (M2-M)

J'ai l'impression qu'il faudrait en prendre un petit peu de chaque parti. Mais il faut vraiment voter pour le moins pire, j'ai l'impression. Car il n'y a pas un parti qui me représente personnellement. Y'a pas un parti qui me représente vraiment à 100 %. Moi c'est ça... moi j'ai l'impression qu'on doit voter pour le moins pire, celui qui nous rejoint le plus... (Q-S)

Conclusion

En somme, les participants aux groupes de discussion évoluent dans des perceptions relativement négatives de l'univers politique dans lequel ils évoluent. D'une part, si le terme « politique » évoque surtout des éléments neutres, il est presque autant lié à des éléments négatifs. En fait, la perception de la plupart des composantes de cet univers politique est marquée par une faible confiance et une faible capacité à avoir du

pouvoir sur le système. À la jonction de ces deux points, on observe chez certains l'émergence du sentiment que rien ne peut changer. Pour certains répondants, ce manque de confiance, notamment envers la classe politique et les partis politiques, explique leur désintérêt. Pour d'autres, une faible compréhension des structures et des enjeux politiques peut entraîner ce même désintérêt.

Seule la démocratie est presque toujours discutée en termes positifs ou neutres. Il est par ailleurs intéressant d'observer que celle-ci est appréhendée dans une certaine diversité : la démocratie rappelle tant des modalités (les droits, la représentation, etc.) que des principes plus larges (l'égalité, la liberté, le pouvoir aux citoyens, etc.). De plus, on lui retrouve des avantages extérieurs à la simple notion de souveraineté du peuple, notamment en termes de meilleures conditions de vie ou d'État-providence. Toutefois, même si elle est perçue en termes généralement positifs, il persiste une tension entre une insatisfaction quant à ses possibilités et une perception de son importance : la démocratie est à la fois perçue comme importante, peu satisfaisante et négligée par les citoyens.

3. La politique : (dés)intérêt, complexité et apprentissage

Après avoir effectué un portrait de l'univers politique tel que perçu par les participants aux groupes de discussion, cette section s'intéressera aux attitudes concernant plus particulièrement l'information politique, notamment en ce qui a trait aux médias. D'une part, nous nous pencherons sur les pratiques informationnelles des répondants. Nous poursuivrons avec leur perception de leur propre compétence civique. Dans le même esprit, nous explorerons une forme de cercle vicieux mettant en jeu l'intérêt ainsi que la perception de la complexité de l'univers politique. Pour terminer, il sera question de la socialisation politique de ces participants et des pressions sociales qu'ils vivent.

3.1. Les pratiques informationnelles

3.1.1. Les médias privilégiés

Parmi les trente répondants ayant participé aux échanges, les médias particulièrement privilégiés sont les réseaux sociaux et la télévision. Notons tout de même qu'un tiers des répondants indique n'en consulter aucun.

TABLEAU 4.
Les médias privilégiés par les répondants¹⁰

Médias	Nombre de personnes l'ayant mentionné au cours des discussions
Réseaux sociaux et l'Internet	11
Télévision	6
Radio	3
Journaux	2
Aucun	10

Les réseaux sociaux et l'Internet

Onze participants ont reconnu être exposés à de l'information de nature politique par leur utilisation d'Internet, plus particulièrement du réseau social Facebook. En effet, le réseau social semble offrir des possibilités d'informations alors qu'on ne cherche pas nécessairement à s'y exposer. Un répondant nous explique : « ça peut arriver à toi sans que tu le saches. Par exemple, tu vas sur Facebook pis ça parle juste de politique dans ton *newsfeed*. Ben veux veux pas, t'es là-dessus » (M1-JP).

D'autres ajoutent que ces informations sont particulièrement disponibles en période de mobilisation politique, que ce soit lors des campagnes électorales ou lors d'événements plus ponctuels, tels que le printemps 2012 : « Je sais qu'avec les élections il y a plein de monde qui faisait des statuts ou qui partageait des trucs, je voyais ça aussi » (J-P). Ainsi, pour une autre participante, le nombre de partages ou de commentaires concernant une nouvelle peut devenir un bon indicateur pour évaluer l'importance d'une nouvelle :

10. Dans ce tableau sont compilées les personnes qui ont mentionné un ou plusieurs médias, ou qui ont expressément mentionné qu'ils n'en suivaient aucun. Neuf répondants n'ont tout simplement pas répondu à la question.

Tout le monde a entendu parler des frais de scolarité, à cause des manifestations qu'il y a eu, à cause que justement sur Facebook, beaucoup de commentaires de ça. Je pense que les petites affaires qui sont pas nécessairement moins importantes, que le monde parle moins, ben ça passe en-dessous... (M1-A)

En effet, puisque les débits d'informations sont souvent rapides sur le réseau social, d'autres ajoutent qu'ils lisent une nouvelle en fonction de tels indicateurs

Moi je dirais que c'est plus par influence, si y'a dix personnes qui l'ont partagé dans la journée, je vais aller le lire, mais si c'est juste un personne, j'irai peut-être pas. (M2-M)

Ben ouais, des fois y'a des articles qui sont publiés... Pas mal les plus gros titres. Les plus partagés. (Q-T)

Trois répondants rappellent toutefois que la qualité de cette information peut difficilement être garantie. Une répondante explique qu'il peut être difficile de faire la part des choses à travers les opinions des autres :

Y'en a beaucoup qui donnent leur opinion alors que dans le fond, ils connaissent même pas ça. Ils disent n'importe quoi. [...] Sur Facebook y'a pas mal de ça. Surtout quand il y a eu les dernières élections. C'était n'importe quoi. (M1-C)

Par ailleurs, un autre participant mentionne qu'il est parfois difficile d'évaluer la crédibilité des nouvelles publiées dans les réseaux sociaux :

J'ai de la misère aussi avec Internet parce que je reçois plein de nouvelles sur mon newsfeed mais y'a pas les sources, pis des fois c'est des sites un peu shady. Fait que t'es comme... ouais ok, moi j'en ai pas entendu parler, mais ça peut être écrit par... pas que je suis méfiant, mais je fais pas comme prendre ça comme une source d'informations pertinente direct ce qui apparaît sur mon Facebook surtout quand y'en a plein des affaires qui se postent. (M1-D)

Dans la même veine, une autre participante considère qu'il est nécessaire de trouver d'autres sources d'information que Facebook puisqu'elle n'y « trouve pas quelque chose qui est valable » et qu'elle ne se « fie pas sur l'opinion des gens » (M1-V).

La télévision

Six répondants ont rapporté qu'il leur arrivait de suivre les actualités politiques par la télévision. Une d'entre elles mentionne que sa principale source d'informations politiques est l'émission *Tout le monde en parle*. Celle-ci considère toutefois qu'il s'agit d'informations souvent biaisées :

*Mais moi c'est pour ça que je vote pas. Comme je disais, moi je me fie à *Tout le monde en parle* pis je trouve qu'ils [les politiciens et les politiciennes] ont toujours l'air super corrects. J'écoute ça et je sais jamais pour qui je devrais voter. T'sais, elle quand je la [une personnalité politique] regardais, je lui faisais confiance. Mais des fois c'est juste parce qu'ils savent comment parler. C'est pas nécessairement... C'est préparé. Sauf qu'il y en a des fois qu'ils se défendent mal. Ils se font poser des questions, et ils répondent pas la bonne chose. Ils sont comme pas préparés pour ces questions-là. [...] (M2-M)*

Une autre participante dit avoir accès à des informations concernant l'actualité politique par la télévision, toutefois, celle-ci ajoute « ben... quand ça joue genre » (M1-A). Ainsi, il s'agit d'une consommation d'informations plutôt passive.

La radio

La radio est un moyen d'information favorisé par trois répondants. Deux d'entre eux indiquent écouter la radio de Radio-Canada. Une indique qu'elle écoute la radio puisqu'elle n'a pas la télé : « Moi c'est à la radio. J'ai pas la télé, alors j'écoute la radio avant d'aller à l'école [...]. Radio-Canada, 106... quelque chose de même. Je me souviens pas » (Q-SJ). Une autre montre plus d'enthousiasme et d'intérêt face à la radio :

L'information, moi j'écoute beaucoup la radio. J'écoute Radio-Canada, avec les nouvelles aux heures. C'est là que je vais chercher mon information. J'ai pas besoin de la lire, je l'écoute, c'est plus facile. Pis je pense que ce sont des nouvelles qui sont quand même fiables. Avec pas trop de parti pris non plus. (M1-V)

Par ailleurs, un autre répondant indique ne pas suivre la politique en tant que telle, mais que « des fois ils vont parler de quelque chose qui s'est passé » (J-A).

Les journaux

Seulement deux répondantes ont indiqué lire les journaux. Une d'entre elles dit lire le Journal de Montréal (M2-V) alors que l'autre mentionne qu'elle lisait le journal, au début de l'âge adulte alors qu'elle s'intéressait plus à la politique :

Moi à 18 ans, j'étais super contente d'aller voter, mais je savais pas c'était quoi dans le fond. J'avais aucune idée... Je voulais juste le faire car j'avais le droit. [...] Pas parce que je connaissais ça. Pis pourtant, dans ce temps-là j'étais beaucoup plus intéressée. Je lisais les journaux, mais quand même, moi je dis que ce serait bon d'intégrer ça à l'école. De toute façon, y'a tellement d'affaires super plates, rajoutes-en une de plus au pire... (M2-M)

3.1.2. Une information limitée ou absente

Dix autres répondants indiquent quant à eux ne consulter aucun média. Un d'entre eux explique que son usage d'Internet ne rime pas avec information : « Moi personnellement quand je vais sur Internet mon premier réflexe c'est certainement pas d'aller voir ce qui s'est passé, t'sais au Québec » (M1-D). Dans la même veine, une autre mentionne que pour elle, la télévision sert uniquement au divertissement : « J'ai la TV chez nous, mais c'est vraiment juste pour me divertir. Je lis pas les journaux. J'ai jamais écouté ça, même pas en grandissant. C'était un gros zéro pour moi. Que ce soit n'importe quoi, des nouvelles de n'importe quoi. Ok, aucun intérêt envers ça » (M2-Je).

Tel que souligné dans la section précédente, parmi les répondants qui ont mentionné privilégier certains médias pour s'informer, on observe que ceux-ci ne sont pas nécessairement consultés de façon active. Une indique s'informer par la télévision « quand ça joue » (M2-A), alors qu'un autre le fait par la radio car on y parle parfois d'actualité (J-A). La consommation passive d'actualités politiques est d'autant plus flagrante chez ceux qui disent s'informer notablement par les réseaux sociaux. Pour ces derniers, Facebook ne vise pas à les informer, mais peut le faire par la bande. Si le réseau social permet d'offrir les nouvelles les plus répandues, selon leur nombre de partages, on peut toutefois remettre en question la possibilité d'y obtenir une information variée. En ce sens, un répondant – préposé aux bénéficiaires et étudiant à la technique de soins infirmiers – mentionne que « la seule affaire [qu'il voit] sur Facebook ce sont les coupes dans le système de santé » (M2-JF). Il y a lieu de croire que son fil d'actualité peut être largement teinté par la forte présence d'individus œuvrant dans un domaine précis. Par le fait même, la diversité d'informations accessibles sur le réseau social est limitée par les intérêts de son propre réseau de connaissances et amis.

3.1.3. La perception de la disponibilité et de la qualité de l'information

Le rapport à l'information politique des participants est situé sur deux plans. D'une part, on peut se demander si ceux-ci considèrent qu'ils y ont accès à proprement dit, et si oui, s'ils ont accès à des informations de qualité. D'autre part, se considèrent-ils suffisamment compétents pour les comprendre ? Mentionnons également que ces questions peuvent difficilement se poser sans évoquer la question de l'intérêt. Dans cette section sera traitée la perception de la disponibilité et de la qualité de l'information selon les répondants. L'aspect des compétences civiques sera abordé dans la suivante.

Pour la plupart des répondants, les informations de nature politique sont relativement disponibles. D'une part, certains signalent qu'ils n'ont toutefois aucun intérêt à ce sujet ou bien que ces informations sont perçues comme trop complexes. D'autre part, certains soulignent plutôt les lacunes de ces informations, tant en termes de qualité que de disponibilité.

Des informations disponibles, mais...

Il a été demandé aux participants s'ils considéreraient avoir toutes les informations, toutes les cartes en main, pour comprendre et se prononcer sur les enjeux de nature politique. Certains mentionnent que ces informations sont disponibles, mais ils ne les connaissent pas en raison de leur désintérêt :

Parce que c'est disponible partout. Au cégep, y'a des fois des représentants qui viennent te parler, t'sais, t'as les journaux, la télévision, t'as aussi les sites Internet, ou c'est plus facile à retrouver les informations. Mais t'sais des fois, t'sais manque de temps, manque d'intérêt. Moi c'est plus ça. Je passe pas mon temps à aller regarder ça. (Q-L)

Du même souffle, une autre ajoute :

Moi j'ai l'impression que dans les informations, dans le téléjournal, on voit les grandes lignes. Si ça nous intéresse on peut facilement creuser plus loin avec les journaux en ligne, les journaux, les revues... On en entend toujours toujours parler. Je pense que c'est pas tant le manque d'informations que le manque d'intérêt... (Q-S)

Par ailleurs, si l'information est présente, certains considèrent qu'elle est difficile à comprendre, notamment parce que les événements politiques s'enchaînent rapidement : « Moi aussi je pense que c'est facile d'avoir accès aux informations, mais il faut suivre du début pour pouvoir comprendre tout... » (Q-SJ). Une autre ajoute que « si tu regardes juste les journaux et tu regardes juste les nouvelles, ils en disent pas beaucoup » et qu'« il faudrait presque qu'ils fassent une émission *La Politique pour les nuls*, ou quelque chose comme ça ». De même, une autre répondante croit plutôt que la disponibilité de l'information n'est pas problématique, mais il est nécessaire d'avoir certaines connaissances pour savoir « où chercher » (M2-M). Enfin, quelques répondants lient leur difficulté à comprendre ce type d'informations à leur manque d'intérêt :

Moi je pense qu'on a accès à cette information-là. J pense que... ben pour moi, y'a peut-être pas beaucoup d'intérêt parce que je trouve que, pas que c'est pas accessible, c'est là, mais, comme quand j'essaie de comme m'informer sur des trucs du genre, j'ai de la misère à avoir des trucs que je vais bien comprendre. T'sais, concrets, faciles pour quelqu'un qui lit jamais ça, pour qu'il puisse se faire une opinion sur les propos directement d'un leader ou peu importe. (M1-D)

Ainsi, pour une autre répondante, il est nécessaire d'entretenir un intérêt important pour saisir la complexité du domaine politique :

Moi je pense que c'est complexe. Parce que t'as plusieurs partis... Ce sont des informations... Moi je trouve ça complexe. J'ai beaucoup d'informations, faut que tu t'intéresses beaucoup à ça pour tout comprendre, toutes les complexités de tous les partis, de toutes les affaires. Moi je trouve ça compliqué. (Q-Kr)

Les lacunes perçues

Plusieurs ont identifié des « manques » quant à l'information politique à leur portée. D'un côté, à l'instar d'une répondante mentionnée plus haut, certains déclarent qu'il leur manque des connaissances générales pour saisir les enjeux politiques :

Moi gauche, droite, milieu, ça veut rien dire. [...] Moi j'ai aucune idée. Ça me prendrait plus d'explications. (M2-M)

ME: moi je pense que la compréhension aiderait... comme c'est pas tout le monde qui comprend la politique, le fonctionnement de la politique. Peut-être si, pas les enfants en bas âge, mais si plus jeunes on serait en mesure de comprendre et de faire comme « ah ça je le comprends », on serait plus intéressés, je pense. (Q-ME)

Pour un autre répondant, les informations disponibles dans les médias ne seraient pas assez profondes ou concrètes : « on manque d'informations d'après moi. J'écoute la télé quand même un peu, pis on n'en entend pas parler beaucoup. On sait qui est qui, mais ils disent pas ce qu'ils veulent faire » (J-B). Une autre évoque qu'il serait intéressant d'avoir plus d'informations sur le travail concret des politiciens et politiciennes :

Il y avait un reportage qui avait été fait sur [une politicienne]. C'était super intéressant. On la suivait, deux-trois journées. Et tu voyais ce qu'elle faisait. Peut-être que ça, ça pourrait nous rejoindre plus. On veut pas une télé-réalité. Mais plutôt la réalité d'une première ministre, d'un ministre ou des députés. Dans le fond, on sait pas trop ce qu'ils font, à part quand tu les vois dans des annonces. Sinon, qu'est-ce qu'ils font de leur journée ? Et encore à l'Assemblée nationale, ils vont-tu vraiment aider le monde ? Est-ce qu'ils vont parler ? (M2-C)

Un seul répondant a d'emblée évoqué son manque de confiance envers les médias :

C'est aussi que toutes les informations qu'on a sont contrôlées anyway. T'sais, on a pas une vraie liberté d'informations. Tout ce qui sort, tout ce qui est écrit ou tout ce qu'on va voir à la télé, c'est contrôlé. C'est approuvé. Fait qu'on pourrait pas avoir la vraie vérité vérité. (M2-JF)

Alors qu'une autre mentionne qu'il est difficile d'obtenir de l'information de « première main », notamment en termes d'accessibilité à l'information : « Faut que tu aies du temps aussi pour gossier dans de la bureaucratie... Pour pouvoir aller au bout des choses puis donner ton point de vue » (M1-A).

Nous avons également eu l'occasion de discuter de la disponibilité de l'information hors campagne. Pour quelques répondants, l'information est perçue comme beaucoup trop abondante en périodes électorales pour ensuite disparaître des médias :

Parce qu'on dirait que quand ils sont élus, ils nous tiennent pas tant au courant de ce qui se passe pis toute. À part lorsqu'il y a un événement majeur, pis là aux élections, ils arrivent et ils nomment plein d'affaires, mais on dirait qu'on en a jamais vraiment entendu parler. Pis là ils parlent, justement d'économie pis ça devient lourd, pis tu sais pu trop. T'sais, c'est accessible l'information, mais je la comprends pas tout le temps. (J-P)

M2-M: On sentirait peut-être justement moins crossés. Ça serait comme constant leur affaire. Je suppose que quand viendrait le temps des élections on se sentirait moins comme...

M2-P: lésés...

Ces doléances ne semblent toutefois pas être dirigées à l'égard des médias, mais plutôt des politiciens eux-mêmes.

3.1.4. La perception de leurs propres « compétences civiques »

Tel que noté plus haut, le rapport à l'information des participants est également marqué par la perception qu'ils ont de leurs propres « compétences civiques ». Par compétences civiques, nous entendons les compétences nécessaires afin de comprendre, de se positionner et d'agir dans la sphère politique. Cette question a déjà été soulevée dans la section précédente, dans la mesure où certains répondants soulignent que, selon eux, les informations de nature politique sont disponibles, mais trop complexes. En effet, d'autres ajoutent qu'une part que la complexité provient de la nécessité de chercher les informations : « Il faut que t'ailles la chercher. Comme je dirais ça, y'a personne qui va faire « bon je vais aller voir qui veut faire quoi sur l'ordinateur ». Pis des fois c'est compliqué ce qu'ils disent, moi en tout cas, j'ai de la misère à comprendre » (J-B).

D'autres considèrent plutôt qu'ils ne possèdent pas suffisamment de ressources pour se situer dans l'univers politique. Dans ce sens, un répondant explique que s'il était enthousiasmé par le vote avant l'obtention du droit de vote, le temps lui a fait prendre conscience de son incapacité à se prononcer sur les enjeux :

J'pense que j'avais hâte d'aller voter avant d'avoir 18 ans, mais le temps d'acquérir un peu de maturité, et de faire comme « oh wake up, chu trop moron », je me suis jamais informé là-dessus. Je vais pas aller voter sur un truc que je sais pas c'est qui. T'sais « tiens voilà mon vote ». (M1-D)

Une autre explique plus courtement qu'elle est « zéro en politique » (M1-C).

Pour une autre répondante, peaufiner ce type de compétence nécessite un trop grand investissement de temps : « Mais t'sais des fois, t'sais manque de temps, manque d'intérêt. Moi c'est plus ça. Je passe pas mon temps à aller regarder ça » (Q-L).

3.2. La socialisation et la pression sociale

La participation politique relève de l'apprentissage. À ce titre, les participants ont été invités à discuter de la présence de la politique dans leur famille ainsi qu'avec leurs amis.

3.2.1. Les discussions politiques

Le fait de discuter de politique peut être considéré comme une action minimale dans le registre de la participation politique. Ainsi, nous avons demandé aux participants quelle place occupent les discussions concernant la politique dans leur quotidien et quelle place ces mêmes discussions occupaient-elles dans leur enfance.

La place des discussions politiques dans le quotidien

La famille, particulièrement les parents, se pose comme d'importants agents de socialisation. Neuf répondants ont mentionné avoir des discussions sur la politique avec leurs amis, et quatorze avec leur famille. Sans étonnement, celles-ci occupent une place marginale dans le quotidien des participants. Ceux qui ont répondu à l'affirmative mentionnent que ces discussions ont lieu à l'occasion. Aucun n'en fait une habitude :

Un peu avec les parents des fois. [...] Pas plus que ça... (Q-Y)

Quelques fois (Q-S)

J'en parle avec mes parents. Comme des fois quand y'a les élections qui s'en viennent ou un événement qui arrive, pendant le souper. Mais pas avec mes amis. (J-P)

Plus avec mon conjoint et des fois au souper, avec les enfants, là. Parce que veux veux pas, plus tard c'est eux autres qui vont voter. (J-K)

Ces conversations politiques nécessitent un événement déclencheur : « Ben... faut qu'il y ait un sujet pour qu'on puisse en parler... » (M1-A). Parmi les participants ayant mentionné discuter parfois de politique – que ce soit avec leur famille ou leurs amis – on mentionne particulièrement les campagnes électorales et les périodes de grandes mobilisations citoyennes :

Avec mes chums aussi, justement quand il y a des élections, quelque chose du genre, sinon... (J-B)

Moi, amis, famille... je trouve que c'est vraiment dans les moments décisifs, comme les élections ou des trucs de même, que les sujets refont surface. Quitte à demander comme ce que toi t'en penses... l'opinion personnelle des gens proches autour de moi. (M1-JP)

Rarement. Seulement quand il y a de gros événements, et quand ce sont les élections. [...] Comme la grève. (M2-C)

C'est surtout par rapport au député dans mon comté, Pierre-Karl Péladeau. C'était beaucoup par rapport à ça. (Q-S)

Ben c'est s'il y a un événement politique majeur, mettons les élections, ils vont en parler pis toute. Les médias vont plus en parler. Mais si c'est tranquille, on en parlera pas. (J-P)

Un participant explique qu'il discute politique avec ses amis assez rarement, mais cela peut arriver lorsqu'un sujet les touche en particulier (J-A). D'autres abondent dans le même sens en relevant le côté épisodique de ces conversations :

Plus avec mes amis, ouais. Quand même assez rarement, mais ça peut arriver. [...] Ouain, j'ai pas d'exemples en tant que tels, mais quand il y a de quoi qui nous touche. On passe le sujet. (J-A)

Moi j'en parle, des fois, quand même pas souvent... C'est pas mon sujet de conversation # 1. Mais comme ça m'arrive d'en parler avec des gens qui s'intéressent vraiment ou qui s'en foutent totalement aussi. (M1-A)

Ben moi j'aime vraiment pas ça parler quand je connais pas le sujet. Parce que justement, y'a trop de mes amis qui parlent sans savoir pis... Je pense que le seul moment où j'en parlais c'est comme après des soirées quand même arrosées où je commence à m'enflammer sur des sujets que je connais même pas. Pis chuis comme « ouaaais ! Ok ! » mais sinon euh non... je préfère, tant qu'à dire des conneries sur un sujet que je connais même pas, je préfère pas parler du tout. (M1-D)

Mais c'est plus avec des amis, autour d'une petite soirée arrosée. Mais c'est pas vraiment un sujet de tous les jours. (Q-S)

Une répondante explique que c'est en raison de ses convictions politiques tranchées qu'elle discute parfois politique avec amis ou famille. Toutefois, elle mentionne que la question du vote est celle qui peut poser problème :

Oui ça m'arrive de parler de politique avec des amis ou de la famille. Euh, je suis très séparatiste. Les discussions, ben sinon avec des gens bornés qui sont fédéralistes, d'autres avec qui la discussion va plus être fluide... Pis quand on parle de vote, c'est là que ça casse. (M1-V)

Certains évoquent que s'ils parlent parfois de politique, ce n'est pas sous leur propre impulsion. Ceux qui bénéficient d'un réseau plus politisé qu'eux sont donc exposés à ce type de discussions. Ces conversations ne semblent cependant pas – pour plusieurs – permettre l'émergence d'un quelconque intérêt :

Moi j'ai un ami qui m'en parle, mais ça m'intéresse pas. Alors j'écoute et je le laisse aller. (M2-Jo)

Ben c'est sûr que je donne pas vraiment mon opinion. Si j'avais une opinion à donner j'irais voter. Mais, y'a beaucoup de monde qui en parle autour de moi. (M2-M)

Ben moi, je m'en fais parler. Quand y'a quelque chose qui se passe, car mon oncle et ma grand-mère suivent ça... Automatiquement, ils m'en parlent. Ça m'intéresse pas ! Ça rentre dans une oreille et ça sort par l'autre. (M2-JF)

Ben pas moi, mais des fois le monde m'en parle. Je fais juste écouter. [...] Ben c'est plus ma famille qui en parle. (M2-V)

Ben moi, en famille, c'est déjà arrivé parce que mon cousin étudie en politique. Je l'ai déjà entendu parler. Mais parler de ça, moi, non, parce que je connais rien là-dedans... (M1-F)

Une participante mentionne que sa famille peut lui faire office de ressource concernant les affaires politiques :

Bon, des fois avec ma sœur jumelle. Elle, elle est vraiment politique, vraiment engagée, toute ça. Je vais lui demander c'est quoi qu'ils font les partis. Je lui demande, je connais pas ça. Je vais m'informer sur ce que chaque parti veut faire, car elle, elle en mange de la politique. Mais sinon surtout pendant les élections, mais sinon c'est vraiment pas un sujet qui m'intéresse. (M1-C)

Par ailleurs, un participant souligne que s'il lui arrive de converser au sujet de la politique, ce sera dans le but d'en rire et non pas d'en discuter : « Nous on en parle, mais d'habitude on en rit plus que d'autres choses... » (M2-S).

Pour d'autres répondants, les discussions politiques sont inexistantes dans leur quotidien. Notons que seulement cinq participants ont dit ne jamais discuter politique avec leurs amis, et six avec leur famille. Toutefois, il est très probable que les participants les moins intéressés n'aient simplement pas exposé leurs vues à ce sujet :

Moi non plus. Je parle jamais de politique avec ma famille, mes amis ou collègues . Non jamais. (M1-Sn)

Zéro. [...] Non. Je connais rien là-dedans, ça m'intéresse pas. Et comme je connais pas ça, j'en parle pas. (M1-St)

Moi y'a absolument personne qui en parle. (M2-Je)

ME: Non plus... (Q-Me)

Non moi, j'en parle pas du tout. Ça m'intéresse vraiment. (M1-Sb)

Moi mes parents n'en parlent jamais. (M2-S)

La place des discussions politiques dans l'enfance et l'adolescence

Si la politique occupe une place moindre dans les conversations au quotidien des participants, cette place n'était guère plus considérable dans leur enfance ou leur adolescence. Une répondante explique qu'à l'aube de ses 18 ans ses parents ont essayé de la sensibiliser à la politique : « Ça dépend. Quand j'avais 8 ans, ils me disaient pas « bon... » on se parlait pas de ça ! Mais mettons, quand j'ai commencé, quand j'allais avoir 18 ans, t'sais, ils me sensibilisaient plus par rapport à ça » (J-P). Une autre mentionne qu'elle-même et son conjoint essaient d'en faire autant pour leurs enfants, même si elle-même n'a jamais voté : « Plus avec mon conjoint et des fois au souper, avec les enfants, là. Parce que veux veux pas, plus tard c'est eux autres qui vont voter » (J-K).

Certains se souviennent de leurs parents discutant de politique, seulement eux-mêmes n'y participaient ou ne témoignaient pas d'intérêt envers ces conversations :

Dans ma famille, ça en jase quand même assez régulièrement, mais de là à ce que... , ça me touchait pas particulièrement quand j'étais jeune. (J-A)

C'est pas un sujet dont ils vont me parler. Comme mon père, c'est bon je l'écoute quand il me le dit, mais ça m'intéresse pas. (M1-St)

Mon père quand il était au cégep il était comme ben trop engagé dans toute sorte d'organisation et de trucs et se battait pour chais pas quel droit. Mais t'sais il m'en parlait tout le temps quand j'étais jeune. Pis je m'en crissais ben raide. T'sais, c'est ces histoires de hippie engagé. Mais t'sais. C'est cool, tant mieux pour lui. C'est quelqu'un de quand même assez cultivé. Mais comme, je pense pas que ça m'ait marqué plus qu'il faut. (M1-D)

À l'instar des éléments déclencheurs cités plus tôt, une répondante se remémore que le référendum de 1995 avait pris une certaine place, mais pas suffisante pour en être particulièrement marquée :

Tout ce que je me rappelle quand j'étais plus jeune c'était le référendum. Ça je me rappelle de ça étant plus jeune, mais pas au point de ... pas être affectée au point de devenir fou. C'est comme étant jeune, c'est-ce que je me rappelle. Mais c'était pas le sujet au souper à la table. (M2-M)

En revanche, quelques répondants indiquent que leurs parents ne discutaient tout simplement jamais ou que très rarement de politique à la maison :

Non. Chez moi on en parlait pas du tout. Ma mère peut-être un petit peu, pas plus que ce qu'il faut. C'était pas un sujet de conversation. (J-K)

Moi ma mère est comme moi. Elle aime pas vraiment ça. (M1-Sb)

Moi mes parents n'en parlent jamais. (M2-S)

3.2.2. La participation politique de la famille et des proches

Le vote étant un acte social, un acte appris, le fait d'avoir un entourage qui participe aux scrutins peut influencer un individu à se rendre au bureau de vote. Dix-sept des participants ont dit que leurs parents votaient, et trois que les leurs s'abstenaient. Une d'entre elles mentionne que si sa mère participe aux élections, c'est pour annuler son vote. Une répondante souligne que si ses parents votent, ces derniers n'« ont pas plus d'intérêt, quand même » (M2-Je). Ainsi, selon elle, une pression sociale – qu'elle-même ne ressent pas – tend à s'exercer sur ses parents.

Pour ce qui est des amitiés, peu se sont prononcés sur le vote de leurs amis. Une a expliqué qu'autour d'elle l'intérêt pour la participation électorale était relativement partagé :

Non pas nécessairement, y'en a qui vote, y'en a qui vote pas. C'est un ou l'autre, mais c'est pas un sujet – c'est pas un sujet tabou –, mais c'est pas important. [...] C'pas un sujet de conversation à la table. Si quelqu'un a envie, « ah t'es allé voter ? », ok c'est beau, sujet est clos. C'est pas important. (Q-Kr)

À l'autre bout du spectre, une participante explique que l'entièreté de son entourage s'abstient :

Ouain, moi à part mes parents qui m'ont dit qu'ils ont déjà voté, je connais personne d'autre, proche, dans ma famille, qui vote. Pourquoi ? C'est-tu par paresse d'y aller ? Je sais pas... Non... (M2-P)

En ce qui a trait aux autres types d'implication sociale, un répondant a mentionné avoir des parents « engagés » sans en préciser la nature (M1-JP). Une autre explique que son conjoint est président de son syndicat (Q-Kr). Aussi, un participant (M1-D) a évoqué que son père était engagé au sein d'organisations dans son jeune temps, sans offrir plus de détail, alors qu'une autre a raconté que son père s'était présenté en politique municipale lorsqu'elle était plus jeune (Q-SJ).

3.2.3. La pression sociale

La littérature le montre : l'impact le plus considérable d'avoir un entourage votant est, en plus d'être sensibilisé aux élections, la pression sociale qui en résulte. Seulement quatre répondants ont dit ne sentir aucune pression de leur entourage (J-A, J-K, J-B et M2-P). Un autre a mentionné en avoir assez peu dans la mesure où il a « juste un ami qui vote » (M2-Jo).

Seulement quatre répondants ont dit ressentir de la pression de la part de leur famille. Deux répondantes expliquent que leur abstentionnisme déçoit largement leurs parents :

Sont toujours très déçus de voir que j'y va pas. Mais on en parle pas souvent à la maison de politique, mais ils trouvent ça quand même important que j'aille voter. (M1-Sn)

Déception. Je sais que mes parents sont comme déçus que j'aille pas voter. (M2-C)

Alors que deux autres expliquent plutôt que leur seule présence dans les bureaux de scrutin s'explique par la pression de leurs parents :

Ouais. J'ai déjà été. Mais ça fait ben longtemps quand même. C'était vraiment juste parce que mes parents me disaient « vas-y, vas-y ». Mais j'ai jamais eu d'intérêt envers ça. [...] Ben je trouve que vu qu'on s'en fait parler. Que ce soit des amis, de la parenté, on dirait qu'on se sent toujours obligés d'y aller. (M2-Je)

Moi j'ai été voté 2-3 fois, mais parce que mes parents me disaient que c'était un droit pis toute. Sinon ça m'intéressait pas, comme qu'on disait tantôt, je savais pas pour qui voter (Q-Kv)

Un autre mentionne ne pas ressentir de pression de ses parents, sauf lorsque les résultats du scrutin ne vont pas dans le sens de leurs préférences politiques

Du côté des amis, seules trois répondantes ont expliqué sentir cette pression.

Mes amis votent aussi pis ils me le demandent « es-tu allée voter, pour qui t'as voté ? »... J'avais pas voté. Pis je me sentais mal un peu là. [...] Oui parce que tous mes amis avaient voté fait que là je me sentais comme jugée de pas être allée voter. (J-P)

Moi j'ai de la pression. Moi j'ai des amis qui vont être fâchés si j'y suis pas allée. Surtout si je leur dis que j'ai pas de bonne raison... J'ai un speech. Comme je disais, ça m'est déjà arrivé de dire que je suis allée voter juste pour pas l'entendre. J'ai deux amis qui sont trop... Fait que pour eux, tu peux pas ne pas aller voter, c'est immanquable. Fait que... j'en entends parler ! (M2-M)

Moi ça m'est déjà arrivé qu'on m'a demandé « es-tu allée voter ». J'ai dit oui, parce que je savais que si je disais non, je me faisais juger. (Q-M)

Notons qu'aucune d'entre elles n'a particulièrement émis le désir de se rendre aux scrutins dans un futur rapproché.

3.3. L'intérêt et la complexité

Le désintérêt et le fait de percevoir la sphère politique comme trop complexe sont intimement liés. Toutefois, il est difficile de comprendre quel élément serait antécédent dans le discours des abstentionnistes rencontrés.

3.3.1. La politique : quel intérêt ?

Si le désintérêt pour la chose politique est largement répandu chez les répondants, notons que certains affichent des opinions contrastantes.

Rappelant des propos déjà évoqués plus tôt, le désintérêt envers la politique rime avec une large indifférence quant aux actualités politiques. Certains ont relevé que les médias ont pour eux une vocation liée aux divertissements :

J'ai la TV chez nous, mais c'est vraiment juste pour me divertir. Je lis pas les journaux. J'ai jamais écouté ça, même pas en grandissant. C'était un gros zéro pour moi. Que ce soit n'importe quoi, des nouvelles de n'importe quoi. Ok, aucun intérêt envers ça. (M2-Je)

Euh, je me lève pas un matin en me disant « bon, je vais aller voir sur Internet qui a fait quoi ». (J-A)

Pour un répondant, le désintérêt se transforme en aversion, dans la mesure où ce dernier explique qu'il préfère éviter le contact avec les actualités politiques : « Moi aussitôt que j'entends parler de ça je change de poste » (Q-Y).

Ce manque d'informations se traduit ainsi par une absence d'intérêt pour les scrutins :

Mais, comme cette année, je suis pas allée car j'étais pas assez informée. J'étais paresseuse aussi, ça me tentait pas. (M1-Sn)

Moi ça m'intéresse pas ces affaires-là genre, les partis pis toute. (M2-V)

Et puis, les élections, ça m'a jamais intéressé, et ça m'a pas plus intéressé cette année. (Q-M)

Pis moi, je suis pas vraiment les élections. Je suis pas pantoute ça. (Q-Kv)

Outre le manque d'information, l'intérêt peut également être limité par le cynisme. Une répondante mentionne qu'elle se tient au courant de l'actualité politique, mais semble être largement désabusée par certaines nouvelles :

Je me tiens quand même au courant, mais que telle personne s'est payée un voyage avec tel argent, je m'en câlisse. Ils font toute ça, se payer des voyages avec notre argent pis c'est justement pour ça qu'on survit. Pis, pendant ce temps-là eux s'enrichissent. (M1-A)

Dans la même veine, une participante mentionne quant à elle un sentiment d'impuissance, notamment lié aux scandales politiques :

Ben c'est sûr que des affaires comme la Commission Charbonneau. Moi je trouve que ça sonne tellement euh... je vais loin, mais ça sonne le peuple est pas au courant de ce qui se passe dans le fond. C'est pour ça que ça me désintéresse. Sinon ça m'intéresserait si je sentais que oui on peut changer de quoi. (m2-m)

Toutefois, plusieurs des participants ont mentionné avoir un intérêt – par exemple – pour savoir qui sont les vainqueurs d'une élection. Certains ont évoqué une simple curiosité, notamment pour savoir si son vote « aurait fait une différence » (Q-S). D'autres ont mentionné que c'était plaisant à savoir. Un participant souligne qu'il s'agit d'un assez faible investissement de temps « Même le soir même [...] tu zappes à la télé, tu t'arrêtes deux secondes et puis voilà » (M1-F). Une autre dit qu'elle « veu[t] savoir c'est qui qui a gagné, mais ça changera pas [s]a vie » (Q-ME).

Une répondante – faiblement intéressée – souligne quant à elle qu'il s'agit d'un « minimum », de savoir qui a remporté une élection :

Moi ouais. Oui. Je veux savoir c'est qui. C'est le minimum des choses, de s'informer c'est qui qui va te représenter, même si t'es pas allée voter. Même si tu t'en calices ben raide de la politique. Faut que tu saches au moins la base, je pense. Savoir au moins qui est élu. (M1-Sn)

Une autre explique qu'elle apprécie suivre la soirée électorale pour avoir une idée des politiques lors du prochain mandat, même si elle n'en retire souvent que du négatif :

Moi je l'avais écoutée, justement j'étais à Gatineau avec mon chum et on l'avait écoutée. Euh t'sais, moi j'vois plus le fait que c'était libéral, il y a certaines choses qui m'accrochaient pas de ce parti-là... Alors quand j'ai su que c'était libéral, je voyais juste ... ben je voyais pas juste le négatif, mais je me disais « bon... il va arriver ça, il va arriver si... ». Je voyais plus ça, par rapport aux résultats... (Q-L)

Un autre mentionne avoir un intérêt à ce sujet, mais le relativise en soulignant le côté « hypocrite » de la chose : « Ouais... mais c'est comme super hypocrite en plus, genre « Quoi c'est les libéraux ! ? » mais je suis pas allé voter, mais... ça m'intéresse... » (M1-D).

Aussi, malgré un certain désintérêt, une répondante admet qu'il est important de s'intéresser à la politique, ainsi que d'aller voter : « faudrait peut-être que je m'y intéresse un peu plus car c'est quand même notre devoir de citoyen d'aller voter » (M1-C).

3.3.2. Le nœud

Un manque d'intérêt freine nécessairement l'accumulation des connaissances nécessaires à saisir le monde politique. Par ailleurs, la complexité perçue de ce monde peut également étouffer les étincelles d'un intérêt naissant. La dynamique entre l'intérêt et la complexité est explicitée dans cet échange :

Q-L : Justement, c'est une question d'opinion, moi t'sais, à la base en secondaire 5, ça m'aurait jamais intéressée. Si quelqu'un à la base ça l'intéresse pas, ils devraient peut-être aller le chercher... C'est un bon moyen les cours obligatoires, mais il faudrait chercher quelque chose de plus parce que moi, j'y serais pas allée.

Q-S : C'est pas juste une question d'intérêt. Quand tu connais pas ça, tu t'y intéresses pas. Si au secondaire on était informés, c'est sûr qu'on serait plus intéressés, plus préoccupés par ce qui se passe dans le monde politique, et tout ce qui va avec.

La question de l'intérêt est ainsi liée avec l'éducation, dans la mesure où, comme l'observe Q-S, une base solide de connaissances pourrait permettre l'émergence d'une « préoccupation » concernant l'univers politique.

Il demeure que pour d'autres, au même titre que Q-L, la politique devient un sujet – à l'instar de milliers d'autres – auquel on peut, ou pas, s'intéresser :

Pis même si tu dis que t'es désintéressé, ils [le Directeur général des élections¹¹] vont faire quoi pour t'intéresser plus si t'es pas intéressé ? T'sais moi si je suis pas intéressé au cinéma, quand bien même ils me mettraient toutes les annonces, ça m'intéresse pas, ça m'intéresse pas ! Moi je vois ça de même là. (Q-Y)

Conclusion

En bref, les participants aux groupes de discussion ont une faible consommation médiatique. Le tiers d'entre eux indique ne consulter aucun média. Autrement, ce sont les réseaux sociaux et Internet qui forment le groupe de médias le plus consulté, suivi de la télévision. Si quelques-uns disent se tenir un peu informés par un ou plusieurs médias, leur consommation demeure inactive, puisque, pour eux, ces médias ont une vocation de divertissement plutôt que d'information. Plusieurs expliquent qu'ils consultent de l'information politique « quand ça passe ». Ainsi, certains vont regarder le journal télévisé si la télévision est ouverte à ce moment précis, d'autres vont lire des articles de journaux en ligne s'ils sont fortement partagés sur leurs réseaux sociaux, alors que quelques-uns vont attraper au passage des bribes d'informations en écoutant la radio.

Cette consommation d'informations n'est pas stable dans le temps : elle est liée à l'intensité des actualités politiques. Certains mentionnent qu'une période fertile en actualité peut entraîner un plus fort intérêt (ou un moins faible intérêt). Ces derniers ont nommé, par exemple, les mobilisations étudiantes du printemps 2012 et les récentes campagnes électorales. Probablement en raison de la plus grande quantité d'informations sur un même sujet et de l'émergence d'un intérêt particulier pour les événements mobilisateurs, ces périodes parviennent également à susciter la conversation politique, selon les répondants.

Le rapport à l'information des répondants se joue sur deux plans. D'une part, on peut se questionner sur l'accès qu'ils ont aux informations de nature politique, de surcroît à des informations neutres et fouillées. D'autre part, on peut évaluer la perception qu'ils ont de leur propre compétence pour les comprendre ou les assimiler. Pour la plupart des répondants, ces informations sont accessibles dans la mesure où ils savent où

11. Le Directeur général des élections du Québec n'est pas mentionné dans les échanges. Toutefois, ici le répondant réfère à ceux qui publient les élections et le vote, soit le DGEQ.

elles se trouvent. Cependant, sa qualité ne fait pas consensus : certains vont souligner qu'elles sont trop superficielles ou rendues d'une façon trop complexe. Toutefois, plusieurs indiquent ne pas les consulter soit en raison d'un désintérêt, soit en raison d'une incapacité à en saisir le sens. De plus, il nous semble que ce faible intérêt pour la politique se reflète dans la faible inclinaison des répondants à discuter de politique avec leur entourage, qu'il s'agisse de la famille, des amis ou des collègues.

En somme, on observe principalement la présence d'un nœud, celui du manque de connaissance et du désintérêt. Ainsi, on retrouve un large désintérêt pour la politique, lui-même concomitant à de faibles niveaux d'informations. On parle ici de « nœud » puisqu'il est difficile d'observer comment le manque de connaissances et le désintérêt pour la politique se coconstruisent dans le vécu des abstentionnistes. D'un côté, le manque d'intérêt freine l'accumulation des connaissances nécessaires pour saisir le monde politique. De l'autre, la complexité perçue de ce monde peut, à son tour, étouffer l'intérêt naissant pour ces questions.

4. Les participations civique et politique alternatives

Si la participation politique est principalement réfléchi en termes de vote, il demeure qu'une série d'autres actions vues comme alternatives peut également être considérée. Il est souvent entendu que les jeunes citoyens sont plus prompts à s'engager dans ce type d'action plutôt que dans le traditionnel vote. Ainsi, nous avons emmené les répondants à discuter de leurs expériences d'engagement politique dans trois types d'action politique : les manifestations, les pétitions et le boycottage. Au boycottage, nous ajouterons l'inverse, c'est-à-dire les choix de consommation éthique, aussi connu sous le néologisme anglais *buycott*. Par la suite, les répondants étaient invités à se pencher sur l'idée de participation civique par le bénévolat. En effet, le bénévolat peut avoir une portée politique même s'il est rarement énoncé dans ce sens.

4.1. Les manifestations

La participation à des manifestations n'est pas coutume parmi les participants des groupes de discussion. Seulement quatre d'entre eux racontent y avoir déjà participé, alors que treize disent explicitement n'y avoir jamais participé. Du côté des répondants ayant déjà rejoint les rangs d'une manifestation, les expériences évoquées par deux d'entre elles sont liées au printemps 2012 :

Je suis allée à toutes les manif (M1-A)

Ben moi, à Montréal, j'ai participé aux manifestations sur les frais étudiants, ben le carré rouge. [...] Moi c'était quelque chose qui me touchait, j'étais au cégep à ce moment-là et je voulais pas que mes frais de scolarité augmentent. J'ai pas fait de grabuge, mais j'étais là. Pour soutenir tout le monde. (Q-Me)

Sans parler de manifestation à proprement dit, deux répondantes ajoutent s'être jointes aux manifestations de casserole à la même époque :

Moi j'ai cogné un peu de casseroles sur mon balcon chez nous. Toute seule. Ben avec les voisins ! Mais t'sais, je suis pas allée manifester. À un moment, je crois que c'était tous les soirs à 8 h. Ça m'est arrivé 3-4 soirs de le faire ! (M2-C)

Non, moi j'ai juste été... ben j'étais enceinte, mais avec ma fille de 8 ans, on est allé cogner de la casserole. Elle voyait tout le monde, elle m'a même fait acheter des instruments au magasin pour les cogner ! (M2-P)

Oui, les manifestations des casseroles pour les frais de scolarité (M1-V)

Deux autres participants ont raconté avoir déjà pris part à des manifestations. Toutefois, ces derniers ne se souviennent pas des contextes. Ils expliquent que leur présence dans ces rassemblements était tributaire d'une dynamique d'entraînement, en ce sens où ils y allaient pour suivre des amis :

M2-M: J'ai déjà été manifester quand j'étais jeune. Mais demande-moi pas c'était pourquoi. Je le savais sûrement à ce moment-là. Mais j'étais un peu dans la brume et c'était surtout pour suivre. C'était ben le fun. Un petit rassemblement de monde, ça sentait le pot ! (rires). Mais c'était au secondaire. C'était comme pas vraiment parce que j'avais une opinion dans le fond.

Animatrice: Plus un truc collectif ?

M2-M: Oui de jeunes. De suiveux.

M2-Jo: Moi euh, j'ai fait une manifestation, mais je me souviens pu c'était pourquoi. C'est ça que j'ai fait.

Animatrice: Et est-ce que c'était plus un truc de gang comme M2-M disait ?

M2-Jo: Ben ouais.

4.1.1. Une action réservée au centre urbain ?

Aucun participant du groupe de discussion au Saguenay-Lac-Saint-Jean n'avait déjà pris part à une manifestation. Pour ces derniers, le fait de vivre en région moins peuplée devient problématique quant à la participation à ce type d'événements. En effet, trois des quatre répondants ont insisté sur le fait qu'il n'y a « pas assez de population » dans leur région pour permettre l'organisation de manifestation. Un répondant explique : « Pas assez gros... À Montréal, c'est gros pis toute, pis ils réussissent à avoir ce qu'ils veulent, mais nous ici, y'a pas assez de monde » (J-B).

4.1.2. Les possibilités d'impact

La perception de la possibilité d'impacts des manifestations sur les dirigeants varie au sein des groupes de discussion.

D'une part, certains expliquent que les manifestations sont un bon vecteur de conscientisation et d'information, et ce tant sur le plan des citoyens que des dirigeants. Une répondante mentionne que les manifestations permettraient de mettre à l'avant-plan certains sujets :

Ça bouge, ça fait du bruit, le monde en entend parler. Ça peut ouvrir les yeux à d'autre monde qui sont pas... T'sais comme les manifestations qu'il y avait à Montréal, si y'avait pas eu ça, peut-être que l'enjeu genre, je l'aurais pas ressenti, j'me serais pas sentie interpellée par ça. Fait que là, vu qu'ils m'étaient comme... plein de médias pour couvrir l'événement de la manifestation. Ben t'sais, la population disait « ah oui c'est vrai ». Des fois ça peut te faire réaliser des choses, j'pense. (J-P)

Par ailleurs, deux répondants expliquent qu'une manifestation permet de faire connaître une cause, mais doutent toutefois de l'impact en termes de résonance auprès de la classe politique :

[...] c'est une bonne façon de faire connaître la cause, mais c'est pas nécessairement une manière de faire passer le message (M2-S)

Une manifestation, ok ça peut aider ta cause à se faire connaître [...] (M2-JF)

Dans le même sens, une participante explique qu'elle n'est pas trop certaine de l'utilité des manifestations, mais qu'elle « imagine que oui, ça a un impact, ils prennent ça en compte ». Elle croit tout de même que « tant qu'ils ont une idée dans leur tête, ils vont faire ce qu'ils veulent faire » (Q-L).

Du côté des représentants politiques, quatre participants sont d'avis que les manifestations peuvent influencer les députés. Celles-ci peuvent aiguiller les dirigeants vers certaines thématiques : « Ben je sais que ça peut faire réfléchir les députés. Quand il arrive des choses comme ça. Des fois, on doit pas le voir, mais d'après moi quand il y a des milliers de personnes qui se déplacent, tu te poses des questions aussi » (M2-C).

Deux autres répondants relèvent des mobilisations où les manifestations ont permis un changement :

Mais les manifestations c'est grâce à ça, genre que les gays sont pu illégal. C'est sûr qu'au début si on est juste 20 personnes ça fait rien, mais si on se tient, qu'on va dans rue et qu'on est 3000 personnes, ça peut faire de quoi. Sans faire péter des autos pis toute, c'est pas mieux... parce que là, ce serait nous, les manifestants, qui seraient mal vus. (Q-SJ)

Oui ça a un impact. Les manifestations contre les hausses des frais de scolarité, t'sais, y'a eu quelque chose... (Q-T)

Toutefois, pour obtenir un tel impact, une répondante juge que celles-ci doivent être répétitives :

Mais quand ça revient tout le temps, un peu comme les manifestations dans les rues, y'en a une, ils se disent « une, c'est pas grave », mais si ça revient à tous les soirs, ils font comme « ben on a un problème ! ». Ben t'sais, c'est ça. (Q-Kr)

À l'opposé, d'autres considèrent que les manifestations sont totalement inefficaces en ce qui a trait à influencer la classe politique. Si deux participants se contentent dire que « ça ne change rien » (M1-Sb) ou que « ça ne sert à rien »¹² (M1-V), d'autres expliquent que les politiciens font la sourde oreille la plupart du temps : « je pense que ça va rien changer, ils vont faire à leur tête. Ils ont une idée en tête, alors ils vont le faire » (M2-Jo). Dans la même veine, un autre utilise l'exemple des frais de scolarité en 2012 et explique que les politiciens « vont faire semblant d'écouter » et qu'« ils vont arrêter pour faire plaisir pour que ça cesse », mais qu'« après ça, ils vont augmenter sans qu'ils s'en rendent compte », concluant qu'« ils vont se reprendre ailleurs ».

Pour une autre répondante, les manifestations ont uniquement un impact négatif, dans la mesure où elles dérangent : « Ben le restant du monde en fait pas parce que ça fait du blocage dans les rues, du chialage pour rien, ... » (M2-Je).

Pour un autre participant, ce ne sont pas les manifestations qui posent problème, mais la répression dont les manifestants sont victimes :

Ils atténuent ça. Comme les manifestations qu'ils faisaient pis toute [fait référence aux manifestations contre la hausse des frais de scolarité au printemps 2012], ils envoyaient la police, tout le monde se séparait, ils pognaient des tickets... Et le monde s'est dit à un moment donné « fuck off là, pogner des tickets tout le temps parce que t'es dans rue »... Ils atténuent ça, pu personne en entend parler pis toute est beau pis on continue. (J-B)

Adoptant une position mitoyenne, deux répondants nuancent les impacts des manifestations. D'une part, une répondante mentionne que si les manifestations dérangent les citoyens, elles permettent tout de même de faire bouger certaines choses, notamment « parce que l'image que ça donnait, il y avait des commerçants qui gagnaient moins d'argent » et « quand ça fait bouger l'économie, ça fait bouger quelque chose » (M2-M).

4.2. Les pétitions

On retrouve un nombre un peu plus grand de pétitionnaires parmi les individus ayant contribué aux groupes de discussion : onze d'entre eux affirment avoir déjà signé au moins une pétition. Les enjeux visés par les pétitions sont assez éclectiques. D'une part, on retrouve des enjeux relativement locaux, allant de considérations pour un pont (pour le pont Dubuc à la ville de Saguenay signée par J-K) à des questions d'éradication de mouffettes dans un quartier (M1-C). Trois répondantes (Q-Kr, Q-L, M1-Sn) ont mentionné avoir pris part à des pétitions concernant la cruauté animale. Une autre explique avoir appuyé des pétitions visant à empêcher la construction d'un pipeline à Vancouver et un au Québec (M1-A). Un participant explique quant à lui avoir signé une pétition demandant un mode de scrutin plus proportionnel (Q-T).

Notons que deux participants indiquent avoir déjà signé des pétitions, dans la rue à Montréal ou sur Internet, mais n'ont pas mentionné celles-ci s'inscrivaient dans quel débat.

4.2.1. Les possibilités d'impact

À l'instar des manifestations, certains participants considèrent que les pétitions peuvent avoir un impact sur les actions des décideurs politiques. D'une part, un répondant mentionne qu'il s'agit d'un bon moyen pour faire connaître une cause (M2-S). Toutefois, les effets d'une pétition sont vus comme proportionnels à certains facteurs, dont le nombre de signataires et la récurrence. Une répondante souligne que les pétitions « marche[nt] vraiment quand ça touche beaucoup de la population », elle ajoute que « ça peut faire réagir »

12. Notons que la répondante raconte tout de même avoir participé aux manifestations de casseroles lors du printemps 2012.

(M2-M). Une autre participante mentionne que la répétition permet un impact plus important : « Alors à un moment, si ça revient souvent, les images, comme la cruauté envers les animaux, si je prends cet exemple-là, ils ont pas le choix, ils peuvent pas faire abstraction de ça » (Q-Kr). Pour une des répondantes ayant participé à des pétitions aux portées plus locales, la proximité entre les pétitionnaires et le palier politique visé influencera la mise en œuvre des revendications : « Moi je pense que les pétitions, ça dépend sur quoi. Mais comme tu disais, locaux ça a plus d'impact que sur une population en général. Comme, ça va concerner la municipalité, là, ça va avoir un effet » (M1-C).

Une répondante adopte une position très nuancée sur la possibilité d'impact des pétitions. Déclarant d'emblée qu'elle n'a « jamais vu quelque chose qui avait vraiment eu du sens, qui avait un impact » (M1-V), elle souligne tout de même que les pétitions s'opposant à la hausse des frais de scolarité, en 2012, semblent avoir joué un rôle dans la mesure où la hausse prévue a été considérablement réduite. Elle insiste toutefois sur le fait que les revendications concernant le gel n'ont toutefois pas eu de suite. Notons que cette dernière a également mentionné plus tôt que les manifestations n'avaient aucun impact. Dans le cas d'une mobilisation telle que la mobilisation étudiante du printemps 2012, il est pourtant difficile de mesurer quelles actions ont eu des impacts plus notables.

Du côté des répondants considérant que les pétitions n'ont aucun impact, un participant explique que quoiqu'elles visent des causes nobles, « ça fait genre dix ans qu'à chaque fois dans le métro c'est tout le temps comme « Ok, on va fermer les usines en Chine », ou genre des animaux, ou je sais pas trop, peu importe, mais sauf que ça fait 10 ans qu'ils sont là » (M1-D). Dans la même veine, un autre participant considère plutôt qu'« ils vont faire à leur tête » peu importe le moyen de pression. Une répondante de Québec juge quant à elle que les pétitions n'ont pas d'impact car « c'est juste des papiers ».

4.3. Les boycottages et buycotts

En plus des manifestations et des pétitions, nous avons inclus les boycottages dans le registre des actions politiques dites « alternatives ». S'il n'était pas prévu initialement d'inclure la question des choix de consommation éthique dans les discussions, celles-ci se sont tout de même imposées par certains participants. En effet, sans nécessairement refuser de consommer certains produits, deux répondantes ont mentionné aussi faire des choix de consommation plus écologiques.

Concernant les boycottages plus directement, deux répondantes ont mentionné avoir déjà boycotté certaines grandes multinationales :

J'aime pas ça aller chez Wal-Mart. Je boycotte pas mal ça, je pense. (M1-A)

Boycottage... J'ai boycotté McDo un bout... (M1-V)

Une autre répondante indique qu'elle préfère quant à elle « encourager pas mal les produits québécois » (M1-C).

Quittant la sphère de la consommation, une d'entre elles mentionne également faire des choix plus écologiques, par exemple de choisir des serviettes de table en tissu plutôt qu'en papier. Elle est d'ailleurs la seule participante à commenter les possibilités d'impacts de telles actions, expliquant qu'elle « croi[t] à [s]a petite goutte dans l'océan » :

Moi je crois à ma petite goutte dans l'océan là, par rapport mettons aux bouteilles d'eau. Par exemple, à la maison, j'ai des serviettes de table en tissu, je crois à ça. Et le monde dans mon entourage je fais rire de moi, « Ah Valérie avec ces serviettes de table ! » Ben oui ! (M1-V)

Il demeure que le boycottage est une action très peu utilisée, ou même peu connue, parmi les participants à ces groupes de discussion

4.4. Le bénévolat

Le bénévolat est une forme de participation civique souvent mise à l'écart des actions politiques. Malgré tout, ces actions peuvent souvent revêtir un sens politique dans ce sens où elles participent à une forme de vivre-ensemble. Aussi, il peut être intéressant d'évaluer si les jeunes citoyens participent socialement d'une autre façon que par les instances électives.

Dix-sept des répondants ont indiqué avoir déjà participé à des activités bénévoles. Ce bénévolat s'exerce dans des milieux variés, tant dans la sphère culturelle, municipale, scolaire, professionnelle ou sociale.

Neuf répondants ont raconté avoir participé à des actions bénévoles liées à leur scolarité ou leur milieu professionnel :

Ben euh pour les activités sportives... (M1-A)

Ben du bénévolat... mais c'était arrangé avec l'école. J'en ai fait. (M2-Jo)

Moi aussi, on allait jouer un peu avec les personnes âgées. On allait faire l'épicerie avec eux autres. Pis j'ai servi la messe, un peu pour aider le curé ! J'ai fait les affaires d'école. (M2-P)

J'ai fait ça aussi, des petits stages en garderie. C'était à l'école. Moi je trippais, mais c'était de courtes durées. (M2-M)

Quand j'étais plus jeune, je travaillais dans un centre de personnes âgées. C'était un pré-requis pour l'école. (M2-S)

Moi j'en ai déjà fait en techniques policières, on avait un tant d'heures de bénévolat à faire. Alors on allait faire ça, on allait parler avec des démunis, les aider un petit peu. (Q-Y)

Moi j'ai fait 2-3 journées de bénévolat dans un CHSLD pour les personnages âgés quand j'ai fait mon cours de soins infirmiers (M2-Me)

Pis au niveau des personnes âgées, j'en ai fait beaucoup, j'étais coiffeuse dans des résidences et j'allais faire du bénévolat hors de mes heures de travail souvent. (Q-Kr)

Moi j'ai fait du bénévolat dans les camps de jour quand j'avais 12-13 ans. Aussi avec les personnes âgées. (M2-C)

Du côté plus culturel, un répondant indique avoir fait du bénévolat pour une activité des bibliothèques de Montréal, alors qu'un autre indique avoir déjà travaillé de façon bénévole sur un plateau de tournage pour de jeunes cinéastes.

En termes d'enjeux sociaux, une participante a parlé de son engagement dans le système scolaire :

Pis, je suis beaucoup, moi je suis plus engagée dans le système scolaire, peut-être parce que ma fille va à l'école. Mais t'sais, vraiment, sur ces projets-là. Par exemple le registre des délinquants sexuels dans mon coin. Parce que dans mon coin y'en a juste beaucoup, un peu partout. (M1-C)

Une autre répondante a indiqué faire du bénévolat pour lutter contre la cruauté envers les animaux : « Moi je fais du bénévolat au niveau des animaux, des refuges. Avoir des animaux à la maison qui ont fait de l'usine à chiot, pour les rééduquer, mentalement et physiquement » (Q-Kr). Un répondant de Montréal a précisé ne pas s'impliquer politiquement, mais œuvrer auprès de la maison des jeunes de son quartier « pour les aider

à organiser des activités » (M1-F). Une dernière explique faire du bénévolat pour différents organismes, notamment liés à l'accueil des immigrants à Québec : « Oui, du bénévolat, pour Parrainage-Québec, le Tremplin, la SPCA... En ce moment plus parrainage Québec et le Tremplin. [...] Le Tremplin, c'est pour les immigrants, l'accueil des immigrants... » (Q-SJ).

Deux participants expliquent qu'ils ont déjà eu un engagement bénévole liés à leur situation plus particulière : une liée à son passage dans des familles d'accueil lors de sa jeunesse, et un lié à des problèmes de toxicomanie. La première raconte qu'elle a participé à différentes activités visant à aider des enfants vivant en famille d'accueil (M1-C). Le second explique son engagement dans une maison avec des jeunes toxicomanes, soulignant que ces derniers reçoivent peu d'aide gouvernementale, alors que ce bénévolat était plus « dans le réel, dans le problème » et que « ça touche pas mal plus de choses » (M1-Sb).

4.4.1. Les possibilités d'impact

Le potentiel d'impacts des actions bénévoles a surtout été traité par les deux répondants ayant fait du bénévolat dans des organismes les touchant personnellement. La première, auprès d'enfants en famille d'accueil, explique qu'elle pouvait offrir une aide importante que les intervenants ne peuvent offrir, en jouant un rôle d'exemple :

Ouais, c'est ça, les enfants nous regardaient, on leur expliquait ce qu'on avait vécu. Et eux nous regardaient, et je me souviens un petit gars qui nous disait « ah, on peut s'en sortir ? »... oui oui, c'est juste plate qu'à 8 ans tu penses de même. (M1-C)

Pour le second, ses actions, en tant que bénévole, étaient importantes car ces derniers ont « déjà pas mal plus besoin de toi, une personne qui est passé par là et qui le comprend » dans la mesure où il peut « emmener du réconfort plus que de se faire taper sur la tête, de se faire dire que c'est un drogué, que c'est un si, un ça » (M1-Sb).

Il demeure qu'en somme, ces actions ne sont pas d'emblée réfléchies dans un cadre politique. Malgré le fait d'agir dans un contexte de services sociaux, lié à l'État, aucun sens politique ne leur est accordé.

Conclusion

Le portrait de la participation politique hors élection des répondants est assez faible. Initialement, on aurait pu croire que la faible participation électorale de jeunes citoyens est compensée par d'autres types d'action politique. Toutefois, dans la mesure où une tranche de la population assez peu intéressée aux phénomènes politiques était questionnée, il est peu étonnant de constater que la participation aux manifestations, aux pétitions ou aux boycottages demeure assez marginale.

En ce qui a trait aux manifestations, à l'instar du vote, il s'agit d'un acte social qui peut être entraîné par l'entourage, c'est le cas de quelques répondants qui mentionnent avoir joint des rassemblements en raison de la participation de leurs amis. Aussi, les participants de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean ont également évoqué que l'accès à ce type d'action politique leur semble réserver aux plus grandes villes. Selon eux, une ville moins peuplée ne pourrait garantir suffisamment de participants.

En termes d'impacts de ces actions, plusieurs ont mentionné que l'influence des manifestations ou des pétitions se limitent à faire connaître un enjeu particulier, tant auprès du public que des décideurs politiques. Pour d'autres, une vision plutôt cynique du jeu politique les mène à croire que ces actions sont inutiles puisque les dirigeants feront toujours la sourde oreille.

5. Le vote

Chez les répondants rencontrés, l'abstention n'est pas nécessairement une solution constante ou définitive. Si un peu plus de la moitié d'entre eux (seize) indique ne jamais avoir voté, parmi les autres répondants, certains indiquent s'être déjà rendus au scrutin, et quelques-uns évoquent l'ambition d'y retourner. Dans cette section, il sera question des différents motifs ayant entraîné ou éloigné les répondants des bureaux de vote. Ensuite seront abordés les sens donnés au vote et à l'abstention, pour terminer avec une discussion des différentes modifications qui pourraient être apportées pour favoriser une meilleure participation électorale.

5.1. Les motifs d'abstention et les motifs de participation

Dans la mesure où une partie de l'échantillon montre que son abstentionnisme est intermittent, plutôt que constant, il y a lieu de se questionner sur les motifs conduisant à participer ou non aux scrutins. Nous traiterons en premier lieu des motifs d'abstention, pour enchaîner avec les motifs qui ont conduit à la participation électorale.

5.1.1. Les motifs d'abstention

Les motifs d'abstention peuvent se regrouper sous trois grandes catégories : une d'ordre plus individuel, une circonstancielle et une d'ordre systémique. On peut ajouter une quatrième catégorie relevant les motifs liés à des incompréhensions ou un manque d'information concernant le processus électoral ou les règlements l'encadrant.

Par motifs d'ordre individuel, nous considérons la propension propre de l'individu à aller voter en termes d'intérêt, de perception de sa propre compétence à aller voter, ainsi que les différents enjeux conjoncturels, notamment concernant sa disponibilité. Des trente répondants, treize ont expliqué qu'ils s'étaient abstenus de voter en raison de leur manque d'intérêt pour les élections, voire pour la politique en général. Ce sont également treize répondants – pas nécessairement les mêmes – qui ont mentionné ne pas avoir participé aux élections en raison de leur manque de connaissance concernant la politique. Que ce soit du côté des abstentionnistes intermittents ou constants, le même nombre indique ne pas voter en raison de leur désintérêt. Toutefois, le nombre d'abstentionnistes intermittents indiquant ne pas voter en raison d'un manque de connaissance est légèrement plus élevé. Tel que mentionné plus haut, le désintérêt et le manque de connaissance semblent se construire mutuellement :

Ben moi j'y suis pas allée car je savais pas vraiment pour qui voter, parce que je suis pas vraiment intéressée... (Q-L)

J'ai pas vraiment de raison de pas aller voter. La seule affaire, c'est la connaissance... Je connais pas ça... J'vais plutôt penser à aller travailler, gagner de l'argent, m'occuper de ma fille, faire à souper, le lavage, le ménage, m'occuper du chum qui fait rien dans maison que d'aller sur Internet et checker qui qui fait quoi... Sauf qu'en même temps, si on se permet de chialer « aaahhh, le système de santé ». En même temps, on va pas voter... pour justement ceux qui votent pas, s'ils voteraient, ben on aurait peut-être... ce serait peut-être plus clair... sauf que ça m'intéresse pas. J'ai pas d'intérêt, j'ai pas le temps, pis c'est ça. (M2-C)

Sinon ça m'intéressait pas, comme qu'on disait tantôt, je savais pas pour qui voter. (Q-Kv)

À l'instar des citations ci-dessus, les répondants expliquant leur abstention à la fois par le manque d'intérêt et le manque de connaissances les placent dans cet ordre : un manque d'intérêt freine nécessairement l'accumulation de connaissances sur un sujet. La question du manque de connaissances comme motif d'abstention nous ramène plutôt à la perception que les citoyens ont de leur propre compétence d'électeurs. Ainsi, certains

soulignent qu'ils se sont abstenus « à la place de voter pour n'importe quoi » (M2-V). Notons qu'il y a, par ailleurs, lieu de croire que la relation entre l'intérêt et les connaissances est plutôt dynamique, composée d'aller-retours : les lacunes de connaissances sur la politique encouragent à dépeindre cet univers comme beaucoup trop complexe pour qu'on en développe un intérêt. Relatif au manque de connaissances, le fait de ne pas savoir où se tenait le scrutin a été mentionné par trois répondants, notamment par une personne qui indique n'avoir jamais voté.

Parmi les motifs d'ordre plus circonstanciel nommés dans les discussions, nous retrouvons les problèmes liés à l'inscription, le manque de temps et le fait d'être à l'extérieur de la ville. Parmi les répondants n'ayant jamais voté, seulement une personne a indiqué que son inscription n'est pas à jour et qu'elle n'est donc pas allée voter. Du côté des répondants ayant déjà voté, trois personnes mentionnent que leur adresse et inscription n'avaient pas été actualisée. Deux personnes ont expliqué qu'ils étaient à l'extérieur de la ville lors du vote, et sept ont dit qu'elles n'ont tout simplement pas eu le temps d'aller voter. Pour cinq d'entre elles, le manque de temps se conjugait également avec un manque d'intérêt ou de connaissance. À ce titre, on peut considérer que le manque de temps comme motif d'abstention nous informe plutôt d'un manque d'intérêt pour les élections, et donc d'une difficulté à mettre ce moment à l'horaire.

Du côté des motifs d'ordre systémique, un seul répondant a évoqué directement qu'il n'allait pas voter car il considérait que « ne pas aller voter requestionne le système démocratique » (Q-T). Ce dernier ajoutait que « ne pas voter, c'est aussi dire que y'a rien qui nous représente » (Q-T). Dans une dimension connexe, ce répondant ainsi qu'une autre personne ont évoqué une critique du vote stratégique pour expliquer leur abstention : « parce qu'aux dernières élections, j'entendais beaucoup parler des votes stratégiques, pis à un moment donné, vote pour celui que tu veux, pas pour celui que tu veux pas pour que l'autre gagne pas. C'est pour ça que ça m'intéresse pas. » (Q-SJ). Toutefois, la plus grande part des critiques adressées au système se rapporte au manque de changement. Dans la lignée de l'argumentaire de l'électeur rationnel, quelques répondants ont expliqué qu'ils ne sentaient pas que leur vote allait changer les choses :

Cette année, j'ai vraiment pas feelé que mon vote allait changer les choses. (M1-JP)

J'étais pas mal sûre de ce qu'il allait arriver, et j'ai pensé qu'un vote allait rien changer. (M2-S)

Ben moi, je pense que mon vote changera pas grand-chose. C'est pas tout le monde qui pense comme moi. C'est pas tout le monde qui va voter pour le même parti que moi. (Q-ME)

Moi je me dis que ça me donne rien d'aller voter si y'a juste moi qui vote pour un tel. Ben j'ai voté juste une fois et j'ai pas gagné. C'est peut-être pour ça aussi que je vois pas vraiment l'intérêt de voter. En même temps, j'me dis que si tout le monde dit comme moi... (Q-SJ)

Comme je disais tantôt : c'est du pareil au même, donc ça m'importe peu. (J-B)

Notons que cet argument a été très faiblement mobilisé (une seule personne) par les répondants qui n'ont jamais voté, alors que cinq des quatorze abstentionnistes intermittents en ont dit autant.

Liant les motifs individuels et systémiques, notons que quatre répondantes ont évoqué le travail domestique comme barrière à participer au vote :

Ben habituellement, à toutes les années, je reçois le petit carton. Pis là cette année je l'ai pas eu, alors ça a comme ... c'est à la dernière minute que j'ai vu que c'était... j'aurais pu y aller. Mais j'avais mes enfants et ça tentait pas de les traîner et tout. (M2-P)

Un peu comme P., moi j'ai déménagé et j'avais pas fait mes changements d'adresse partout, j'ai pas reçu le carton. J'avais les enfants à mon chum qui travaillait. (M2-C)

Manque de temps. Moi je suis mère de trois enfants, alors la semaine je suis débordée. Et le soir, je crois, que tu pouvais, à une certaine heure, aller donner ton nom pour être sur la liste électorale, mais j'ai pas eu le temps. Le temps me manque. (J-K)

J'ai pas vraiment de raison de pas aller voter. La seule affaire, c'est la connaissance... Je connais pas ça... J'vais plutôt penser à aller travailler, gagner de l'argent, m'occuper de ma fille, faire à souper, le lavage, le ménage, m'occuper du chum qui fait rien dans maison que d'aller sur Internet et checker qui qui fait quoi... (M1-C)

Même si la plupart d'entre elles évoquent le fait de s'occuper de leurs enfants à travers d'autres contraintes, il demeure que le travail domestique semble complexifier le temps disponible pour se rendre aux urnes.

En dernier lieu, quelques motifs nommés par les répondants semblent relever de perceptions inexactes de la réalité des élections. D'une part, quelques individus ont soumis que l'achalandage était trop important dans les bureaux de scrutin : « Ouais, j'y ai pensé, j'y vais-tu, j'y vais-tu pas, comme je disais tantôt, attendre pendant une heure... bof, j'ai d'autres choses à faire » (Q-Kv). Une autre personne ajoute dans le même sens « Si y'a trop de monde, le monde revire de bord. C'est pas important » (Q-Kr). Notons que ces perceptions nous informent tant sur la méconnaissance des scrutins que sur le manque d'intérêt pour les élections de ces répondants. Certains ont également mentionné qu'ils n'ont tout simplement pas eu le temps de voter, que ce soit en raison du travail ou de la nécessité de se rendre à l'extérieur de la ville. Force est d'admettre que pour ces derniers, on ignore que le scrutin se déroule sur plusieurs journées et que les employeurs sont dans l'obligation de s'assurer que leurs employés disposent de quatre heures consécutives pour aller voter.

5.1.2. Les motifs de participation

Les discussions ont permis de dégager certains motifs ayant mené les répondants à participer aux élections. Ces motifs peuvent être réunis dans deux grandes catégories : des motifs relatifs aux individus et ceux relatifs au monde politique en soi.

En termes plus individuels, certains expliquent qu'ils ont voté lorsqu'ils ont eu 18 ans notamment en raison de l'attrait de la nouveauté. Toutefois les deux répondants ayant mentionné ce motif de participation indiquent ne pas y être retournés plus d'une fois par la suite. Un d'entre eux indique qu'il est allé voter lorsqu'il a 18 ans car il « voulais[t] voir » et ça « [l]'intriguait », mais qu'il n'y est pas retourné après. Une autre raconte : « Moi y'a l'élection quand j'ai eu 18 ans, j'étais super contente d'aller voter. Fait que je suis allée. Mais j'y suis peut-être retournée juste une fois. Au début, c'était comme, si je travaille je vais pas nécessairement m'arranger pour y aller. Sauf aux dernières élections, je travaillais pas, mais finalement j'y suis pas allée non plus ».

Quelques répondants déclarent que la pression de leurs pairs – plus particulièrement de leurs parents – les a menés à participer au vote :

Ouais. J'ai déjà été. Mais ça fait ben longtemps quand même. C'était vraiment juste parce que mes parents me disaient « vas-y, vas-y ». Mais j'ai jamais eu d'intérêt envers ça. (M2-Je)

Moi j'ai été voté 2-3 fois, mais parce que mes parents me disaient que c'était un droit pis toute. Sinon ça m'intéressait pas, comme qu'on disait tantôt, je savais pas pour qui voter. (Q-Kv)

Pour un autre répondant, la pression sociale liée au vote semble plus intériorisée : « des fois je vote même si j'ai pas le goût » (M2-Jo).

Les motifs liés au monde politique en soi peuvent également être considérés comme des éléments contextuels. Pour quelques répondants, c'est un contexte politique particulier ou la présence de certaines personnalités politiques qui les ont entraînés jusqu'aux bureaux de scrutin. Pour un répondant, le contexte politique des élections provinciales de 2012 consistait en un motif suffisant pour se rendre aux urnes : « Parce que

J'avais un sentiment que le Québec allait revenir à quelque chose, qui s'approche, le plus proche d'être une... identité, d'être une entité. J'avais une certaine comme... on dirait qu'il y avait un *vibe*. Ou un genre de... aura, qui laissait sentir que ce qui se passait, ce qui se disait, ça allait être dans le concret » (M1-JP). Cinq autres répondantes ont souligné que l'élection d'une personnalité politique particulière les a conduites aux scrutins. Peu importe le palier gouvernemental, ces répondants ont indiqué avoir été touchés par les idées ou le charisme de certaines personnalités politiques.

5.2. Le(s) sens du vote

Le vote peut être perçu tant comme un devoir qu'un droit. Il est généralement admis que de concevoir le vote comme un devoir est lié à une plus grande propension à voter. Les participants des groupes de discussion ont donc été invités à se prononcer à ce sujet. Dans la mesure où il s'agit de groupes d'abstentionnistes, il aurait été attendu que la plupart répondent que le vote est un droit plutôt qu'un devoir. Toutefois, si onze ont répondu dans ce sens, dix ont plutôt dit qu'ils perçoivent le vote comme un devoir. Six indiquent quant à eux que le vote revêt les deux sens à la fois.

5.2.1. Droit ou devoir ?

Le vote comme droit

Onze participants ont dit qu'ils considéraient que le vote était un droit. Les justifications élaborées se situent sur trois plans : le droit d'y aller et le droit de s'abstenir, l'absence d'obligation et le droit comme fruit d'une lutte.

D'une part, pour quelques répondants, le droit de vote a son corollaire, le droit de s'abstenir : « C'est important, mais le droit d'y aller ou pas est important aussi » (Q-Kr). Un autre dit que selon lui « c'est un choix » (J-A). Pour un seul répondant, le droit de s'abstenir est lié à la possibilité d'exprimer son mécontentement aux dirigeants :

Ne pas voter, c'est aussi dire que y'a rien qui nous représente. Ne pas voter, c'est aussi montrer que, au fond, ce qu'on a... T'sais moi ça me tente pas d'aller voter pour que lui il gagne pas. Ça me tente d'aller voter pour quelqu'un que je veux voir diriger le pays, pis j'pense que les organismes internationaux interviennent si jamais y'a pas un taux de participation assez haut¹³. Si jamais tout le monde décide que ce qu'on a, ça fait juste pas l'affaire, on va faire des élections avec des personnes qui ont plus de bon sens. (Q-T)

Pour d'autres, le vote est nécessairement un droit dans la mesure où ce dernier n'est pas obligatoire. Un répondant explique que dans certains pays, le vote est obligatoire sous peine d'une amende et rappelle que ce n'est toujours pas le cas ici où « au moins on a le choix de dire non, on va pas voter, pis tu regardes la TV chez vous » (M2-JF). Ainsi, en l'absence de sanction si on boude les scrutins, le vote ne peut être considéré comme un devoir :

Pas moi. Moi je vois ça comme un droit. T'as le droit d'y aller... Je pense que c'est un devoir, mais c'est pas tout le monde qui le fait, donc c'est plus un droit. Moi j'ai le droit d'y aller, mais j'y suis pas allée. (M1-St)

Moi je pense que c'est un droit, parce que si j'veux pas voter, je suis pas obligé. Un devoir, c'est plus comme, t'es obligé. En tout cas, moi je vois ça comme ça. (Q-Y)

13. Cette idée de voir intervenir des organisations internationales en cas de taux de participation trop faible est revenue à quelques reprises dans son discours. Nous ignorons d'où émergeait cette croyance.

Ainsi, une autre rappelle que l'idée de « devoir de citoyen » n'a pas de réelle valeur en termes d'obligation :

Moi je pense aussi que c'est un droit. C'est sûr que le monde dit « ah, c'est ton devoir de citoyens » pis tout ça. Mais j'trouve que, mettons, si c'était obligatoire, ben ils le mettraient obligatoire. T'as le choix de le faire ou pas, pis ça te regarde, c'est personnel. (J-P)

Finalement, dans la mesure où la possibilité de voter s'obtient, le suffrage apparaît comme un droit. D'une part, ce droit s'acquiert avec l'âge : « Moi je dis que c'est un droit, parce que dans le fond, avant 18 ans, on a pas le droit de vote » (M2-C). D'autre part, il s'agit d'un droit dont l'application s'étend, dans ce sens où de nouvelles franges de la population réussissent à l'obtenir au fil de luttes :

Je dirais un droit aussi, en me fiant sur le fait qu'avant les femmes avaient pas le droit de voter. Fait que, je pense que logiquement, on veut nous faire penser que c'est un devoir, mais ça reste un droit. Tu as le droit d'y aller ou non. T'es pas obligé. (m2-m)

Le devoir de voter

Dix participants ont dit qu'ils considéraient le vote comme un devoir. Cette idée de devoir est fortement liée avec la pression sociale. D'une part, certains vont considérer qu'il s'agit d'un devoir auquel ils devraient s'adonner. D'un autre côté, d'autres vont expliquer qu'il s'agit d'un devoir dans la mesure où il est attendu d'eux qu'ils votent. En ce sens, il s'agit d'un devoir au même titre qu'un devoir demandé à l'école : une action demandée et réalisée sous une contrainte, même si celle-ci demeure symbolique.

Ainsi, une répondante explique qu'elle considère que le vote est « [s]on devoir de citoyenne » et qu'elle a honte de ne jamais avoir voté, à 31 ans. Pour elle, il s'agit d'un devoir dans la mesure où c'est grâce à ce vote qu'on peut participer à l'élaboration « des lois, des règles », et que c'est « notre vote qui fait quelle démocratie qui va être choisie » (M1-C). Dans la même perspective, un autre répondant explique qu'il « prend ça plus comme une responsabilité » (M2-Jo).

Même si le vote est perçu comme un devoir, la réalisation de ce dernier ne pèse pas nécessairement lourd contre le désintérêt ou la paresse :

Moi je pense que c'est un devoir. J'ai été super fière quand j'ai été voter, la première fois. Mais, comme cette année, je suis pas allée car j'étais pas assez informée. J'étais paresseuse aussi, ça me tentait pas. (M1-Sn)

Oui, pis justement, je dis que c'est un devoir, même si j'ai jamais fait mon devoir, ben c'est vraiment juste par paresse. Ou parce que je suis pas informé. Pis que j'ai autre chose à faire la plupart du temps. (M1-D)

Moi je pense que c'est un devoir. Je peux comprendre pourquoi certaines personnes le font pas. Pis, je vois les deux côtés de la médaille, dans le fond. Pis je trouve que c'est un devoir. (M1-JP)

Pour une autre répondante, si cette dernière ne le ressent pas nécessairement comme un devoir, elle considère qu'il est important que certains voient le vote ainsi : « Ben je trouve ça bien qu'il y en ait qui trouvent que c'est un devoir, car sinon, peut-être ben qu'il y aurait pas beaucoup de monde qui voterait » (Q-SJ).

Quelques autres répondants perçoivent quant à eux le vote comme un devoir puisqu'il est attendu d'eux qu'ils participent. Il s'agit d'une exigence envers eux, une exigence à laquelle ils décident de faillir :

Ouais. On se sent vraiment obligés d'y aller. (M2-V)

Moi je dis que c'est un devoir. Ben je trouve que vu qu'on s'en fait parler. Que ce soit des amis, de la parenté, on dirait qu'on se sent toujours obligés d'y aller. C'est rare qu'on se dit « moi je vais y aller à cause de telle affaire et c'est plus personnel ». Peut-être plus tard dans notre vie, ça pourrait devenir plus personnel, car on aura vu le cheminement au courant des années. Mais là, je trouve que plus jeune, c'est vraiment plus un devoir car on entend parler. (M2-Je)

Remarquons que la seconde répondante considère toutefois que ce devoir – imposé – peut finir par être intégré par l'individu à un niveau plus personnel, selon son cheminement personnel. On pourrait considérer que le fait d'être plus intégré à la société fait qu'on a un plus grand *intérêt* à se prononcer via son vote.

Somme toute, cette idée de « devoir citoyen » ou du « devoir d'aller voter » ne parvient pas à avoir une valeur performative dans la mesure où le fait de le considérer comme tel n'entraîne pas nécessairement les citoyens vers les bureaux de vote.

Un droit et un devoir à la fois

Six autres répondants se montraient plus indécis ou nuancés en soulignant que le vote est selon eux à la fois un droit et un devoir (M1-F, Q-Me). D'un côté, quelques-uns vont considérer que le vote est un droit, mais que d'un point de vue « moral » il devrait être entendu comme un devoir, à la fois car c'est une chance d'avoir un tel droit (M1-A), aussi car il est gage du fonctionnement de la démocratie (M1-V). Un autre participant considère quant à lui qu'il s'agit d'un droit, mais si un gouvernement posait vraiment problème, cela deviendrait un devoir (M2-S).

À l'opposé, une répondante explique qu'elle perçoit le vote comme un devoir et un droit à la fois car elle ressent une pression assez importante pour lui laisser croire qu'il s'agit d'un devoir, alors que concrètement, elle a le droit d'y aller ou non :

Ben moi on m'a dit aux dernières élections que je devrais y aller parce que c'est un devoir. Mais chu pas allée. Et pour un autre côté, je dis que c'est un droit aussi, car ça te tente ou ça te tente pas... On va pas commencer à te forcer. Alors tu y vas si ça te tente, sinon tu restes chez vous. (M2-P)

La rhétorique du « droit de chialer »

Dans les discussions sur le droit ou le devoir de voter, l'idée du vote comme gage d'un « droit de chialer » est réapparue à quelques reprises. Une répondante explique que pour sa part, si elle n'est pas allée voter, elle ne se permettrait pas de critiquer le gouvernement en place :

Et j'ai l'impression que probablement le droit de chialer, faut que t'aies été voter, et que t'aies exercé ta voix. Moi j'ai pas été voter, je chiale pas. Il arrivera ce qu'il arrivera, mais... je vais pas commencer à les juger alors que moi j'ai pas participé et que j'avais le droit. (Q-S)

Dans la même mesure, une autre explique que si elle ne va pas voter, c'est qu'elle n'a rien à dire : « Moi je chiale pas. Dans ma tête si je vais pas voter, j'ai rien à dire » (M2-M). Un répondant explique aussi que n'ayant pas de préférence, il ne s'offusque pas des résultats électoraux : « Pas de préférence, mais je chiale pas peu importe ce qu'il arrive. C'est mon choix... » (Q-Y).

En somme, dans son ensemble, le vote n'est pas contesté par les participants. En fait, il est à peine critiqué. Cette absence de critique à l'égard du vote nous semble aller de pair avec l'absence de critique construite formulée au sujet du monde politique et le fort désintérêt concernant cet univers.

5.3. Le(s) sens de l'abstention

Après avoir discuté du sens donné au vote, les participants étaient conviés à se prononcer sur le sens de l'abstention. Aussi, il a été question de comparer le vote blanc et l'abstention.

5.3.1. Le (non-)message de l'abstention

Les abstentionnistes forment un groupe large et hétérogène. Les motivations à s'abstenir, ou l'absence de motivations à aller voter, peuvent donc être tout aussi variées. Parmi ceux qui se sont prononcés sur cette thématique, six personnes ont mentionné que leur abstention ne devait pas être prise comme ayant un sens,

ou envoyant un message : « Non, c'était pas plus un message. C'est juste que j'ai pas d'intérêt pour ça » (J-B). Deux autres répondants (M2-Jo et M2-S) soulignent toutefois qu'on peut considérer que le fait de s'abstenir envoie au moins comme message que plusieurs sont désintéressés de la sphère politique.

Pour d'autres, un faible taux de participation peut exprimer la nécessité de changements, que ce soit au niveau de la conduite de la politique institutionnelle que dans la façon de rejoindre les citoyens :

Un peu là, peut-être de changer un peu leur manière de faire. De rendre ça un peu moins ... plus attrayant pour les jeunes, s'ils veulent qu'on vote. (M1-A)

Ça montre qu'ils doivent travailler plus pour emmener les gens à aller voter. (M2-C)

Un seul répondant affiche un abstentionnisme de nature plus politique lorsque ce dernier souligne que « ne pas voter, c'est aussi dire que y'a rien qui nous représente ».

De façon plus étonnante, trois répondantes ont mentionné que *leur* abstention individuelle n'a pas de sens particulier, mais savent que ces abstentions – agrégées – peuvent être perçues comme un message :

Moi c'était pas un message. Mais eux autres pourraient le prendre comme étant... (J-A)

Ben aussi. Ça peut être un message, mais moi personnellement, j'essayais pas de passer de message. (J-P)

Ben moi, en fait, j'avais un de mes boss qui lui se faisait un devoir de ne pas aller voter. Pis il m'avait expliqué pourquoi, mais comme, encore là, je m'en crissais un peu. Si je vais pas voter, c'est certainement pas parce que... pour envoyer un message ou quoi que ce soit. (M1-D)

Ainsi, en quelques cas, l'abstention unique n'a pas nécessairement de sens, mais son agrégation, notamment comme le résultat d'un désintérêt partagé.

5.3.2. Et le vote blanc ?

Devant le peu de sens accordé à l'abstention, on a pu se questionner sur le sens donné à l'annulation de son vote.

Pour une répondante, annuler son vote, lorsqu'on est peu au fait de l'actualité politique, serait plus acceptable que simplement s'abstenir :

J'me sens pas assez... pas concernée, parce que tout le monde l'est. Mais je m'informe juste vraiment pas, fait que je vois pas ... je pourrais y aller pour annuler mon vote. Au moins j'aurais annulé, mais je veux dire, j'aime mieux... je sais pas, la paresse. (M1-Sn)

Pour une autre, l'abstention ou le vote blanc sont deux moyens, mais un seul et même message :

Moi je pense que c'est les deux, les deux ont de l'impact. Que t'aïlles pas voter ou que t'annules ton vote, le message est envoyé pareil. Parce qu'eux autres, ils veulent que tu votes, ils veulent que tu... que tu l'annules pas, ils veulent que tu choisisses un parti. Que tu votes ou tu votes pas, soit les gens se déplacent pas, soit les gens se déplacent, mais ne votent pas... (Q-Kr)

Aux yeux d'un autre participant, si l'abstention et l'annulation d'un vote ont selon lui la même fonction, ce dernier croit qu'aucun n'a d'impact : « Moi j'irais annuler mon vote, ça ferait mon affaire pareil. C'est juste que... je pense pas qu'aucun des deux ait une grosse incidence... » (Q-Y).

En ce qui a trait à la possibilité d'exprimer son insatisfaction face aux politiciens, quatre répondants expliquent qu'elles perçoivent le vote annulé comme un message de nature plus politique que l'abstention. Le fait de se présenter au bureau de scrutin serait la légitimation nécessaire à la critique :

Parce qu'en fait, si tu te présentes au bureau de vote, ça veut juste dire que ça te convient pas... Mais si tu vas pas voter, ils peuvent le prendre comme t'as pas eu assez d'informations sur ça, t'es désintéressé, mais si t'es intéressé, je pense que ça donne plus un message d'annuler ton vote. (Q-L)

Moi je pense que c'est en annulant le vote. On s'est déplacé, mais y'a aucun parti qui est assez intéressant pour nous... pour dire « ah je vais voter pour lui », c'est juste montrer que oui, on connaît l'information... Mais je sais pas comment expliquer ça... (Q-ME)

Mais juste pour ajouter, quand on va pas voter, on peut aller voter, mais pas voter. On peut annuler notre vote. Ça montrerait plus le désintéret ou le fait que t'es pas proche des partis. Parce que si tu vas pas voter, ils vont juste rendre compte que... t'sais y'en a beaucoup de gens qui s'en foutent complètement. (Q-S)

Je trouve que si on n'y va pas, ils peuvent se dire on s'en fout, tandis qu'annuler son vote, on s'est déplacé. (Q-SJ)

À l'opposé, pour un participant, plus près d'un abstentionnisme politique, l'abstention incarnerait une critique plus radicale, dans la mesure où l'abstentionniste s'inscrit à l'extérieur du taux de participation : « Mais ça [annuler son vote] compte quand même dans les statistiques, ça compte comme quelqu'un qui a donné sa voix ». Il ajoute que « ne pas aller voter ça requestionne le système démocratique, et aller voter et annuler son vote, c'est être d'accord avec le système, mais pas d'accord avec les partis » (Q-T).

5.4. Les modifications à apporter pour favoriser la participation électorale

Les participants étaient invités à discuter des différents changements qui seraient nécessaires afin de favoriser la participation électorale de leur groupe d'âge et de tous. Les modifications proposées se regroupent sous quatre thématiques : des changements structurels, des changements techniques et des changements concernant la classe politique. Aussi, certains d'entre eux ont mentionné des éléments conjoncturels qui selon eux les amèneraient à voter.

Dans tous les cas, il demeure que ces solutions proposées ou discutées par les participants sont à nuancer : le fait de les énoncer n'est absolument pas gage que ces mesures les entraîneraient sur les chemins de la participation électorale.

5.4.1. Des changements structurels

Nous désignons comme changement structurel les modifications majeures touchant soit au système politique, soit au système éducatif. Le point le plus largement discuté concerne d'ailleurs la question de l'éducation civique ou politique à l'école secondaire.

L'éducation civique ou politique

Pour plusieurs, l'école a un rôle à jouer dans le développement d'une culture politique nécessaire à la compréhension des enjeux par les futurs citoyens. D'une part, les connaissances acquises à l'école pourraient permettre des assises solides aux savoirs politiques. Une répondante explique que « quand tu sais comment ça marche, après ça tu suis ça, et t'es plus allumé » (J-P). Cette base de connaissances peut par la suite permettre l'émergence de l'intérêt : « comme ça, ça pourrait intéresser plus les jeunes » (J-K). Une autre souligne que « si plus jeune on était en mesure de comprendre et de faire comme « ah ! ça je le comprends », on serait plus intéressé » (Q-ME). Une répondante témoigne qu'un cours de politique au cégep lui avait donné le goût de suivre l'actualité politique, même si cet intérêt ne s'est pas poursuivi (M1-Sn).

Toutefois, afin de combler ce rôle de développement d'une culture politique et d'étincelle pour l'épanouissement de l'intérêt, des changements semblent s'imposer, aux yeux des participants. Tout d'abord, le programme scolaire secondaire devrait donner du temps à l'éducation civique :

Moi je pense que dans les écoles secondaires, ils devraient peut-être plus informer les jeunes. Parce que moi, avant mon cours au cégep, j'entendais pas vraiment parler de ça, ça m'intéressait pas pantoute. Je pense qu'on devrait... je pense que les jeunes devraient se faire pousser à aller chercher de l'information. [...] Ouain, sinon je pense pas qu'ils vont y aller par eux-mêmes. (M1-Sn)

Je pense qu'on devrait avoir plus de... t'sais au secondaire, y'en parle un petit peu. Mais moi j'ai pas eu l'impression d'avoir assez... mais au cégep, admettons, si t'es pas en sciences humaines t'auras pas de cours de politique. Fait que t'sais, c'est pas comme... Au lieu de mettre des cours d'histoire obligatoires du Québec, genre, pis d'apprendre les Amérindiens, ben ça serait peut-être une bonne affaire de s'intéresser un peu là-dedans. (J-P)

[Concernant le cours Monde contemporain au secondaire] Parce que nous on a juste parlé des gaz de schiste pendant toute l'année. Alors je pense que le cours de monde contemporain, c'est pas assez politique. La raison pour laquelle les jeunes de 18 à 35 ans vont pas beaucoup voter, c'est ça. C'est qu'on manque beaucoup d'informations, et de temps. Si c'était fait à l'école, on n'a pas le choix d'y aller. Au secondaire, on n'a pas le choix d'y aller. Ça cultiverait un peu l'intérêt qu'on a. Parce que si nos parents sont pas intéressés, ils nous en parleront pas et ça va finir là. Si on n'en parle pas à l'extérieur et qu'on s'adonne pas à des activités qui parlent de politique, on en parlera jamais. Alors que si c'est imposé par l'école, ... (Q-S)

Ce cours pourrait d'ailleurs intégrer plus facilement l'actualité politique, par exemple en temps électoraux : « Aussi, si ça s'en vient. Si un vote s'en vient ils pourraient en parler » (Q-SJ).

De plus, trois répondantes (M2-P, Q-S et Q-SJ) ont précisé qu'un tel cours devrait être obligatoire, « un peu comme mathématique et français » (M2-P). Une répondante a mentionné que les écoles pourraient tabler sur l'apprentissage des élections par le fait de voter pour un président par niveau scolaire :

[...] dans les écoles secondaires, effectivement, si les jeunes étaient plus politiquement actifs, plus jeunes, même s'ils pouvaient pas, le fait de voter pour un président d'école, un président de secondaire 1, 2, 3, 4, 5, ça peut aider. D'avoir une éducation politique. (M1-V)

Certaines nuances ou critiques sont apportées face à l'idée d'offrir une formation civique ou politique au secondaire. Une seule répondante a émis quelques réserves face aux enseignants, craignant qu'un manque de neutralité n'interfère dans l'apprentissage :

je trouve que ce qui serait dangereux c'est que le prof... il faudrait vraiment que le prof soit pas plus d'un bord de l'autre. Parce que les jeunes sont facilement influençables, ça pourrait faire quelque chose de dangereux. (Q-SJ)

D'autres répondants considèrent quant à eux qu'un tel cours serait tout simplement inutile dans la mesure où ils conçoivent qu'un désintérêt pour la politique ne peut se résorber :

Moi me semble que les cours de politique à l'école, pfff, pas sûre que j'aurais eu de l'intérêt là-dessus... (Q-Kr)

Qu'est-ce que ça change, quand bien même que tu m'aurais dit en secondaire 5 que c'est important, que sa fonction c'est ça, ça changerait rien aujourd'hui. Probablement que j'aurais loafé ce cours-là... (Q-Y)

Une d'entre elles ajoute que les cours d'histoire sont suffisants pour offrir le bagage nécessaire à la compréhension des enjeux. Il demeure que certains auront un intérêt plus important que d'autres, et, selon celle-ci, il n'est pas possible d'intervenir dans ce développement :

déjà les cours d'histoire, malgré que tu peux aimer ça, pis y'en a qui ont énormément d'intérêt, mais tu en parles un peu de politique dans tes cours de ci de ça, t'as quand même une base qui est là. Pis t'sais, ceux qui accrochent, c'est parce qu'ils ont vraiment un intérêt marqué pour ça. Pis il accrochent là, et ils continuent à vouloir avoir de l'intérêt là-dessus, mais moi je pense pas qu'imposer un cours aux jeunes... je pense qu'ils vont décrocher plus... (Q-Kr)

Une information plus accessible

Rejoignant la perspective de l'éducation civique, des participants ont souligné qu'il serait nécessaire d'offrir une information de qualité et plus accessible à ceux qui ne sont pas férus d'actualité politique. Une souligne que les journaux ou les téléjournaux présentent une information relativement limitée, et ajoute, à la blague, qu'il faudrait implanter une « émission *La politique pour les nuls*, ou quelque chose comme ça, car on comprend pas trop » (M2-C).

Une autre participante abonde dans le même sens quant aux insuffisances du téléjournal. De plus, elle considère que des événements médiatiques tels que le débat des chefs ne peuvent pas non plus parvenir à donner les informations, notamment à cause de l'aridité de la formule : « Le débat ça joue à tous les postes, mais t'as comme pas le goût de l'écouter parce que tu sais que ce sera vraiment chiant » (M2-M). Elle mentionne toutefois qu'une émission hebdomadaire expliquant les enjeux politiques, accessible sur l'Internet, pourrait être intéressante.

La réforme du mode de scrutin

L'ajout d'éléments de proportionnalité dans le mode de scrutin est souvent proposé comme une solution pour valoriser le vote. Notons que parmi les participants aux groupes de discussion, il s'agit d'une réforme qui a été très peu soulevée.

D'une part, rappelons cette répondante qui a offert une critique un peu plus étoffée du bipartisme lié au mode de scrutin uninominal à un tour dans la section 2.3.1 *Les élections produisent des résultats « partiels »*. Pour celle-ci, il est démotivant de voter dans la mesure où ce sont toujours les mêmes formations politiques qui parviennent à accéder au pouvoir :

Moi j'irais plus voter, si je sentais que le bipartisme va s'effacer un peu. Là on vote, au Québec, on vote libéral ou on vote Parti québécois. Au fédéral, on vote libéral ou on vote conservateur. Et c'est que ça, c'est soit un, soit l'autre, depuis 20 ans, 30 ans ? Je sais pas. C'est long. Donc, je saurais pas... moi un parti pour lequel je voterais là, ben y'est trop minoritaire pour... alors tant que je peux pas sentir qu'il va ressortir de la masse, qu'il a des chances d'être élu, que ses idées soient entendues... Ben ça m'intéresse pas. (M1-V)

Concernant plus strictement le mode de scrutin, un répondant (Q-T) avait mentionné plus tôt dans la conversation qu'il avait déjà signé une pétition demandant une réforme du mode de scrutin afin d'y inclure des éléments de proportionnalité. Dans un autre groupe de discussion, deux répondants ont réagi positivement à l'idée d'un mode de scrutin plus proportionnel :

Moi aussi, je suis d'accord avec toi. J'aimerais ça qu'on ait... peut-être plus de poids. (M1-D)

Oui, ce serait vraiment intéressant. Parce que je me sentrais beaucoup plus entendue. (M1-V)

Notons que tous deux se définissent comme plus près de la formation politique provinciale Québec solidaire. Aussi, la compréhension des tenants et aboutissants de la question du mode de scrutin est très complexe. Il y a lieu de croire que la plupart des participants ne savaient pas nécessairement à quoi cela faisait référence.

La diminution de l'âge du droit de vote

Une seule répondante a mentionné qu'il pourrait être intéressant d'obtenir le droit de vote dès 16 ans : « Pis descendre le vote en bas de 18 ans. T'as le droit de conduire un char à 16 ans, pourquoi tu peux pas voter ? » (M1-A). Devant les doutes d'un de ses coparticipants, celle-ci a insisté sur le rôle que le système éducatif pourrait jouer : « si t'as le droit de voter à 16 ans, tu irais chercher de l'information à partir de 16 ans, et si y'en donnait dans les écoles secondaires en plus » (M1-A).

Une autre répondante considère quant à elle que d'obtenir le droit de vote plus tôt ne garantirait en rien un vote « de qualité » : « On s'entend qu'à 16 ans, y'en a une couple qui vont faire ça, juste pour le *trip* d'aller voter » (M1-C).

L'ajout de mécanismes de consultation

Tout comme l'idée de modifier le mode de scrutin, la possibilité d'ajouter des mécanismes de consultation a été très peu soulevée. Une seule répondante a mentionné qu'il serait intéressant d'offrir plus de pouvoir aux citoyens à l'extérieur des périodes électorales : « Y'a pas assez de petits référendums, ou de sondages qui pourrait y avoir sur Internet. Est-ce que vous voulez qu'on vote pour... je sais pas... le... les... des politiques du genre l'injection... l'euthanasie. Ou on pourrait peut-être voter, à part le vote, sur Internet, pour dire notre opinion » (M1-V). Dans la même veine, une autre participante a lancé qu'il serait intéressant d'inviter les citoyens – pendant les scrutins – à mentionner ce qu'ils désireraient changer au sein de l'État :

Pis s'il nous demanderait ce qu'on veut changer dans le Québec, le Canada ou la ville, ce serait intéressant ça. T'sais, je veux dire vraiment, ça se peut peut-être pas... mais genre « donnez-nous un sujet que vous voulez changer », chaque personne pourrait dire « moi je trouve que les mères devraient gagner plus d'argent ». Ils pourraient tout prendre ça en considération. Ce que la population veut vraiment. (Q-SJ)

Le vote obligatoire

La proposition de rendre le vote obligatoire pour contrer l'abstention a soulevé une plus grande animation de la part des participants. La mesure a été considérée pertinente puisque le vote obligatoire irait de pair avec une sanction à l'abstention :

Je pense que c'est en Australie, que tu peux avoir une amende si tu vas pas voter, genre 20 \$. Moi je trouve que c'est une bonne idée. Moi j'irais car j'aurais pas le goût de payer 20 \$. C'est une bonne idée. (M1-D)

Mais si y'aurait des frais, non j'pense que j'irais ! (M1-St)

Ben c'est sûr, ça fait voter le monde qui veule pas y aller. (M2-M)

Si le monde vont pas voter... À un moment donné, si ils veulent que les gens aillent voter... ils auront pas le choix de mettre ça, d'une manière ou d'une autre, obligatoire... (Q-Me)

En plus de contrer l'abstention, une répondante souligne que l'obligation de se rendre aux urnes permettrait d'offrir une meilleure représentation : « Mais je pense qu'en même temps, ça serait plus représentatif. Car là, on a l'impression que tous ceux qui vont voter, c'est du libéral. T'sais, on dirait que ça revient toujours à ça... [...] Mais en faisant voter tout le monde, on aurait vraiment plus l'opinion de tout le monde. » (M2-M).

À l'opposé, trois participants ont plutôt argumenté que le vote obligatoire viendrait plutôt fausser les résultats électoraux puisque l'obligation de voter ne rime pas nécessairement avec l'obligation d'avoir un vote informé. Une répondante souligne que qu'il y a « un paquet de monde qui saurait pas pour qui voter qui ferait juste un X » (M1-St). De la même façon, une participante explique que si sa désertion des bureaux de vote est liée à sa faible information concernant les enjeux politiques, lui empêchant de « faire un choix éclairé », un vote obligatoire l'aurait entraîné à « vot[er] pour n'importe qui et ça aurait servi à rien » (J-P). Toujours

dans une perspective de faible information, une répondante ajoute que d'autres électeurs, comme « appelle-rait [leur] sœur pour lui demander pour qui tu votes » (M1-C).

Un répondant a quant à lui exposé qu'un vote obligatoire avec amende ne serait qu'« une taxe cachée » (M2-JF). Deux autres participants ont plutôt évoqué qu'une telle contrainte serait incompatible avec la liberté garantie par notre système démocratique :

Ouais, parce que je pense pas qu'ils aient le droit de te dire que t'es obligé d'y aller. C'est quoi, ils vont te donner une amende ? [...] J'pense pas qu'ils vont te dire « on va aller te chercher chez vous, tu vas aller voter » (Q-Y)

Non, justement, on est en démocratie. On est dans un pays libre. On fait comme on veut. C'est supposé être comme on veut. (J-B)

De façon analogue, une répondante explique que l'abstention offre une certaine liberté : « C'est une liberté, avoir le droit de ne pas aller voter » (Q-Kr).

Finalement, pour une participante, la mesure ne serait toutefois pas suffisante et ne parviendrait pas à éliminer l'ensemble de l'abstention : « Je suis sûre qu'il y en aurait qui aurait les amendes pareil » (M2-P).

5.4.2. Des changements concernant la classe politique

Il a été souligné dans la première partie de ce rapport que la classe politique souffrait d'une assez faible estime de la part des participants aux groupes de discussion. Ainsi, quelques-unes des propositions soulevées concernaient plus directement les politiciens. Les idées lancées s'inscrivent dans un registre assez peu concret. Outre les questions liées à l'offre électorale, il s'agit d'intuitions faiblement approfondies.

Une plus grande diversité de l'offre électorale

Lorsqu'ils ont été invités à indiquer ce qui pourrait les encourager à voter, seulement trois répondants ont parlé d'emblée de la variété de l'offre électorale. Un répondant explique que sa participation lors des prochaines élections « dépend[ra] du genre de parti qu'il va y avoir » (Q-T). Dans le même esprit, un individu suggère qu'il serait intéressant d'avoir « un parti de gauche, de droite et de centre » dans la mesure où, selon lui, « avec les libéraux, y'a comme pas de partis de droite » (M2-JF).

La question de l'offre électorale peut être liée à celle de la réforme du mode de scrutin. Dans sa critique du bipartisme, M1-V déplore le fait que peu de partis peuvent espérer prendre les rênes du pouvoir. Ainsi, la diversité électorale se trouve freinée par la prédominance d'un faible nombre de formations politiques.

À la recherche du « nouveau »

Pour quelques répondants, il est nécessaire d'offrir de la nouveauté aux électeurs. Certains d'entre eux ont insisté sur la présence des jeunes en politique¹⁴ :

Du nouveau monde. Des nouveaux, plus jeunes, plus vivants un peu. Pas des vieilles personnes qui t'sais, veux, veux pas. Comment j'peux t'expliquer ça, ils pensent pas juste aux jeunes. Tout le temps les vieux, les vieux. Avec leur pension pis toute. C'est correct, y'en faut, ça en prend. Mais faut penser plus un peu à nous autres aussi. En mettant du monde plus jeune, j'pense ben. (J-B)

De façon très abstraite, une répondante indique que pour la convaincre de voter, « il faudrait que quelqu'un sorte quelque chose de nouveau, très nouveau » et « que personne a vu, qui sort avec des idées vraiment

14. L'intérêt pour une plus forte présence des jeunes parmi la députation est traité dans la section 2.4.2. *La perception de l'intérêt des politiciens pour les jeunes.*

géniales » (M1-St). Évidemment, tel que relevé par une de ses coparticipantes, son faible niveau d'intérêt et d'information fait qu'« [elle] le saurai[t] pas vraiment » (M1-A).

Gagner la confiance des citoyens

D'autres jugent que les politiciens se doivent d'œuvrer pour gagner la confiance des citoyens. Ici, les propositions – peu ou prou concrètes – se mêlent à des griefs. En fait, on observe surtout un discours teinté par le cynisme. Pour deux répondants, il est nécessaire que les députés s'attachent à leur promesse :

Mais s'ils continuent à dire, « ah on va faire ça, on va faire ça » et non on est « ah ok ». On les fait élire, et ils font... rien. Ouais finalement... Ça nous encourage pas à aller voter après, car si on les élit, peut-être qu'ils feront pas ce qu'ils ont dit... (Q-ME)

Si y'a un parti qui respecte sa parole, pis que vraiment ça me plait et que ça va bien. Peut-être que j'irai voter pour eux. Pour les réélire. (Q-Y)

De façon corollaire, un autre répondant indique qu'il est nécessaire que les politiciens « arrê[ent] de nous cacher des choses » (M2-Jo).

5.4.3. Des changements techniques

Les répondants ont été invités à se prononcer sur quelques changements techniques qui pourraient favoriser une plus large participation électorale. Les idées discutées, ou proposées, concernent la façon de tenir le vote, telles que le vote en ligne ou des changements particuliers concernant les bureaux de scrutin.

Le vote en ligne

Sept participants ont parlé du vote par Internet comme l'élément qui saurait être le plus efficace, concrètement, pour augmenter la participation électorale. Le fait de le tenir en ligne rendrait le vote plus accessible et plus rapide. En somme, le « coût » de se rendre aux urnes serait largement diminué :

Au moins le fait de le mettre en ligne, je pense que ça aiderait... (Q-M)

Si je me lève un matin et que j'ai ça. Je serai plus porté à regarder que s'il faut que je me déplace, dépendamment de ce que j'ai à faire dans telle journée. Mettons. Ça prend 30 secondes aller voter plutôt que prendre une heure, aller voter. C'est plus accessible mettons. (J-A)

Tu te lèves le matin, un café, un coup de clic, c'est fait. T'as pas besoin d'aller au centre communautaire, faire la file, toute le kit. C'est sûr, c'est plus vite. (J-B)

Je pense aussi. C'est plus accessible. Internet, pas mal tout le monde a ça chez eux. Ça prend pas de déplacement. (J-P)

Ça donnerait plus de temps (J-K)

Si tu pouvais voter de chez toi sur ton ordinateur, aussi. Y'aurait peut-être plus de jeunes vedges qui voteraient. (M1-A)

S'il y avait plus d'informatique c'est sûr que ça aiderait le monde... Le monde ferait ça plus de chez eux. (Q-Kr)

Malgré un certain enthousiasme pour une telle mesure, quelques inquiétudes ont été soulevées. Une seule répondante a mentionné qu'Internet compliquerait le vote (J-K). La plupart des réticences relèvent de la sécurité informatique :

Ben je veux dire y'a des gens qui ont réussi à pirater le site de Revenu Canada... (M1-A)

Mais il faudrait que ce soit sécuritaire. Mais même Jean-René Dufort, il a prouvé qu'une plante ou un chien peut voter... C'est vrai, il l'a fait, il a fait voter sa plante. J'imagine que sur internet ça pourrait être piraté. On pourrait quand même avoir un système sécuritaire. (M1-V)

Mais ça serait peut-être dangereux... (Q-ME)

Les vols pis toute. (Q-SJ)

Une répondante nuance toutefois en rappelant qu'il y a toujours moyen de fausser le vote, qu'il soit sur papier ou en ligne :

Ceux qui s'occupent des votes peuvent faire de la corruption. La corruption y'en a partout. Par exemple, la puce sur les cartes de crédit, ça a pris combien de temps avant que les gens commencent à les cloner ? Y'en a toujours un plus intelligent qu'un autre, qui va trouver la faille... le moyen de fourrer le système. (M1-C)

Ainsi, malgré les inquiétudes liées au processus, le vote par Internet demeure pour plusieurs une option à considérer.

Des bureaux de scrutin plus nombreux aux heures d'ouverture bonifiées

Quelques participants ont relevé qu'il serait pertinent d'offrir un plus grand nombre de bureaux de scrutin afin de permettre une plus grande rapidité au processus : « Ou qu'il y ait plus de bureaux de vote. T'sais, arriver là et attendre une heure... » (Q-Me).

En plus du nombre de bureaux, d'autres ont souligné que ces derniers devraient être ouverts plus longtemps, notamment hors de la journée des élections :

Tout le monde y va en même temps. Peut-être que ce serait mieux si ça durait plus qu'une journée, peut-être que cette journée-là j'ai d'autres choses à faire en finissant de travailler. (Q-ME)

Une plus large période de vote pourrait également favoriser la difficulté pour certains, telle que soulevée par une participante mère de trois enfants, de concilier le travail, la famille et la participation politique.

Par ailleurs, réunissant les deux idées, le fait d'offrir un plus grand nombre de bureaux et lors d'une plus longue période de temps faciliterait, selon une répondante, l'accès puisqu'il serait plus simple d'y arrêter en passant (Q-SJ).

Notons toutefois que le fait d'avoir soulevé ses idées en discussion démontre également que certains citoyens ne savent pas qu'il est possible pour eux de voter lors d'un grand nombre de plages horaires à l'extérieur de la journée même des élections.

5.4.4. Les éléments conjoncturels

Finalement, certains participants ont relevé que leur participation lors de scrutin ultérieur dépendrait de différents éléments de nature plus conjoncturelle ou contextuelle, c'est-à-dire d'éléments liés plus directement à la campagne électorale ou à leur situation. Parmi ceux-ci, on retrouve l'intérêt pour des thèmes particuliers et la présence de personnalités politiques rassembleuses ou charismatiques.

Un intérêt pour des thématiques particulières

Plusieurs participants ont relevé que la mise à l'agenda ou la mise en exergue de différents sujets pourraient les conduire à voter. Il s'agit plus généralement de thèmes qui les touchent personnellement. Par exemple, une mère a insisté sur le fait que « s'il y a des choses qui peuvent [la] toucher, c'est la famille » (Q-Kr). Une autre mère met plutôt l'accent sur l'intimidation : « c'est l'intimidation, t'sais ils en parlent, mais ils font rien » (J-K).

Le fait de voir une adéquation entre les enjeux politiques mis de l'avant et leur quotidien favoriserait – selon quelques répondants – leur intérêt pour la politique et corollairement leur participation électorale :

C'est ça. T'sais, quelque chose que je vois tous les jours et qu'ils en parlent. Ça va plus m'accrocher que quelque chose que je vois jamais. (J-A)

Ben moi je vais aller voter, parce que je trouve que... je suis pas d'accord avec tout ce qu'un parti dit, mais y'a toujours quelque chose qui m'accroche plus, par rapport, mettons, moi je m'en vais infirmière, y'a des choses qui m'accrochent par rapport à ça, ou par rapport à mon statut d'étudiante. C'est sûr que ... je m'informe pas au maximum de ce que je pourrais faire, mais je vais continuer à aller voter pareil. (Q-L)

Ben c'est sûr, moi je travaille dans la construction. Fait que, le libéralisme, plus d'entreprise privée, c'est sûr que je suis un peu plus tourné vers ça. Mais, à part ça, pas grand-chose... (Q-Y)

Moi c'est la même chose. Je suis dans la construction aussi, à part ça... S'il y a quelque chose qui va pouvoir aider dans l'avenir, ma génération... (Q-ME)

La présence de personnalités politiques rassembleuses

Tel qu'abordé dans la section à propos des motifs de vote, la présence de personnalités charismatiques a su convaincre quelques abstentionnistes à voter. Quoiqu'un participant, malgré son intérêt pour un chef en particulier et son nouveau parti, explique être déçu de ne pas y être allé malgré tout. Alors qu'on demandait quelle situation les emmènerait à voter, un participant s'est exclamé qu'il aimerait le retour d'un René Lévesque (M1-Sb).

Les personnalités qui se présentent lors des élections demeurent importantes dans la perception que peuvent avoir les individus de l'importance du scrutin. L'intérêt pour le vote se trouve donc lié aux qualités ou aptitudes exceptionnelles des politiciens à se présenter devant les citoyens.

Conclusion

En conclusion, soulignons que l'abstention n'est pas nécessairement un comportement définitif pour les électeurs ayant participé aux groupes de discussion. Un peu plus de la moitié d'entre eux indiquent ne jamais avoir voté, alors que d'autres ont déjà participé à certains scrutins ou affichent le désir d'y participer ultérieurement. Les motifs d'abstention et de participation, résumés au tableau 5, peuvent être liés tant à des considérations strictement individuelles qu'à des dimensions systémiques ou circonstancielles. Ceci peut laisser croire que les pistes de réflexion pour valoriser la participation électorale peuvent se faire des plans très variés, allant des actions pour permettre une plus grande formation civique à la mise de l'avant d'enjeux importants lors des campagnes électorales pour attirer les électeurs. Toutefois, les aspects individuels sont ceux qui prennent le plus d'importance concernant les motifs d'abstention. De plus, il est difficile de déterminer quelles catégories de motifs a préséance sur les autres puisque ceux-ci peuvent émerger de façon dynamique. Par exemple, le manque de temps pour se rendre au bureau de vote peut tant témoigner d'une perception de flexibilité insuffisante des journées et heures d'ouverture des bureaux de scrutin que d'un manque d'intérêt empêchant les individus de mettre les élections dans leurs priorités.

TABLEAU 5.
Les motifs d’abstention et de participation soulevés par les participants

Motifs d’abstention	Motifs de participation
Individuel <ul style="list-style-type: none"> • Désintérêt • Perception d’une faible compétence • Manque de connaissance 	Individuel <ul style="list-style-type: none"> • Curiosité à l’obtention de la majorité • Perception d’une pression des pairs (surtout la famille)
Circonstanciel <ul style="list-style-type: none"> • Problèmes liés à l’inscription • Manque de temps • À l’extérieur de la ville 	Circonstanciel/relatif au monde politique <ul style="list-style-type: none"> • Contexte politique particulier • Personnalité politique charismatique
Politique/systemique <ul style="list-style-type: none"> • Critique du système politique 	
Incompréhension/manque d’information <ul style="list-style-type: none"> • Perceptions inexactes • Manque d’informations sur les dates du scrutin 	

Se questionner sur les motifs de participation et d’abstention nécessite également de réfléchir au(x) sens accordé(s) tant au vote qu’à l’abstention. Le fait d’entendre le vote comme un devoir plutôt qu’un droit est souvent lié à une plus forte propension à participer aux élections. Ainsi, alors qu’il aurait été attendu que la plupart des répondants indiquent que le vote est un droit selon eux, au moins la moitié des participants considèrent qu’il s’agit entre autres d’un devoir¹⁵. Dans les deux cas, on observe plusieurs arguments pour justifier chacune des positions. En ce qui a trait au devoir, le vote est considéré par certains comme un devoir « moral » en ce sens qu’ils perçoivent qu’il est de leur devoir de participer au projet social en votant. Toutefois, certains ont expliqué que le vote revêtait pour eux un sens de devoir puisqu’on leur impose cette action, au même titre qu’un étudiant se voit imposer des travaux scolaires. Ceux qui considèrent que le vote est un droit plutôt qu’un devoir mettent en lumière l’absence d’obligation et le fait qu’il s’agit d’un droit qu’on acquiert. Aussi, certains vont souligner que le vote est un droit puisque, selon eux, son corollaire, le droit de s’abstenir existe aussi. Concernant l’abstention, on note que peu de sens lui est accordé. Alors qu’on pourrait croire à un acte politique, visant à exprimer une forme de désaccord à l’égard d’un ou plusieurs aspects de la politique, on observe plutôt, pour la plupart, le simple témoignage d’un désintérêt. Par ailleurs, si quelques-uns mentionnent que leur abstention n’était pas guidée par une volonté politique particulière, ils considèrent que le taux d’abstention, au sens des abstentions agrégées, peut porter un message, au moins d’un désintérêt ordinaire. Notons que les opinions sont plus divergentes concernant le sens du vote blanc¹⁶. Pour certains, probablement en raison de la pression sociale inhérente au vote, le fait d’annuler son vote est plus légitime que la simple abstention. Par extension, quelques-uns considèrent que le message de désaccord général offert par le vote blanc s’en trouve plus légitimé également. Pour un seul répondant, l’abstention offre un sens politique plus radical que le vote blanc, dans la volonté de s’inscrire à l’extérieur des taux de participation. Pour d’autres, il s’agit de deux moyens s’équivalent totalement, aux retombées politiques moindres et assez similaires.

En tout dernier lieu, différentes pistes d’actions visant à augmenter la participation électorale ont été discutées et sont synthétisées au tableau 6. Les mesures ayant le plus occupé les conversations ont été l’éducation civique ou politique ainsi que le vote obligatoire. Aucun consensus ne s’est dessiné pour l’une ou l’autre des propositions.

15. Dix ont déclaré que le vote, à leur sens, était un devoir. Six autres ont indiqué qu’il était à la fois un droit et un devoir.

16. Dans la mention « vote blanc », nous incluons toute forme d’annulation de son vote.

D'une part, si plusieurs observent que l'éducation civique, notamment obligatoire, permettrait la création d'un bagage de connaissances nécessaires à la compréhension des enjeux politiques, ainsi qu'une étincelle d'allumage pour développer un certain intérêt, d'autres considèrent qu'elles seraient vaines. Ce dernier discours est marqué par un profond relativisme qui estime que l'intérêt pour la politique ou toute autre thématique est propre à chacun : certains s'intéressent au hockey, d'autres à la politique et c'est comme ça. Relativement au vote obligatoire, certains croient qu'il s'agit du seul moyen permettant d'augmenter réellement le taux de participation. Toutefois, d'autres soulignent que son obligation entraînerait un vote de moins grande « qualité », expliquant que des gens qui, tout comme eux, n'ont aucun intérêt ou connaissance concernant les enjeux politiques risqueraient d'enregistrer des votes peu réfléchis.

TABLEAU 6.
Les modifications à apporter pour favoriser la participation électorale selon les répondants

Motifs d'abstention	Motifs de participation
Changements structurels	<ul style="list-style-type: none"> • L'éducation civique ou politique • Une information plus accessible • La réforme du mode de scrutin • La diminution de l'âge d'obtention du droit de vote • L'ajout de mécanismes de consultation des citoyens • Le vote obligatoire
Changements concernant la classe politique	<ul style="list-style-type: none"> • Une plus grande diversité de l'offre électorale • La « nouveauté » • Gagner la confiance des citoyens
Changements techniques	<ul style="list-style-type: none"> • Le vote en ligne • Des bureaux de scrutin plus nombreux aux heures d'ouverture bonifiées
Éléments conjoncturels	<ul style="list-style-type: none"> • Un intérêt pour des thématiques particulières • La présence de personnalités politiques rassembleuses

Conclusion générale

Pour conclure, les différents constats retrouvés dans la littérature semblent concorder avec le portrait dressé des groupes de discussion de jeunes abstentionnistes. Nous les résumerons sur trois points distincts : les facteurs attitudinaux, le poids de la pression sociale et du « sens du devoir » et la participation politique.

Tout d'abord, il a été révélé dans différentes études (notamment Blais et Loewen, 2011 ; Gélinau, 2013 ; Gélinau et Morin-Chassé, 2009) que les facteurs attitudinaux parviennent à mieux expliquer la participation électorale que les facteurs sociodémographiques. Les principaux facteurs attitudinaux étudiés sont l'intérêt pour la politique, les connaissances concernant la politique et le cynisme. Concernant ce dernier, il a été observé par Gélinau et Morin-Chassé (2009) qu'il était corrélé avec l'âge, ce qui laisserait croire que le cynisme joue un rôle relativement marginal auprès des jeunes citoyens. Toutefois, dans une étude plus récente, Gélinau (2013) note que le cynisme aurait joué sur l'abstentionnisme des jeunes Canadiens lors de l'élection de mai 2011. Selon les résultats de nos groupes de discussion, on peut considérer que le cynisme est en effet présent dans le discours des abstentionnistes rencontrés. Toutefois, il semble s'éclipser derrière les questions d'intérêt et d'informations. Concernant l'intérêt, notons tout d'abord que celui-ci est corrélé avec l'âge (Gélinau et Morin-Chassé, 2009). Il n'est donc pas surprenant que les électeurs de 18 à 35 ans rencontrés soient caractérisés par un assez faible intérêt pour la politique. Toutefois, comme souligne Dostie-Goulet (2009), la conceptualisation de l'intérêt pour la politique en sciences sociales est complexe dans la mesure où l'absence d'action est considérée comme un manque d'intérêt. Par le fait même, l'intérêt pour la politique des jeunes citoyens serait souvent sous-évalué. Toutefois, dans nos groupes de discussion, nous observons un fort désintérêt en ce qui a trait aux actions posées, mais également selon la perception subjective de chacun. En effet, peu nombreux sont les répondants qui se disent au courant ou intéressés par la politique.

À la lumière des groupes de discussion tenus, il est difficile de distinguer les effets du désintérêt pour la politique de ceux de l'absence de connaissances politiques. La perception de la politique comme trop complexe et le désintérêt pour cet univers évoluent dans une relation dynamique, composée d'aller-retours. Dans la mesure où il est difficile de percevoir comment les deux éléments se coconstruisent dans le vécu des abstentionnistes rencontrés, nous avons qualifié cette relation de « nœud ». D'une part, le manque d'intérêt semble freiner l'accumulation des connaissances nécessaires aux citoyens à saisir le monde politique, mais la complexité perçue de ce monde peut également étouffer l'intérêt naissant.

En dénouant les ficelles de ce « nœud », on observe que la perception d'une faible compétence citoyenne pour saisir les enjeux politiques est probablement liée à une faible consommation médiatique. Les répondants qui ont indiqué s'informer via un média ou un autre le font plus souvent de façon passive : des bribes d'informations sont saisies au passage, par exemple un article partagé sur Facebook, les nouvelles télévisées jouant au moment où on ouvre la télévision, etc. Ainsi, le rapport à l'information des répondants se joue sur deux plans : l'accès à des informations de nature politique de qualité et la perception d'avoir les compétences nécessaires pour la comprendre. Si cette information est vue comme accessible, le désintérêt empêche plusieurs répondants de la consulter. Par extension, ce désintérêt limitera la perception de « compétence » civique des participants.

En amont des questions de consommation médiatique, notons que le portrait dressé par les répondants de leur univers politique est largement caractérisé par le manque de confiance : la politique est vue en termes peu positifs et la classe politique – à quelques exceptions près – est caractérisée par un manque de confiance. Si la démocratie n'est pas remise en question, il existe toutefois une tension entre l'insatisfaction et l'importance de la démocratie. Celle-ci est importante, mais demeure l'idée qu'elle puisse être travestie au profit d'une classe en particulier et que les citoyens ont assez peu de pouvoir, que ce soit au sein même des

élections, ou à l'extérieur des périodes électorales. Malgré ces critiques envers le système politique et les politiciens, les revendications concrètes visant à modifier certains aspects de cette vie politique sont très marginales. Très peu de participants ont élaboré autour de questions telles que la réforme du mode de scrutin, la multiplication des lieux de pouvoir pour les citoyens ou autres.

Un deuxième point relevé dans la littérature est le poids de la pression sociale et du « sens du devoir ». Les changements liés aux attitudes, aux valeurs ou aux croyances des nouvelles générations expliqueraient la diminution de la participation électorale des jeunes électeurs (Blais et Loewen, 2011). Blais et Loewen insistent particulièrement sur le « sens du devoir » perdu. En 2009, Gélinau et Morin-Chassé mettaient de l'avant l'ancrage du vote : si pour les électeurs plus âgés le vote est lié à un sens du devoir, chez les plus jeunes, il serait plutôt commandé par les pressions sociales. Or ici, nous faisons le constat que pour plusieurs jeunes électeurs, le vote est toujours vu comme un devoir, malgré leur abstention. Il s'agit ici d'un résultat un peu curieux car nous nous serions attendus à ce que la plupart des participants perçoivent le vote comme un droit, accompagné de son corollaire le droit à l'abstention. Pourtant, presque autant d'individus ont déclaré que le vote était un devoir plutôt qu'un droit. Toutefois, si l'idée de devoir est réapparue à plusieurs reprises, il était entendu comme imposé de l'extérieur, et non pas au sens d'un devoir lié à une « dette morale ». Rappelant donc le devoir au sens scolaire, le vote y est perçu comme une tâche attendue de leur part, mais qui ne demeure liée à aucune contrainte.

Finalement, on a observé dans la littérature l'idée que les jeunes citoyens s'impliqueraient différemment en politique que les générations précédentes. Ainsi, on pose l'idée que la définition même de la participation politique, considérée en termes strictement électoraux, nuit à la constitution d'un portrait complet de la participation des jeunes électeurs. Si une telle réalité est peut-être effective auprès de certains groupes de jeunes, nous observons que les répondants ayant participé aux groupes de discussion ne semblent que très faiblement marqués par la participation politique. La participation à des formes d'actions vues comme « alternatives » telles que les manifestations, les pétitions ou les boycottages est plutôt rare parmi les participants à cette étude. Cependant, quelques-uns y participent tout de même. Aussi, au fil des discussions, plusieurs ont émis des opinions politiques, ce qui pourrait également indiquer une certaine forme d'engagement.

Pour terminer, l'abstention ne semble pas, ou très peu, s'inscrire dans une forme de registre d'action. L'abstention comme expression politique existe certainement plus largement dans d'autres groupes sociaux, mais ce discours est très marginal dans les propos recueillis dans les groupes de discussion. Un seul répondant a expliqué que son abstention s'inscrivait dans le cadre d'une revendication, « ne pas voter c'est aussi dire que y'a rien qui nous représente » et « ça requestionne le système démocratique ». Pour reprendre la typologie de Muxel (2007) relatée dans la première partie, les jeunes abstentionnistes rencontrés se rapprochent de la catégorie « hors-jeu » dans la mesure où ils correspondent *sociologiquement* à la catégorie la moins prompte à voter. Toutefois, plus du tiers d'entre eux indique avoir déjà voté au moins une fois. Leur parcours électoral est encore très court, mais on observe déjà une intermittence dans l'abstention de certains. Somme toute, il demeure que l'absence de vote semble plutôt témoigner d'un désintérêt, ou d'un désengagement, à l'instar des « hors-jeu » de Muxel. Selon les profils de désengagement élaborés par Mahéo, Dejaeghere et Stolle (2012), on observe également une certaine diversité auprès des jeunes abstentionnistes rencontrés. Cependant, la plupart étant marqués par un faible intérêt et une faible connaissance, on rapprocherait une large part d'entre eux au profil des « démunis ». On observe malgré tout que certains individus se rapprochaient plutôt des « critiques », dans ce sens où, sans avoir nécessairement une information de grande qualité, ils affichaient des niveaux de cynisme assez élevé. On retrouve également quelques « occupés » ou « attentistes » qui présentent un certain intérêt pour la politique, ou quelques connaissances, et qui ont exprimé leur désir de participer à des scrutins futurs.

Afin de mieux saisir l’articulation entre les différents éléments exposés dans cette recherche – la socialisation politique, la perception des différents éléments de l’univers politique ainsi que la participation politique elle-même – il aurait été intéressant d’approfondir des thématiques seul à seul avec les répondants. Une plus grande quantité d’informations sur chaque personne ne permettrait pas de généraliser les conclusions plus que cette recherche ne le fait déjà. Néanmoins, une connaissance plus approfondie permettrait de dresser une carte plus complexe des différentes facettes de la place de la politique dans la vie de ces citoyens.

Annexes

ANNEXE I. Profil des répondants

Profil social

#	Code	Âge	Sexe	Ville	Niveau scolaire atteint	Pays d'origine
1	Q-F	19	F	Québec	Cours technique ou cégep (sans diplôme)	Canada
2	Q-T	19	M	Québec	Cours technique ou cégep (sans diplôme)	Maroc
3	Q-L	20	F	Québec	Cours technique ou cégep (sans diplôme)	Canada
4	Q-SJ	26	F	Québec	Cours secondaire ou DEP (avec diplôme)	Canada
5	Q-Y	26	M	Québec	Cours secondaire ou DEP (avec diplôme)	Canada
6	Q-ME	20	F	Québec	Cours secondaire ou DEP (avec diplôme)	Canada
7	Q-Kv	26	M	Québec	Cours secondaire ou DEP (sans diplôme)	Canada
8	Q-M	28	F	Québec	Cours technique ou cégep (avec diplôme)	Canada
9	Q-Kr	31	F	Québec	Cours secondaire ou DEP (avec diplôme)	Canada
10	J-P	19	F	Jonquière	Cours technique ou cégep (sans diplôme)	Canada
11	J-K	34	F	Jonquière	Cours secondaire ou DEP (sans diplôme)	Canada
12	J-B	19	M	Jonquière	Cours secondaire ou DEP (avec diplôme)	Canada
13	J-A	X	M	Jonquière	X	Canada
14	M1-JP	25	M	Montréal	Cours technique ou cégep (avec diplôme)	Canada
15	M1-F	21	M	Montréal	Cours secondaire ou DEP (avec diplôme)	Canada
16	M1-S	25	F	Montréal	Cours secondaire ou DEP (sans diplôme)	Canada
17	M1-C	31	F	Montréal	Cours secondaire ou DEP (avec diplôme)	Canada
18	M1-A	23	F	Montréal	Cours secondaire ou DEP (sans diplôme)	Canada
19	M1-V	33	F	Montréal	Cours technique ou cégep (avec diplôme)	Canada
20	M1-Sb	32	M	Montréal	Cours secondaire ou DEP (sans diplôme)	Canada
21	M1-D	23	M	Montréal	Cours technique ou cégep (sans diplôme)	Canada
22	M1-Sn	21	F	Montréal	Cours technique ou cégep (sans diplôme)	Canada
23	M2-C	31	F	Montréal	Cours technique ou cégep (sans diplôme)	Canada
24	M2-P	26	F	Montréal	Cours secondaire ou DEP (avec diplôme)	Canada
25	M2-JF	25	M	Montréal	Cours secondaire ou DEP (avec diplôme)	Canada
26	M2-Je	29	F	Montréal	Cours secondaire ou DEP (sans diplôme)	Canada
27	M2-Jo	32	M	Montréal	Cours secondaire ou DEP (sans diplôme)	Canada
28	M2-S	24	M	Montréal	Cours secondaire ou DEP (sans diplôme)	Canada
29	M2-M	29	F	Montréal	Cours secondaire ou DEP (avec diplôme)	Canada
30	M2-V	18	F	Montréal	Cours secondaire ou DEP (sans diplôme)	Canada

ANNEXE II.**Questionnaire préentrevue****Participation électorale**

1. Avez-vous voté à ces dernières élections :

Élection <u>municipale</u> du 3 novembre 2013	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	Je n'avais pas le droit de vote
Élection <u>provinciale</u> du 4 septembre 2012	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	Je n'avais pas le droit de vote
Élection <u>fédérale</u> du 2 mai 2011	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	Je n'avais pas le droit de vote
Élection <u>municipale</u> du 1 ^{er} novembre 2009	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	Je n'avais pas le droit de vote
Élection <u>fédérale</u> du 14 octobre 2008	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	Je n'avais pas le droit de vote
Élection <u>provinciale</u> du 8 décembre 2008	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	Je n'avais pas le droit de vote

Identification partisane

2. Vous sentez-vous proche d'un des partis politiques de la scène provinciale ?

- Oui
 Non (passez à la question 4)

3. De quel parti politique de la scène provinciale vous sentez-vous le plus proche ?

- Parti québécois (PQ)
 Parti libéral du Québec (PLQ)
 Coalition Avenir Québec (CAQ)
 Québec Solidaire (QS)
 Option nationale (ON)
 Parti vert du Québec (PVQ)
 Autre _____

4. Vous sentez-vous proche d'un des partis politiques de la scène fédérale ?

- Oui
 Non (passez à la question 6)

5. De quel parti politique de la scène fédérale vous sentez-vous le plus proche ?

- Parti conservateur du Canada (PCC)
 Parti libéral du Canada (PLC)
 Nouveau parti démocratique (NPD)
 Bloc Québécois (BQ)
 Parti vert du Canada (PVC)
 Autre _____

Indice de confiance politique

6. Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait.e, assez, peu ou pas satisfait.e de la façon dont la démocratie fonctionne au Québec ?
- Très satisfait.e
 - Assez satisfait.e
 - Peu satisfait.e
 - Pas satisfait.e
7. Veuillez indiquer si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord, ou tout à fait en désaccord avec l'énoncé suivant : *Tous les partis politiques se ressemblent ; il n'y a pas vraiment de choix.*
- Tout à fait d'accord
 - Plutôt d'accord
 - Plutôt en désaccord
 - Tout à fait en désaccord
8. Veuillez indiquer si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord, ou tout à fait en désaccord avec l'énoncé suivant : *Les gens comme vous n'ont pas leur mot à dire à propos des actions du gouvernement.*
- Tout à fait d'accord
 - Plutôt d'accord
 - Plutôt en désaccord
 - Tout à fait en désaccord
9. Veuillez indiquer si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord, ou tout à fait en désaccord avec l'énoncé suivant : *La plupart du temps, nous pouvons avoir confiance que les gens du gouvernement feront ce qui est juste.*
- Tout à fait d'accord
 - Plutôt d'accord
 - Plutôt en désaccord
 - Tout à fait en désaccord
10. Veuillez indiquer si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord, ou tout à fait en désaccord avec l'énoncé suivant : *Les élections sont une façon de tenir les gouvernements responsables de leurs actes.*
- Tout à fait d'accord
 - Plutôt d'accord
 - Plutôt en désaccord
 - Tout à fait en désaccord

Informations socio-économiques

11. Êtes-vous...

Un homme

Une femme

12. Quelle est la langue que vous avez apprise en premier lieu à la maison dans votre enfance et que vous comprenez toujours aujourd'hui ?

Français

Anglais

Autre :

13. Dans quel pays êtes-vous né ? _____

14. Quel niveau scolaire avez-vous complété ?

Cours secondaire ou DEP (sans diplôme)

Cours secondaire ou DEP (avec diplôme)

Cours technique ou cégep (sans diplôme)

Cours technique ou cégep (avec diplôme)

15. Quel âge avez-vous ? _____

ANNEXE III.

Guide d'entrevue

Mot d'introduction

Bonjour à toutes et à tous,

Tout d'abord, je vous remercie de vous être déplacés jusqu'ici pour participer à ce groupe de discussion.

Je m'appelle Joëlle Steben-Chabot. Je suis étudiante à la maîtrise en science politique à l'Université Laval et je m'intéresse à votre opinion sur la démocratie et le vote.

Sachez que la discussion sera enregistrée. Aussi, pour les fins de la discussion, nous utiliserons vos prénoms. Toutefois, ceux-ci seront modifiés lorsque nous rédigerons le compte-rendu. Ainsi, soyez assurés que votre anonymat sera préservé.

Pour la discussion, j'attendrai de vous des réponses franches, honnêtes et sincères. Il ne s'agit en rien d'un quiz, il n'y aura donc aucune mauvaise réponse. Je ne suis pas à la recherche de spécialistes sur les élections, mais bien de citoyens. Aussi, je ne suis pas à la recherche du consensus entre vous. Si votre opinion est différente de celle du reste du groupe, vous devez vous sentir à l'aise de nous la livrer. Puisque je désire obtenir la plus grande variété d'opinions, il est possible que j'interrompe parfois certaines personnes et que j'en invite d'autres à s'exprimer davantage. Il n'est donc absolument pas question de juger des opinions qui seront livrées ici. En fait, un peu moins de 30 % des électeurs québécois se sont abstenus aux dernières élections, et l'idée est vraiment d'en comprendre plus sur le sujet.

Notez également que vous pouvez prendre des notes sur les feuilles mises à votre disposition afin de ne pas perdre votre idée au fil des discussions.

Pour terminer, il y aura quelques consignes pour orienter la discussion. Je vous demanderais de ne pas parler en même temps, afin de faciliter la compréhension de chacun. Je vous demanderais également d'éteindre vos téléphones portables.

Je vous avertis également qu'un collègue est derrière la vitre sans tain. Ce dernier prendra des notes afin de m'aider à colliger les données recueillies dans l'entrevue de groupe.

Questionnaire d'entrevue

Introduction

- Tour de table où chacun se présente courtement.

Bloc 1 : Place de la politique dans votre quotidien

Pour entrer dans le vif du sujet, discutons tout d'abord de la place de la politique dans votre quotidien.	
Actualité	Y a-t-il un événement politique qui a retenu votre attention dans la dernière année ?
Accès à de l'information politique	Suivez-vous l'actualité <i>politique</i> ? Si oui, par quels médias ? <ul style="list-style-type: none"> • Télévision • Journaux • Radio • Internet (Facebook, Twitter, journaux en ligne...)
Discussion politique	Discutez-vous parfois de politique ? <ul style="list-style-type: none"> • À quelle fréquence ? • Dans des contextes particuliers ? • Avec qui ? (famille, ami.e.s, collègues)
Socialisation politique	Lorsque vous étiez enfant, votre famille avait-elle l'habitude de discuter politique ? <ul style="list-style-type: none"> • À quelle fréquence ? • Dans des contextes particuliers ? Des membres de votre famille ont-ils déjà été politiquement impliqués ? Est-ce que votre famille vote ? Vos ami.e.s ?

Bloc 2 : Perceptions de la politique en général

Passons maintenant à la question de la politique en général	
Signification du mot politique	C'est quoi pour vous, la politique ? Que pensez-vous de la politique en général ? À quoi ça vous fait penser, la politique ? <u>Des éléments positifs</u> ? Des éléments négatifs ?
Thématiques politiques	Y a-t-il des sujets politiques en particulier qui vous interpellent ?
Signification de la démocratie	Vous savez que nous vivons dans un régime politique démocratique. Quels mots vous viennent à l'esprit quand on parle de démocratie ?
Satisfaction envers la démocratie	Êtes-vous satisfaits de la démocratie québécoise ? <ul style="list-style-type: none"> • Vous sentez-vous représentés ? <ul style="list-style-type: none"> – Est-ce que votre situation/vos besoins/vos intérêts sont pris en compte ? • Est-ce important pour vous, la démocratie ?
Système pol.	Que pensez-vous des élections ? <ul style="list-style-type: none"> • Pensez-vous que les élections vous permettent de choisir les orientations politiques du gouvernement ? Sentez-vous que les élections servent à « avoir son mot à dire » ? • Pensez-vous que les élections vous permettent de tenir le gouvernement responsable pour ses actions ? C'est-à-dire de les féliciter ou les punir.
Satisfaction envers les politicien(ne)s	Plus précisément, que pensez-vous des politiciens et politiciennes québécoises ? <ul style="list-style-type: none"> • Confiance ? • À l'écoute des citoyen.ne.s ? Plus précisément des jeunes électeurs ? • Gardent-ils contact avec les électeurs, lorsque élus ? • Représentent-ils bien la population québécoise ? Que pensez-vous des partis politiques ? <ul style="list-style-type: none"> • Que pensez-vous de l'offre partisane ? • Est-ce que les partis se démarquent suffisamment les uns des autres ? • Est-ce qu'il s'agit d'une bonne façon de représenter les intérêts des citoyens ?
« Efficacité interne »	<ul style="list-style-type: none"> • Parfois, la politique et le gouvernement semblent si compliqués qu'il est difficile de vraiment comprendre ce qui se passe.

Bloc 3 : Perceptions de la participation politique Attitudes concernant la participation politique et civique

Dans ce second bloc, nous discuterons de votre perception de la participation politique	
Participation politique alternative	Avez-vous déjà participé à une manifestation, boycotté un produit ou signé une pétition ? • Pourquoi ? Dans quel contexte ? (Conviction vs effet d'entraînement)
Efficacité de la participation politique alternative	Est-ce qu'il s'agit d'actions qui ont eu un impact selon vous ? Comment ont-elles été prises en compte ?
Activités civiques	Vous êtes-vous déjà impliqués dans des activités de bénévolat ? Où et dans quel contexte ? J'inclus dans « bénévolat » l'implication au sein de syndicat, association, groupe autre... • Où ? Quand ? Dans quel contexte ? (environnement ? droit humain ? syndicat ?)

Attitudes concernant le vote

Maintenant, abordons la dimension plus spécifique du vote.	
Participation électorale	Avez-vous déjà voté ? • Pourquoi avez-vous voté ? • Pourquoi certaines fois plutôt que d'autres ? • Voyez-vous une différence d'importance entre les élections ? (Municipales, provinciales, fédérales...)
Droit ou devoir ?	Selon vous, le vote est-il un droit ou un devoir ? Pourquoi ?
Impact de l'élection	Est-ce que ça vous importe qui gagne l'élection ?
Impact personnel sur l'élection	Pensez-vous que le vote d'une personne peut changer l'issue d'une élection ?
Motifs d'abstention	Pourquoi n'êtes-vous pas allés voter aux dernières élections ? • Quels types de motifs ? – Éléments techniques ▪ Heures d'ouverture des bureaux inappropriées ▪ Ne savait pas où aller voter ▪ Limitations physiques de déplacement ▪ Non-inscrits sur la liste électorale ▪ Problématique avec la liste au bureau de vote ou au vote par anticipation – Éléments circonstanciels ▪ Hors de la ville ▪ Maladie ▪ Oubli ▪ Trop d'autres occupations ▪ Le mauvais temps – Éléments attitudeux liés à la campagne ▪ Manque de confiance/insatisfaction face aux candidat.e.s en lice ▪ Impression que l'élection a peu d'impacts (« Les résultats ou vainqueurs importent peu ») ▪ Résultats prévisibles ou déterminés (« Mon vote ne ferait pas la différence ») ▪ Manque d'enjeux, de propositions, d'intérêt ▪ Manque d'information – Éléments attitudeux liés au système représentatif ▪ Critique du système politique ▪ Critique du mode de scrutin ▪ Critique des partis politiques ▪ Trop d'élections
Sens de l'abstention	Est-ce que ça représente quelque chose pour vous le fait de ne pas aller voter ? Donnez-vous un sens particulier au fait de ne pas aller voter ? Doit-on y comprendre un message particulier ?

Motifs de participation	<p>Quelles circonstances vous mèneraient à aller voter ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Est-ce que ce serait possible que vous décidiez d'aller voter aux prochaines élections ?
Modification pour encourager le vote	<p>Selon vous, y a-t-il des choses qui pourraient être faites pour encourager les gens à participer aux élections ?</p> <p>Qu'est-ce qui pourrait être fait pour vous convaincre d'aller voter ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Donner plus d'informations dans les écoles ? • Modification au niveau des institutions ?
<p>En somme, quel est le meilleur moyen d'influencer les actions du gouvernement ?</p>	
<p>Est-ce même possible d'influencer les actions du gouvernement ?</p>	

Remerciements

Je vous remercie de votre temps et de votre grande collaboration tout au long du déroulement de cette rencontre. Vos réponses auront permis de nous éclairer sur l'abstentionnisme au Québec.

Les personnes qui désirent obtenir mon mémoire lorsqu'il sera terminé doivent inscrire leur nom et courriel sur la feuille prévue à cet effet à la sortie.

En ce qui a trait à la remise de l'incitatif, je vous demanderais de passer signer cette liste préalablement.

MERCI DE VOTRE GÉNÉREUSE COLLABORATION !

Bibliographie

- ALMOND, Gabriel A. et Sidney VERBA, 1963, *The civic culture: political attitudes and democracy in five nations*, Princeton, Princeton University Press.
- BARIBEAU, Colette et Mélanie GERMAIN, 2010, « L'entretien de groupe : considérations théoriques et méthodologiques », *Recherches qualitatives*, vol. 29, no 1, p. 28-49
- BERELSON, Bernard R., Paul F. LAZARFELD et William N. MCPHEE, 1954, *Voting: a study of opinion formation in a presidential campaign*, Chicago University of Chicago Press.
- BHATTI, Yosef et Kasper M. HANSEN, 2012, *Leaving the nest and the social act of voting – revisiting the relationship between age and turnout among first-time voters*, *Journal of Elections, Public Opinion and Parties*, Vol. 22, No. 4, 380–406.
- BLAIS, André et Peter LOEWEN, 2011, *Youth Electoral Engagement in Canada*, Élections Canada.
- BLAIS, André, 2000, *To Vote Or Not To Vote ? The Merits and Limits of Rational Choice*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press.
- BLAIS, André, 2006, « What Affects Voter Turnout ? », *Annual Reviews of Political Science*, no 9
- BLAIS, André, Elisabeth GIDENGIL, Neil NEVITTE et Richard NADEAU, « Where Does Turnout Decline Come From ? » *European Journal of Political Research*, 43 : 221-236.
- BLAIS, André, Elisabeth GIDENGIL, Neil NEVITTE et Richard NADEAU, 2001, « The evolving nature of non-voting », papier présenté à la rencontre annuelle de l'Association américaine de science politique, San Francisco.
- BLAIS, André, Elisabeth GIDENGIL, Richard NADEAU et Neil NEVITTE, 2002, *Anatomy of a Liberal Victory: Making Sense of the Vote in the 2000 Canadian Election*, Peterborough, Broadview Press.
- BOECHEL, Richard, 1928, *Voting and Non-voting in Elections*, Washington D.C., Editorial Research Reports.
- BOIS, Paul, 1971, *Paysans de l'Ouest*, Paris, Flammarion.
- BREHM, John, 1993, *The Phantom Respondents: Opinion Surveys and Political Representation*, Ann Arbor, University of Michigan Press.
- BUTLER, David et Donald STOKES, 1974, *Political Change in Britain*, London, Macmillan.
- CAMPBELL, Angus, Philip E. CONVERSE, Warren E. MILLER et Donal E. STOKES, 1960, *The American Voter*, Survey Research Center, University of Michigan.
- CREWE, Ivor et D.T. DENVER, 1985, *Electoral change in western democracies: Patterns and sources of electoral volatility*, New York, St. Martin's Press.
- CROP et CHAIRE DE RECHERCHE SUR LA DÉMOCRATIE ET LES INSTITUTIONS PARLEMENTAIRES, 2013, *Baromètre citoyen des institutions politiques: sondage réalisé conjointement par la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires et CROP*, http://www.cms.fss.ulaval.ca/recherche/upload/chaire_democratie/fichiers/sondage_universite_laval__indice_citoyen.pdf.
- DALTON, Russell J., Scott C. FLANAGAN et Paul Allen BECK, 1984, *Electoral Change in Advanced Industrial Democracies: Realignment or Dealignment ?* Princeton, Princeton University Press.

- DALTON, Russell, 2007, *The Good Citizen: How the Young are Transforming American Politics*, Washington DC : CQ Press. SHIRLAW DONALD, 2010
- Dans Perrineau
- DELLI CARPINI Michael X. et Bruce WILLIAMS, 2012, «The Method Is the Message», dans Graham R. WALDEN (dir.), *Focus Group Research*, London, Sage Publication.
- DOSTIE-GOULET, Eugénie, 2009, *Le développement de l'intérêt pour la politique chez les adolescents*, Thèse, Université de Montréal.
- DOWNS, Anthony, 1957, *An Economic Theory of Democracy*, New York, Harper.
- FOURNIER, Patrick, André BLAIS, Elisabeth GIDENGIL et Eugénie DOSTIE-GOULET, 2007, « The Determinants of Youth Political Participation: Convention Versus Non Conventional », Communication, European Consortium for Political Research, Pise (Italie). Septembre.
- FRANKLIN, Mark N., 2004, *Voter turnout and the dynamics of electoral competition in established democracies since 1945*, Cambridge, Cambridge University Press.
- GAXIE, Daniel, 2001, « Michigan (paradigme de) » dans Pascal PERRINEAU (dir.), *Dictionnaire du vote*, Paris, Presses universitaires de France.
- GÉLINEAU, François et Alexandre MORIN-CHASSÉ, 2009, *Les motifs de la participation électorale au Québec : Élections de 2008*, Cahiers de recherche électorale et parlementaire, Numéro 1, Novembre 2009.
- GÉLINEAU, François et Ronan TEYSSIER, 2011, *Le déclin de la participation électorale au Québec, 1985-2008*, Cahiers de recherche électorale et parlementaire, Numéro 6, Août 2012.
- GÉLINEAU, François, 2013 ; *Youth Heterogeneity and voter turnout*, Élections Canada.
- GEOFFRION, Paul, 2003, « Le groupe de discussion » dans Benoît GAUTHIER (dir.), *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données*, 4^e édition, Québec, Presses de l'université Laval.
- GIDENGIL, Elisabeth, Neil NEVITTE, André BLAIS et Richard NADEAU, 2003, « La politique électorale : où sont passés les jeunes ? », *Perspectives électorales*, juillet.
- GOSNELL, Harold, 1927, *Getting out the vote : An experiment in the stimulation of vote*, Chicago, University of Chicago Press
- HENN, Matt, Mark WEINSTEIN et Dominic WRING, 2002, «A generation apart? Youth and political in Britain », *British Journal of Politics and International Relations*, Vol. 4, No. 2, June 2002, p. 167-192.
- INGLEHART, Ronald, 1977, *The Silent Revolution: Changing Values and Political Styles Among Western Publics*, Princeton, N.J., Princeton University Press.
- INGLEHART, Ronald, 1990, *Culture Shift in Advanced Industrial Society*, Princeton, N.J., Princeton University Press.
- JENNINGS, M. Kent et Richard G. NIEMI, 1981, *Generations and Politics*. Princeton : Princeton University Press
- JOHNSON, Alan, 1996, « 'It's good to talk' : the focus group and the sociological imagination »
- JOHNSON, Alan, 1996, « 'It's good to talk' : the focus group and the sociological imagination », *The Sociological Review*, Vol. 44, no 3, p. 517-538.

- LAZARSFELD, Paul F., Bernard R. BERELSON et Hazel GAUDET, 1944, *The People's Choice: How the Voters Makes Up His Mind in a Presidential Campaign*, New York, Columbia University Press.
- LUPIA, Arthur et Tasha S. PHILPOL, 2005, « Views from Inside the Net: How Websites Affect Young Adults' Political Interest », *The Journal of Politics*, 67 (4), p. 1122-1142
- MAHÉO, Valérie-Anne, Yves DEJAEGHERE et Dietlind STOLLE, 2012, « La non-participation politique des jeunes: Une étude des barrières temporaires et permanentes de l'engagement », *Canadian Journal of Political Science*, Vol. 45, No 2, Juin 2012, p. 405-425.
- MERRIAM, Charles et Howard GOSNELL, 1924, *Non-Voting*. Chicago, University of Chicago Press.
- MILLER, Joanne Marie et Wendy RAHN, 2002, Identity-Based Feelings, Beliefs, and Actions: How Being Influences Doing. *Twenty-fifth Annual Scientific Meeting of the International Society of Political Psychology*, Berlin.
- MORGAN, David, 1996, « Focus Groups », *Annual Review of Sociology*, Vol. 22, p. 129-152
- MUXEL, Anne, 2009, « L'abstention: déficit démocratique ou vitalité politique ? », *Pouvoirs*, 2007/1, n° 120, p. 43-55
- NIE, Norman H., Sidney VERBA et John R. PETROCIK, 1976, *The changing American voter*, Cambridge, Harvard University Press.
- NORRIS, Pippa, 2002, *Democratic Phoenix: Reinventing Political Activism*, Cambridge, Cambridge University Press.
- O'NEILL, Brenda, 2007, *Indifferent or just different? The political and civic engagement of young people in Canada*, Canadian Public Research Network, Juin 2007.
- PAMMETT, Jon H. et Lawrence LEDUC, 2003, *Pourquoi la participation aux élections fédérales canadiennes: Un nouveau sondage*, Élections Canada.
- PERRINEAU, Pascal, 2001, « Modèles d'explication du vote » dans Pascal PERRINEAU (dir.), *Dictionnaire du vote*, Paris, Presses universitaires de France.
- PIVEN, Frances et Richard CLOWARD, 2000, *Why Americans still don't vote; and why politicians want it that way*, Boston, Beacon Press.
- PRINT, 'Murray., Larry SAHA et Kathy EDWARDS, 2004, « Enrolment and Voting », *Youth Electoral Study*, Sydney, Australian Electoral Commission.
- PUTNAM, Robert, 1993, *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton, N.J., Princeton University Press.
- PUTNAM, Robert, 2000, *Bowling alone*, New York, Simon and Schuster.
- RIKER, William H. et Peter C. ODERSHOOK, 1968, « A theory of the calculus of voting », *American Political Science Review*, 62, p. 25-42.
- ROSENSTONE, Steven J. et John Mark HANSEN, 1993, *Mobilization, participation, and democracy in American*, New York, Macmillan.
- RUBENSON, Daniel, André BLAIS, Patrick FOURNIER, Elisabeth GIDENGIL et Neil NEVITTE, 2004, « Accounting for the Age Gap in Turnout », *Acta Politica*, 39(4): 407-421

- RUSSELL, A., FIELDHOUSE, E., PURDHAM, K., AND KAIRA, V. (2002) Voter Engagement and Young People, UK Electoral Commission, www.electoralcommission.org.uk, accessed 22/03/06.
- SHEERIN, Celia Anne, 2007, *Political efficacy and youth non-voting: a qualitative investigation into the attitudes and experiences of young voters and non-voters in New Zealand*, Mémoire, University of Canterbury.
- SIEGFRIED, André, 1913 (1ère édition), *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la IIIe République*, Genève/Paris/Gex, Slatkine Reprints, 1980
- SUBILEAU, Françoise, 1997, « L'abstentionnisme : apolitisme ou stratégie ? » dans Nonna MAYER (dir.), *Les Modèles explicatifs du vote*, Paris, L'Harmattan.
- SUBILEAU, Françoise, 2001, « Abstentionnisme » dans Pascal PERRINEAU (dir.), *Dictionnaire du vote*, Paris, Presses universitaires de France.
- TEIXEIRA, Ruy, 1992, *The disappearing american voter*, Washington, Brookings.
- TINGSTEN, Herbert, 1937, *Political Behavior*, London, King and Son.
- TORNEY-PURTA, Judith, 2000, « Comparative Perspectives on Political Socialization and Civic Education », *Comparative Education Review*, 44 : 88-95.
- VERBA, Sidney et Norman H. NIE, 1972, *Participation in America: political democracy and social equality*, New York, Harper & Row.
- VERBA, Sidney, Kay Lehman SCHLOZMAN et Henry E. BRADY, 1995, *Voice and equality: civic voluntarism in American politics*, Cambridge, Harvard University Press.
- WATTENBERG, Martin P., 2002, *Where Have All the Voters Gone?* Cambridge, Mass., Harvard University Press.
- WOLFINGER, Raymond E. et Steven J. ROSENSTONE, *Who Votes?*, New Haven, Yale University Press.